REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail - Patrie

REGION DU SUD

DÉPARTEMENT DE L'OCÉAN

COMMUNE DE LOKOUNDJE

BP : 64 Kribi Tél : 33 46 14 60/33 46 21 58



REPUBLIC OF CAMEROON Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

OCEAN DIVISION

LOKOUNDJE COUNCIL

PO BOX : 64 Kribi Tél : 33 46 14 60/33 46 21 58

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LOKOUNDJE

Réalisé

Sous financement et supervision : PNDP



Octobre 2011

FICHE DE VALIDATION DU PCD

Le présent Plan Communal de Développement a été validé par les administrations compétentes ci-après :

Visa du Maire		Visa du Délégué Départemental du MINEPAT/Océan
Fifinda, le		Kribi, le
	Visa du Préfet	
	Kribi, le	

SOMMAIRE

	E DE VALIDATION DU PCD	
CHAF	PITRE I : INTRODUCTION	12
1.1.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	12
1.2.	OBJECTIFS DU PCD	12
1.2.1.	Objectif global	12
1.2.2.	Objectifs spécifiques	13
1.3.	STRUCTURE DU DOCUMENT	13
CHAF	PITRE II : METHODOLOGIE	14
2.1.	PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS	14
2.2.	COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT	14
2.3.	CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE	17
2.4. PRO	ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE GRAMMATION	17
2.5.	MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI – EVALUATION PARTICIPATIF	17
CHAF	PITRE III : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	19
3.1.	LOCALISATION DE LA COMMUNE	19
3.2.	MILIEU BIOPHYSIQUE	22
3.2.1.	Climat	22
3.2.2.	Sols	23
3.2.3.	Relief	23
3.2.4.	Hydrographie	23
3.2.5.	Flore et faune	24
3.2.6.	Carte des ressources naturelles	25
3.3.	MILIEU HUMAIN	26
3.3.1.	Quelques repères historiques	26
3.3.2.	La population	26
3.3.3.	Les groupes ethniques.	27
3.3.4.	Les religions	27
3.3.5.	Les principales activites économiques	27
3.4.	PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	28
3 5	PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE	29

CHAP	PITRE IV : SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	31
4.1.	SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DE L'INSTITUTION COMMUNALE	31
4.2.	AXES DE RENFORCEMENT DE LA COMMUNE	32
4.3. SEC1	PRINCIPAUX PROBLEMES, BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR	33
CHAP	PITRE V : PLANIFICATION STRATEGIQUE	46
5.1.	VISION ET OBJECTIF DU PCD	46
5.2.	CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR	47
5.3.	COUT ESTIMATIF DU PCD	91
	ESQUISSE DU PLAN ET D'UTILISATION DE GESTION DES TERRES DE PACE COMMUNALE	
CHAP	PITRE VI : PROGRAMMATION	93
6.1.	CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES	93
6.2.	CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONEMENTALE DU CDMT	96
6.2.1. D'OP	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELS ET MESURES TIMISATION ET D'ATTENUATION	96
6.2.2.	MESURES D'OPTIMISATION ET D'ATTENUATION DES IMPACTS SOCIAUX	98
6.2.3.	PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	. 100
6.3.	PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE LOKOUNDJE (PIA)	.101
6.3.1-	RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES	. 101
6.3.2.	PROGRAMMATION ANNUELLE DES PROJETS PRIORITAIRES (1ère année)	. 102
6.3.3- (1 ^{ère} a	PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS AUTOCHTONES VULNERABLES nnée)	. 104
6.3.3.	1. CAS DES POPULATIONS PYGMEES	. 104
	2- CAS DES AUTRES POPULATIONS VULNERABLES : Aveugles, handicapées, personnes s, orphelins (1 ^{ère} année)	. 105
6.4.	PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA	.107
CHAP	PITRE VII : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	.109
7.1.	COMPOSITION ET ATTRIBUTION DU COMITE DE SUIVI – EVALUATION	.109
7.2.	INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION PAR RAPPORT AU PIA	.110
7.3.	DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING	.110
7.4.	MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD	.111
CHAP	PITRE VIII : PLAN DE COMMUNICATION	.112
8.1.	OBJECTIFS DU PLAN DE COMMUNICATION	.112

8.2. PLANIFICATION DES ACTIVITES DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAI	113
CHAPITRE IX : CONCLUSION	
ANNEXES	118
LISTE DES TABLEAUX	
TABLEAU 1: OUTILS UTILISES	14
TABLEAU 2 : VILLAGES ET CAMPEMENTS PYGMEES DE LA COMMUNE DE LOKOUNDJE	19
TABLEAU 3 : LE REPERES HISTORIQUES DE LA COMMUNE	26
TABLEAU 4 : PRODUCTION MOYENNE DES PRINCIPALES SPECULATIONS	27
TABLEAU 5 : REVENU MOYEN MENSUEL PAR SPECULATION ET PAR ACTIVITE	28
TABLEAU 6 : INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	28
TABLEAU 7 : FORCES ET FAIBLESSES DE L'INSTITUTION COMMUNALE	31
TABLEAU 8 : PISTE DES ACTIONS PRIORITAIRES	32
TABLEAU 9 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR AGRICULTURE	33
TABLEAU 10 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	33
TABLEAU 11 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	
TABLEAU 12 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITA	
TABLEAU 13 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	35
TABLEAU 14 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR FORET ET FAUNE	35
TABLEAU 15 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	35
TABLEAU 16 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR EDUCATION DE BASE	36
TABLEAU 17 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	36
TABLEAU 18 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	36
TABLEAU 19 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR SANTE PUBLIQUE	37
TABLEAU 20 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR EAU ET ENERGIE	37
TABLEAU 21 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR TRAVAUX PUBLICS	38
TABLEAU 22 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR AFFAIRES SOCIALES	38

FAMILLEFAMILLE	
TABLEAU 24 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR JEUNESSE	39
TABLEAU 25 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	39
TABLEAU 26 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR TRANSPORT	40
TABLEAU 27 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	40
TABLEAU 28 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAL	40
TABLEAU 29 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	41
TABLEAU 30 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR TOURISME	41
TABLEAU 31 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR CULTURE	41
TABLEAU 32 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	42
TABLEAU 33 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR COMMERCE	42
TABLEAU 34 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	3 42
TABLEAU 35 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR COMMUNICATION	43
TABLEAU 36 : PROBLEMES ET BESOINS DU SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	43
TABLEAU 37 : PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES (PDPP)	44
TABLEAU 38 : SECTEUR 1: AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	47
TABLEAU 39 : SECTEUR 2 : ELEVAGE, PÊCHE ET INDUSTRIES ANIMALES	49
TABLEAU 40 : SECTEUR 3 : SANTE PUBLIQUE	51
TABLEAU 41 : SECTEUR 4 : EDUCATION DE BASE	54
TABLEAU 42 : SECTEUR 5: ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	56
TABLEAU 43 : SECTEUR 6: TRAVAUX PUBLICS	57
TABLEAU 44 : SECTEUR 7: JEUNESSE	58
TABLEAU 45 : SECTEUR 08: ENERGIE ET EAU	59
TABLEAU 46 : SECTEUR 09: AFFAIRES SOCIALES	61
TABLEAU 47 : SECTEUR 10 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	62
TABLEAU 48 : SECTEUR 11: CULTURE	64
TABLEAU 49 : SECTEUR 12 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	64

TABLEAU 50 : SECTEUR 13 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	65
TABLEAU 51 : SECTEUR 14: TOURISME	67
TABLEAU 52 : SECTEUR 15 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	68
TABLEAU 53 : SECTEUR 16: COMMERCE	69
TABLEAU 54 : SECTEUR 17 : TRANSPORTS	70
TABLEAU 55 : SECTEUR 18 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	71
TABLEAU 56: SECTEUR 19: ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION ET MAINTIENT DE L'ORDRE	72
TABLEAU 57 : SECTEUR 20: FORETS ET FAUNE	74
TABLEAU 58 : SECTEUR 21: ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	76
TABLEAU 59 : SECTEUR 22 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	77
TABLEAU 60 : SECTEUR 23 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	79
TABLEAU 61 : SECTEUR 24 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	81
TABLEAU 62 : SECTEUR 25 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	82
TABLEAU 63 : SECTEUR 26 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	83
TABLEAU 64 : SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	84
TABLEAU 65 : SECTEUR 28: COMMUNICATION	85
TABLEAU 66 : SECTEUR 29 : PEUPLES AUTOCHTONES	87
TABLEAU 67 : SECTEUR 30 : AUTRES POPULATIONS VULNERABLES	89
TABLEAU 68 : COUT ESTIMATIF DU PDC	91
TABLEAU 69: CDMT DE LA COMMUNE DE LOKOUNDJE	93
TABLEAU 70 : IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSSIBLES ET MESURES D'OPTIMISATION I	
TABLEAU 71 : IMPACTS SOCIAUX ET MESURES D'OPTIMISATION ET D'ATTENUATION	98
TABLEAU 72 : PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	100
TABLEAU 73 : MOBILISATION DES RESSOURCES ET ECHEANCES	101
TABLEAU 74 : LE PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL	102
TABLEAU 75 : PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES	104
TABLEAU 76 : PROGRAMMATION DES ACTIVITES DU PDPP	105
TABLEAU 77 : CAS DES AUTRES POPULATIONS VULNERABLES	105

POPULATIONS VULNERABLESPOPULATIONS VULNERABLES	106
TABLEAU 79 : PLAN DE PASSATION DES MARCHES	107
TABLEAU 80 : LES TACHES DU COMITE DE SUIVI	109
TABLEAU 81 : SUIVI EVALUATION AU NIVEAU DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS	110
TABLEAU 82 : COMMUNICATION INTERNE AU SEIN DE LA COMMUNE EN TANT QU'INSTITUTION	113
TABLEAU 83 : LA COMMUNICATION AVEC LES AUTORITES ET LES SECTORIELS	113
TABLEAU 84 : LA COMMUNICATION ENTRE ET AVEC LES BENEFICIAIRES	113
TABLEAU 85 : COMMUNICATION AVEC LA SOCIETE CIVILE ET LE SECTEUR PRIVE	114
TABLEAU 86 : LA COMMUNICATION AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCI	
TABLEAU 87 : COMMUNICATION AVEC LES ELITES EXTERIEURES ET LA DIASPORA	115
TABLEAU 88 : LA COMMUNICATION DE MASSE	115
TABLEAU 89 : ACTIONS DE PLAIDOYER	116
LISTE DES PHOTOS	
PHOTO 1: APERÇU DU JARDIN BOTANIQUE DE FIFINDA	25
LISTE DES CARTES	
CARTE N° 1 : CARTE DE LOCALISATION DE LA COMMUNE	21
CARTE 2 : VILLAGES ET PYGMEES SOCIALE DE LOKOUNDJE	22
CARTE 3 : CARTE DE RESSOURCES DE LA COMMUNE DE LOKOUNDJE	25
LISTE DES FIGURES	
FIGURE 1 : DIAGRAMME DE VENN DE PAMA	15
FIGURE 2 : TRANSECT DE DONENDA	16
FIGURE 3: REPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHE D'AGE	26
LISTE DES ANNEXES	
ANNEXE 1: FICHE DU MICROPROJET N° 1	119
ANNEXE 2 : FICHE DU MICROPROJET N° 2	120
ANNEXE 3 : FICHE DU MICROPROJET N°3	121

NNEXE 4: FICHE DU MICROPROJET N°4
NNEXE 5: FICHE DU MICROPROJET N°5
NNEXE 6: FICHE DU MICROPROJET N°6
NNEXE 7: FICHE DU MICROPROJET N°7
NNEXE 8 : FICHE DU MICROPROJET N°8126
NNEXE 9 : FICHE DU MICROPROJET N°9
NNEXE 10 : FICHE DU MICROPROJET N°10128
NNEXE 11: FICHE DU MICROPROJET N°11129
NNEXE 12 : FICHE DU MICROPROJET N°12130
NNEXE 13 : FICHE DU MICROPROJET N°13131
NNEXE 14 : FICHE DU MICROPROJET N°14132
NNEXE 15 : FICHE DU MICROPROJET N°15
NNEXE 16 : FICHE DU MICROPROJET N°16
NNEXE 17 : FICHE DU MICROPROJET N°17135
NNEXE 18 : FICHE DU MICROPROJET N°18136
NNEXE 19 : FICHE DU MICROPROJET N°19137
NNEXE 20 : FICHE DU MICROPROJET N°20
NNEXE 21 : FICHE DU MICROPROJET N°21
NNEXE 22 : FICHE DU MICROPROJET N°22140
NNEXE 23 : FICHE DU MICROPROJET N°23141
NNEXE 24: FICHE DU MICROPROJET N°24142
NNEXE 25: FICHE DU MICROPROJET N°25143

RESUME DU PCD

Dans le souci de s'arrimer à la politique nationale de lutte contre la pauvreté, il est indispensable pour la Commune de Lokoundjé de se doter d'un outil de référence, lui permettant d'améliorer les conditions de vie de ses populations.

Créée en 2007, la Commune de Lokoundjé qui a la particularité d'abriter une population autochtone à deux composantes sociales distinctes ayant des modes de vie différents, compte 35 860 Bantous répartis dans 36 villages, 790 Pygmées vivant dans 23 hameaux rattachés et une communauté d'immigrés évaluée à 148 individus. Sa répartition géographique est atypique, ses villages et hameaux Pygmées sont disséminés dans le département en trois tenants. Avec une superficie évaluée à 2 254 km², elle est classée en tête des 09 Communes que compte le Département de l'Océan. Sa densité moyenne est de 17 habitants/km². Sa population est jeune avec près de 72 % des personnes dont l'âge se situe entre 0 et 40 ans. Les femmes représentent 54% de la population totale.

La commune a un riche potentiel économique : une multitude de sites touristiques, environ 135 000 hectares de terres arables, une quarantaine de kilomètres de côte, une forêt regorgeant de ressources fauniques et floristiques innombrables, trois grands fleuves riches en ressources halieutiques. La pêche et l'agriculture, principales activités, occupent environ 78 % de la population. Les Pygmées quant à eux vivent de la chasse et de la cueillette, tandis que les immigrés sont essentiellement commerçants. Les méthodes de production et de récolte restent pour l'essentiel archaïques.

L'élaboration de ce PCD a procédé d'un diagnostic participatif à trois niveaux à savoir : le Diagnostic Sectoriel Niveau Village (DSNV), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC).

- ➤ Pour le DSNV, nous avons identifié, pour vingt-huit secteurs d'activités, les atouts et contraintes. Les problèmes spécifiques à chaque village et campement ont été recensés et des solutions endogènes proposées.
- ➤ Le DEUC, a pour objet de collecter les informations relatives aux activités qui font vivre l'espace urbain, en d'autres termes, de recenser tous les corps de métiers de la ville, les interrelations ainsi que les différents problèmes rencontrés et d'en proposer des solutions. Pour le cas d'espèce, le centre urbain communal de Lokoundjé, en création a été étendu vers les pôles d'activités économiques que sont les villages Socapalm V1 et Elogbatindi qui en réalité ne font pas partie du centre urbain tel que définit par l'exécutif communal.
- ➤ Pour le DIC, nous avons recensé les informations de la Commune en tant qu'institution : le nombre et la qualité du personnel, les services, le patrimoine, les ressources financières et les relations avec les tiers. Les principales forces et faiblesses ont été ressorties et des pistes d'actions visant à améliorer la performance communale ont été proposées.

Dans l'ensemble, la participation des populations a été satisfaisante. L'opportunité leur a été donnée de réfléchir et de s'exprimer sur le développement de leur village, de leur campement voire de leur institution communale.

A l'issu de ces diagnostics participatifs, le récapitulatif des infrastructures existantes fait état de 09 formations sanitaires, 26 écoles primaires, 05 écoles maternelles, 12 puits à motricité humaine, 06 établissements secondaires, 05 châteaux d'eau, 10 plaques solaires, 04 hangars de marché, 01 gare routière, 01 centre de promotion de la femme et de la famille, 08 antennes de réseaux de la téléphonie mobile, 03 sociétés installées, 01 centrale à gaz en construction, des installations électriques dans 16 villages, 06 microstructures de transformation des produits agricoles, 01 sous-préfecture, 01 poste forestier, 02 bases de sociétés d'exploitation forestière, une cinquantaine de kilomètres de route bitumée, plus de 142 kilomètres de routes carrossables.

Ces chiffres flatteurs cachent cependant une pléthore de problèmes entraînant les besoins ci-après : 89 forages et puits à pompes à construre, 2 500 ménages à connecter au réseau électrique, 05 centres de santé équipés à construire, 08 écoles primaires et maternelles à créer avec plus de 88 salles de classe à construire et 62 enseignants qualifiés à affecter, 05 établissements d'enseignement secondaires à créer et à construire, plus de 2500 jeunes et 1500 femmes à former sur les AGR, 1071 personnes vulnérables à suivre et à encadrer... la liste est loin d'être exhaustive.

Le Plan Communal de Développement de Lokoundjé répond ainsi aux exigences de la Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 sur la décentralisation. Il arrive donc à point nommé pour cette jeune Commune qui cherche encore ses marques. Le présent PCD indique les activités qui sont susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations. Leur réalisation s'étend sur la période allant de 2012 à 2020, découpée en plans triennaux qui correspondent aux Cadres des Dépenses à Moyen Terme dont le premier couvre la période 2012-2014. Toutefois, il convient de souligner que les coûts de réalisation des différents projets sont indicatifs, ainsi, le coût global du présent PCD est de trois milliards trois cent quatre vingt millions cent quatre vingt et un mille cent vingt francs CFA (3 380 181 120 frs).

CHAPITRE I: INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Cameroun, dans son processus progressif de réduction de la pauvreté, a souscrit aux objectifs du millénaire pour le développement en septembre 2000 aux Nations-Unies. Ces objectifs définissent une synergie d'actions à mener pour l'épanouissement des populations les plus défavorisées de la planète. La constitution adoptée par notre pays en 1996, faisait déjà une part belle à la Décentralisation. Les lois promulguées en juillet 2004 attribuent aux Communes un rôle central et leur transfèrent des compétences importantes dans l'initiation, la promotion et la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de leurs collectivités.

C'est dans cette mouvance que le gouvernement Camerounais a mis en place, avec l'appui des bailleurs de fonds et de ses partenaires au développement, un programme dénommé « Programme National de Développement Participatif (PNDP)». Le PNDP est l'un des cadres opérationnels de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté dans sa composante « Appui au développement local ». Dans le cadre de la mise en œuvre de sa 2ème phase, le PNDP est marqué entre autres par :

- Le recentrage de la responsabilité de la mise en œuvre du Programme sur la Commune pour une vision territoriale de l'espace communal;
- L'instauration d'un système d'allocation pour le financement des actions de développement des Communes.

A la suite d'un diagnostic préliminaire en vue de la détermination des indicateurs des valeurs de référence, une convention a été signée entre le PNDP et la Commune de Lokoundjé en vue du financement de l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) et des activités connexes.

Dans le but d'apporter une assistance technique appropriée à la Commune pour l'élaboration de ce document et après la formation des Organismes d'Appui Local ayant manifesté leur intérêt pour l'accompagnement des Communes à cet effet, l'OAL RAPID (Réseau d'Actions Participatives aux Initiatives de Développement) a été recruté sur la base des Termes de référence approuvés par le PNDP et suivant les procédures de passation de marchés en vigueur (appel à manifestation d'intérêt, demande de propositions, dépouillement et analyse des offres, etc.).

1.2. OBJECTIFS DU PCD

1.2.1. Objectif global

L'élaboration du Plan Communal de Développement de Lokoundjé vise globalement à définir les priorités de développement à moyen terme, sur la base de la vision de l'exécutif communal, des diagnostics participatifs de terrain et du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Il vise également à faire une programmation stratégique des actions à mener, ainsi que le Plan d'investissement annuel en tenant compte des ressources mobilisables.

1.2.2. Objectifs spécifiques

De façon plus concrète, le PCD vise à :

- Etablir la situation de référence de la Commune sur la base d'un diagnostic participatif ;
- Identifier les problèmes des populations de la Commune dans les domaines économiques, sanitaires, sociaux, éducatifs, sportifs et culturels en se référant aux différentes politiques sectorielles;
- Réaliser un diagnostic des ressources financières de la Commune et les potentialités locales à valoriser;
- Définir les objectifs à atteindre à travers la recherche± des solutions aux principaux problèmes préalablement identifiés;
- Planifier des actions à réaliser suivant un calendrier rigoureusement élaboré ;
- Définir des mécanismes réalistes de suivi évaluation des activités identifiées et planifiées.

1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT

Le présent rapport élaboré de concert avec toutes les forces vives de la Commune se veut un document accessible à toute personne physique ou morale intéressée par la problématique de développement de la Commune de Lokoundjé. Il se subdivise en neuf parties :

- 1. Introduction;
- 2. Méthodologie;
- 3. Présentation sommaire de la Commune;
- Synthèse des résultats du diagnostic participatif ;
- 5. Planification stratégique ;
- 6. Programmation;
- 7. Mécanisme de suivi évaluation :
- 8. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD :
- 9. Conclusion.

CHAPITRE II: METHODOLOGIE

Pour réaliser avec succès les différents diagnostics, RAPID s'est appuyé sur deux méthodes. La méthode accélérée de la recherche participative (MARP) et la méthode d'approche participative pour les populations pygmées (MAPAPPY).

2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

La préparation de l'ensemble du processus s'est faite à deux niveaux :

- a) Au niveau du siège de RAPID, d'abord par la participation du personnel de RAPID à l'atelier de restitution sur les nouvelles approches d'intervention du PNDP. Ensuite, tous les consultants retenus pour la circonstance ont pris part à un séminaire de renforcement des capacités sur la conduite des diagnostics dans les villages et les hameaux pygmées.
- b) Au niveau de la Commune, RAPID a organisé des rencontres d'information et de sensibilisation auprès des autorités communales, administratives et toutes les forces vives de la Commune, couronnées par une intervention lors du conseil municipal tenu à Fifinda le 23 décembre 2010 en présence du représentant de Monsieur le Préfet de l'Océan et de sa Majesté Innocent ONDOUA NKOU, maire de la Commune de Lokoundjé. Les différentes étapes du processus ont été présentées aux participants ainsi que le plan de déploiement des consultants dans les différents villages et hameaux Pygmées.

2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT

La collecte des informations s'est faite à travers des interviews semi structurées (ISS) dirigées aux personnes de tous âges (selon la nature de l'information recherchée) et pendant les assemblées convoquées à cet effet, la triangulation permettait de bien cerner les contours des informations collectées. Les outils utilisés par étape et leur importance sont contenus dans le tableau ci-après :

Tableau 1: Outils utilisés

Etapes	Outils utilisés	Importance ou objectif visé		
Préparation	- Lettres d'information	Sensibiliser et informer les parties prenantes		
du processus		sur l'importance des activités à mener		
	- Fiches d'identification	Dénombrer les villages pour une meilleure		
	des chefferies	programmation des activités		
	- Lettre d'introduction du	Autoriser les équipes à sillonner les différents		
	Sous-préfet	villages		
Lancement et	- Fiches de collecte des	Avoir un aperçu global de la situation de la		
déroulement	données de base	communauté		
du Diagnostic	- Profil historique	Faire un saut dans le passé de la communauté		
participatif	(les dates, les noms, les origines, les			
		évènements)		
	- Cartes sociale et des	Faire la présentation de la communauté dans		
	ressources naturelles	toute sa constitution (routes et pistes,		
		institutions, infrastructures, ressources)		
	- Carte de mobilité	Retracer les différentes destinations des		
		populations ainsi que les raisons de leurs		

		déplacements	
	- Diagramme de Venn	Identifier toutes les institutions internes et externes à la communauté, présenter leurs réalisations de même que leur niveau d'importance	
	- SEPO (Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles)	Présenter, dans le cadre communautaire, les activités ayant connu un succès ; celles qui ont connu un échec ; le potentiel dont dispose la communauté et ce qui constitue un blocage à la capitalisation de ce potentiel	
	- Transect	Parcourir la communauté de façon transversale, de manière à toucher du doigt ses réalités afin de compléter ou confirmer certaines informations	
	- Les arbres à problèmes	Démontrer la relation de causes à effets qui existe dans les différents problèmes qui minent la communauté	
	- Tableau des causes pertinentes et solutions envisagées	Présenter sous forme de tableau les causes pertinentes sur lesquelles les populations veulent et peuvent agir pour solutionner les différents problèmes auxquelles elles sont confrontées	
	- Tableaux de planification stratégique et opérationnelle	Présenter la programmation des activités globales et concrètes dans le cadre de la mise en œuvre du processus de résolution des problèmes	
	- Liste des membres du comité de concertation	Présenter la liste nominative des personnes désignées pour pérenniser les enseignements reçus et coordonner, dans un souci communautaire toutes les activités à entreprendre.	

Illustration des quelques outils utilisés

Figure 1 : Diagramme de venn de PAMA

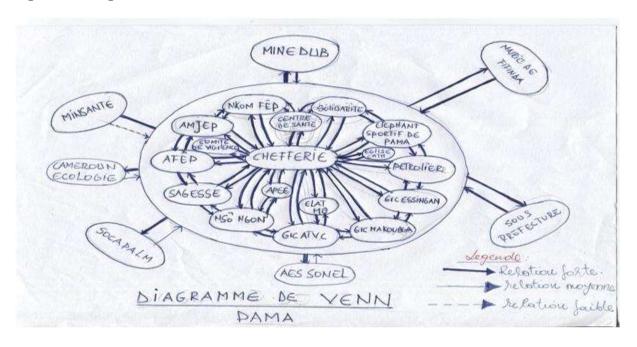


Figure 2 : Transect de Donenda

TRANSET OF BOARNOA	anactier Dongo - 03 Kun	P. F.
Ato zones on Eterolice	quartier broke - carreform an	Categoria -> Limite
sistance	0 - 50 B3 Kan	0 - a 03 km
3 notitutions	Chefferre; Chappelle eatholigue	Charles and the same
solo	plans sols sabbonaue, furgineur this fortily	planisols hydromorphis, subton-
Hydraulique	of bornes fontaines abandonnies; 02 sources	
régitation	forst dense et sumdaire; présence du ban- bour de chine en abondance prehe , a griculture, chasse, commerce, pré- sanat	foret durac et acunidaire, quelq.
activités .	powhe , a griculture, chase, commerce, arti-	quelques changes ga el la.
principales cultures	manice; plantoin; macabo; igname; gover bo; aradiale	
resonnes maturelles	forestickes; p. T.N.C.; rolling en abundance	cours of early public seasoness forestiches.
5 aprostructures evidles	aire se ju; tranger de marche	buses
Problèmes	difficultà d'acció à l'eur potable; absense stoesse l'estrique; agriculture de entrettence;	her herber out tendence is envalue to route; presence miles de poules
solutions appliquées	unscapeation des even des rivières le vices de vices de la petrole; potente	
solutions & entrepren-	construction puits to prompte; amenasthent points d'eaux; construction bransai et compters gour marche.	

La collecte des informations s'est faite à trois niveaux à savoir : le Diagnostic Sectoriel Niveau Villages (DSNV) ; le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et enfin le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC). Les objectifs visés par niveau étant :

✓ Pour le DSNV :

- La sensibilisation dans les villages ;
- L'identification des potentialités, problèmes et contraintes par secteur ;
- Le recensement des populations ;
- La recherche des solutions endogènes et exogènes.

✓ Pour le DEUC :

- L'identification des potentialités, problèmes et contraintes par secteur d'activité;
- L'analyse des problèmes.

✓ Pour le DIC :

- La collecte des données du DIC ;
- L'analyse et le traitement des données collectées ;
- La présentation et la validation du DIC.

La collecte liée au traitement de ces données a abouti à la production de :

- 59 rapports de DSNV dont 36 pour les villages Bantous et 23 pour les campements Pygmées ;
- 01 rapport du DEUC;
- 01 rapport du DIC.

2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

La consolidation des données collectées sur le terrain s'est faite par une seconde collecte d'informations complémentaires au niveau des sectoriels, nous permettant par la suite de faire une synthèse, par secteur, des données des diagnostics réalisés dans les villages et campements Pygmées. Les différentes infrastructures de la Commune ont été localisées géographiquement à l'aide de GPS et les différentes coordonnées consignées dans un document.

2.4.ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, ouvert par Monsieur le Préfet de l'Océan, qui s'est tenu les 22, 23 et 24 juin 2011 dans la salle des délibérations de la mairie de Lokoundjé a connu la participation des membres de l'exécutif communal, des conseillers municipaux, des sectoriels, des agents communaux, de l'équipe des consultants de l'OAL RAPID et des responsables du PNDP.

De façon globale, il était question d'élaborer, sur la base de la vision de développement de l'exécutif communal, des diagnostics de terrain et du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), une planification stratégique à travers le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et un plan d'investissement annuel (PIA) de la Commune de Lokoundjé.

De façon plus concrète, il s'agissait :

- ❖ De restituer les différents cadres logiques par secteur ;
- D'approfondir et valider les diagnostics par secteur ;
- D'analyser les problèmes à l'intérieur de chaque secteur ;
- D'élaborer le tableau de planification stratégique, ainsi que le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- ❖ De planifier les investissements prioritaires pour la première année (PIA) ;
- ❖ D'élaborer un plan de gestion sociale et environnementale (PGES) :
- D'élaborer un plan de passation des marchés (PPM) pour la première année.

2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI – EVALUATION PARTICIPATIF

Le mécanisme de suivi -évaluation mis en place interpelle tous les acteurs ayant pris part à l'élaboration du présent PCD, ce sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de pilotage ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

Le suivi et l'évaluation des projets vont se faire à deux niveaux :

- 1- Au sein de la Commune avec le monitoring effectué sous le contrôle du Maire. Les projets inscrits au budget sont suivis par les autorités municipales qui apprécient et valident la mise en œuvre des activités programmées et rendent compte à la tutelle et au conseil municipal.
- 2- Au niveau externe, le suivi des projets financés par l'Etat, les ONGs ou tout autre partenaire va se faire par la tutelle pour s'assurer que les fonds mis à disposition sont gérés suivant les règles de l'art et que le planning d'exécution des travaux est respecté.

Chacun se doit d'intervenir dans son domaine de compétence à travers les activités suivantes :

- La programmation des activités communales ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.

Les outils qui permettront de mener à bien cette étape sont :

- Les PCD/PIA;
- Les rapports périodiques des agents communaux ;
- Les fiches de collecte des données ;
- La fiche de suivi du processus de planification ;
- Les rapports des visites de terrain ;
- Les comptes rendus des réunions ;
- Les rapports divers (prestataires et consultants).

CHAPITRE III: PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

La Commune de Lokoundjé est située dans la Région du Sud, Département de l'Océan. Son chef lieu, Fifinda I, est situé à 35 kilomètres de la ville de Kribi. Elle est limitée :

- Au nord par la commune d'Edéa,
- Au sud par les communes de Kribi 1er, Kribi 2ème, Campo et Nyeté,
- A l'Est par la commune de Bipindi et Messondo,
- A l'Ouest par l'Océan Atlantique.

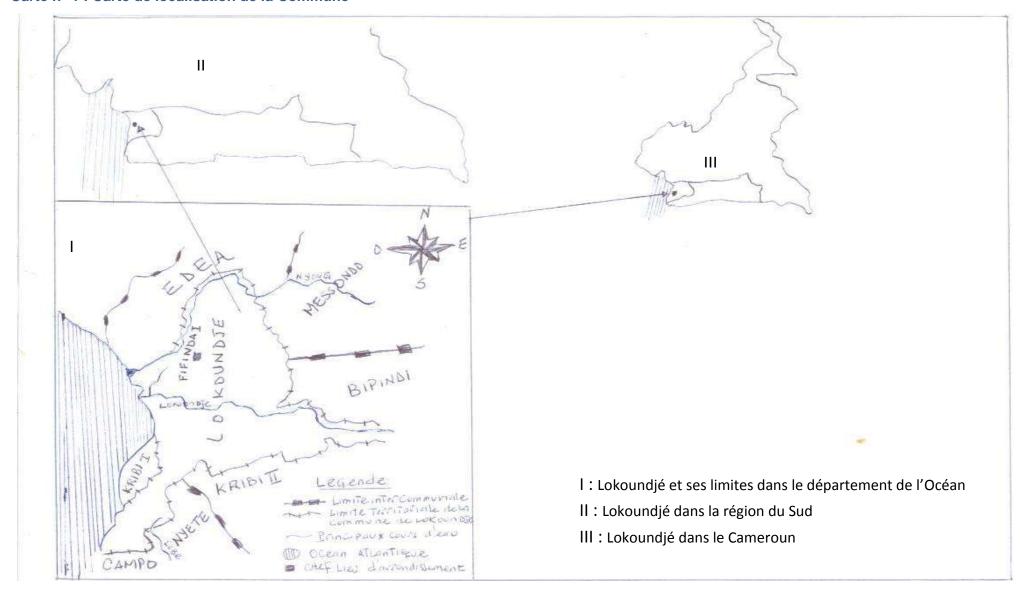
La Commune de Lokoundjé naît du Décret n° 2007/117 du 24 avril 2007 portant création de la Commune de Lokoundjé, sa superficie est de 2 254 km² (Source : DDFOF Océan). L'unité administrative compte 36 villages et 23 campements Pygmées ; Le tableau qui va suivre indique les villages Bantou et les campements Pygmées de rattachement.

Tableau 2 : Villages et campements Pygmées de la Commune de Lokoundjé

		Coordonnées GPS		Campement	Coordonnées GPS	
N°	Village	Latitude	longitude	pygmées associés	Latitude	Longitude
1.	Bandevouri	03° 15' 182''	09° 56' 063''	Bandevouri	03° 02' 895''	10° 12' 919''
2.	Behondo	03° 15' 366''	10° 12' 441"	1		
3.	Bella	02° 51' 494''	09° 59' 673''	Put mikop	03° 11' 777"	10° 11' 744'
4.	Bidou I	03° 00' 782''	10° 05' 263"	Bidou	03° 00' 687''	10° 05' 084"
5.	Bidou II	03° 07' 155''	09° 59' 956''	1		
6.	Bipaga I	03° 08' 301''	10° 00' 634"	Bissele	03° 07' 112''	09° 59' 944''
7.	Bipaga II	03° 00' 092''	10° 01' 343"			
8.				Nkolinzouli ;	03° 00' 087''	10° 01' 355''
	Bissiang	03° 19' 751''	10° 05' 807''	Mponlongwe	03° 00' 356''	10° 01' 510''
9.	Bivouba	03° 30′ 110′′	10° 07' 114''	Bivouba Antenne	03° 20′ 654″	10° 05' 889''
10.	Bonguen	03° 15' 182''	09° 56' 063''	Bonguen 33	03° 24' 541''	10° 07' 024''
11.	Dehane	03° 29' 223''	10° 05' 565''	Nsahe	03° 28' 394''	10° 08' 091"
12.	Diboune	02° 51' 720''	09° 54' 627"	1		
13.	Dikobe	03° 19' 035''	10° 00' 672"	1		
14.	Donenda	03° 20' 263''	10° 02' 717"	1		
15.		03° 08′ 917′′	10° 01' 141"	Nassa	03° 08' 900''	10° 01' 143"
	Ebea			Voura voura	03° 08' 930''	10° 01' 158''
16.	Edoungangono	02° 50' 886''	09° 54' 489''	1		
17.	Elogbatindi	03° 24' 938''	10° 07' 455"	Ntende	03° 24' 920''	10° 07' 400''
18.	Fifinda I	03° 13' 656''	10° 01' 435"	1		
19.	Fifinda II	03° 12' 036''	10° 01' 540"	1		
20.				Simaluye	03° 11' 728''	10° 18' 144'
	Gwap	03° 12' 468''	10° 17' 697''	Sam makasso	03° 11′ 134″	10° 18' 603''
21.	Lokoundje	03° 12' 388''	09° 56' 158''	1		
22.	Mabenanga	02° 46' 370''	09° 59' 705''	1		
23.	Makoure I	03° 02' 985''	10° 08' 307"	Soum mimbo	03° 03′ 477′′	10° 07' 983''
				Angoua mvoule	03° 03′ 526″	10° 07' 812"
24.	Makoure II	03° 08' 088''	10° 09' 290''	Maloumba	03° 08' 080''	10° 09' 289''
25.	Mbebe	03° 24' 557''	10° 07' 224"	Mbebe	03° 23' 937"	10° 06' 475''
26.	Mboke	03° 21' 728''	10° 10' 268"	1		
27.	Ndoumale	02° 51' 613"	09° 54' 439''	Namikumbi	02° 51' 723"	09° 54' 625''
28.	Nkollo	03° 13′ 528′′	10° 16' 212"	Nkollo déviation	03° 12′ 321″	10° 15' 307''
29.	Pama	03° 16' 757''	10° 04' 650''	Botalinguen	03° 17' 737"	10° 09' 418''
30.	Pongo Aviation	02° 52' 276''	09° 58' 743''	1		
31.	Socapalm V1	02° 51' 318''	09° 58' 148''	1		
32.	Socapalm V2	02° 50' 881''	09° 56' 567''	/		

33.	Socapalm V3	02° 52' 996''	09° 56' 981''	1		
34.	Socapalm V4	02° 56' 024''	10° 00' 148"	1		
35.	Socapalm V6	02° 46' 319''	09° 59' 715''	kilombo	02° 46' 431''	09° 59' 813''
36.	Yalpenda	03° 25'624''	10° 08' 393"	Ekaké	03° 25' 970"	10° 08' 025''

Carte n° 1 : Carte de localisation de la Commune





Carte 2 : Villages et Pygmées sociale de Lokoundjé

3.2, MILIEU BIOPHYSIQUE

3.2.1. Climat

La Commune de Lokoundjé fait partie du département de l'océan qui appartient à la zone du climat équatorial et du type guinéen classique à prédominance maritime. Cette zone offre deux principales nuances climatiques : la nuance maritime et la nuance guinéenne de l'intérieur, introduite par la proximité de la mer et par la continentalité.

Le climat de la Commune est caractérisé par quatre saisons : Deux saisons de pluie et deux saisons sèches.

- La petite saison sèche qui s'étale de mi-juin à mi-août est cependant arrosée par quelques pluies;
- La grande saison sèche débute en décembre et s'achève en mi-mars ;
- La petite saison des pluies qui va de mi-mars à mi-juin ;
- La grande saison des pluies qui va de mi août à fin novembre.

La Commune de Lokoundjé est le plus arrosé du département de l'Océan notamment dans les zones de Bipaga, Déhane et à l'embouchure du fleuve Nyong. Ces zones ne subissent pas les caractéristiques des quatre saisons car elles sont arrosées presque chaque semaine quelle que soit la saison.

Dans l'ensemble de la Commune, les précipitations les plus élevées sont observées aux mois de mai, septembre et octobre où les hauteurs de 700 mm sont atteintes par mois ; les plus basses concernent les mois de décembre, janvier, février, mars, juin et juillet.

Les températures subissent le régime du climat équatorial. Ainsi, au cours d'une année, on note trois mois où sont observées les températures les plus élevées à savoir : mars, avril et mai. Les températures atteignent parfois 50 °c sous le soleil et 36 °C à l'ombre.

Les températures les plus basses s'observent en juin et juillet, contrairement aux autres localités où elles se situent en décembre, janvier et février. Elles oscillent entre 12°c à l'ombre et 19 °c sous le soleil.

3.2.2. Sols

Les sols sont du type ferralitique, de couleur rouge notamment. On y rencontre également des sols jaunes topomorphes, et des sols orthiques peu profonds et penévolués caractérisés par leur couleur rouge. Sur le plan agronomique, les sols dans l'ensemble ont de bonnes propriétés physiques. Ils sont profonds, ont une bonne perméabilité et une micro structure stable qui les rend moins susceptibles à l'érosion par rapport aux autres types de sols. Ils sont biens drainés, mais peuvent devenir secs (sècheresse édaphique) à cause de leur faible capacité de rétention en eau par la fraction minérale du sol. Les propriétés chimiques par contre sont moins favorables à cause de leurs faibles capacités de rétention des cations par la fraction minérale du sol. Sous culture intensive, une part appréciable de ces ions est retirée du système par les plantes et l'érosion. Ces pertes peuvent être compensées par des apports en engrais ou par une longue période de jachère. L'apport de la fumure organique peut donner de bons rendements pour les cultures vivrières. La mécanisation y est possible.

3.2.3. Relief

Le relief est constitué de deux principaux éléments que sont les basses terres côtières et les plateaux. Le relief est légèrement incliné vers la partie ouest. Chaque plateau est entouré de fonds de vallées drainé par des cours d'eaux, d'importance variable, qui se versent dans le Nyong, la Lokoundjé ou la lobé.

La Commune de Lokoundjé est la seule du département de l'Océan à avoir deux altitudes à savoir : L'altitude zéro mètre le long de sa bordure côtière, contrairement aux autres du département où se trouvent des collines jusqu'à la plage. La deuxième altitude qui varie de 0 à 100 mètres concerne les localités de Bidou et Pama. Ainsi donc, l'altitude de cette Commune est la plus basse de tout le triangle national (Source : Station météorologique de l'Océan).

3.2.4. Hydrographie

L'espace géographique de la Commune de Lokoundjé est caractérisé par la proximité de la Mer et un réseau hydrographique dense dominé par le Nyong, la Lokoundjé, la Lobé et plusieurs autres cours d'eau d'importance moyenne. Ce grand ensemble est riche en ressources halieutiques telles:

- Les poissons d'eau douce (carpes, tilapia, silure, mulet, machoiron...);
- Les poissons de Mer (carpes blanches, carpes rouges, maquereaux, disques, brochets, bossus, bar, capitaine, machoirons, soles, dorades, etc.
- Les crustacées (crabes et crevettes) ;

- Les crocodiles ;
- Tortues;
- Le serpent boa et les rongeurs aquatiques.

3.2.5. Flore et faune

La Commune de Lokoundjé est dominée par des forêts secondaires à cause des interventions intempestives de l'homme. Cependant on rencontre des galeries de forêt primaires dans les zones d'accès difficile comme c'est le cas à Makouré et à Bidou.

La formation végétale dominante présente deux principales composantes :

- La forêt littorale qui côtoie la mer est couverte par des essences telles que : Socoglottis gabonenesis (Bidou), Lophira Alata (Azobé), Coula édulis (Ewoumé), Afzelia bipineensis (Doussié rouge), entandrophragma cylindricum (Sapelli), triplochiton scleroxylon (Ayous) ;
- La forêt biafréenne de moyenne altitude qui couvre les zones de bas et moyens plateau, présente deux variétés à savoir : la forêt atlantique toujours verte et la forêt submontagnarde.

Les principales essences répertoriées sont : Fraké, Bibolo, Tali, Acajou, Moabi, Bubinga, Iroko, Movingui, Baobab, Okam, etc ...

Sur les sols hydromorphes, la végétation est dominée par la Raphise marécagus (Raphia) et le Bambou de Chine.

Outre ces espèces qui croissent naturellement, de vastes espaces sont occupés par des plantations industrielles de palmiers à huile de la SOCAPALM notamment.

La flore herbacée dans la Commune est dominée par *Chromoléana odorata*, *Agératum conyzoides*, *Imperata cylindrica*, *Epatorium odoratum*, *Lantana camara*, etc...

Les principaux produits forestiers non ligneux (PFNL) rencontrés sont : Irvingia Gabonesis (mango), Okok, Njansan, Essok, Rotin, Chenilles, Larves d'annetons (Foss), Sclorophoeus Zenkeri (Olom), Noisettes, « Bitter Cola ».

La faune est constituée d'espèces sauvages variées. On y rencontre généralement : les rongeurs (Rat palmiste, Hérisson, Porc-épic...), les singes (Oustiti, mandrill, Chimpanzé, Gorille...), les Biches, les Antilopes, le Phacochère, le pangolin, les Tortues, les oiseaux (Toucan, Calao, Epervier, Perroquet, Corbeau, Pigeon, Hibou, Pie, Perdrix...), les chauves-souris, pour ne citer que ceux-là.

* Aire protégée

La Commune de Lokoundjé dispose d'un Jardin botanique d'une superficie de 4 hectares. Il regorge d'une richesse floristique importante dont les principales essences protégées sont: le Bubinga, Ebène, et Moabi.

Photo 1: Aperçu du jardin botanique de Fifinda



3.2.6. Carte des ressources naturelles

Les ressources naturelles de la Commune sont mal connues. On rencontre des carrières de sable, de latérite, des rochers, la mer, mangrove, les forêts, les cours d'eau.... La carte des ses ressources se présente ainsi qu'il suit :

Carte 3 : Carte de ressources de la commune de Lokoundjé

3.3. MILIEU HUMAIN

3.3.1. Quelques repères historiques

Tableau 3 : Le répères historiques de la Commune

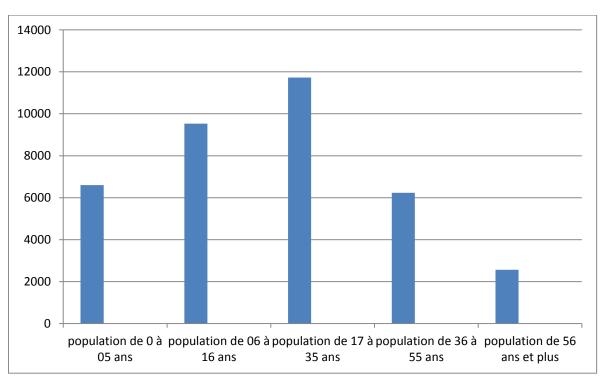
DATES	EVENEMENTS	IMPACTS	
Vers 1900	Arrivée et installation des peuples	Sédentarisation après moult affrontements avec les	
	Batanga et Ewouzok dans la zone côtière	Bassa trouvés sur place	
1912	Création de la route Edéa-Kribi Déplacements facilités		
1977	Implantation de l'usine Socapalm	Possibilités d'emploi et perspectives de développement	
1985	Bitumage de l'axe routier Edéa-Kribi par la société Elitwonder	Déguerpissements forcés, réjouissances populaires et perspectives de développement	
	Intronisation du chef supérieur de 2 ^{er} degré de Fifinda I	Réjouissances populaires	
2007	Création de l'arrondissement de Lokoundjé	Réjouissances populaires et renforcement de la paix et la solidarité entre toutes les populations de la Commune	

3.3.2. La population

La population de Lokoundjé, essentiellement jeune, constituée de plus de plus de 50% de femmes, s'élève à environ 36 650 âmes (source : données de terrain). Les zones de concentration des populations sont les pôles économiques que sont les villages Socapalm communément appelés « V ». Cette population est répartie en trois groupes à savoir : les Bantous avec 35 860 individus, les Pygmées avec 790 individus et les immigrés avec 148 individus.

La répartition de ces populations par tranches d'âges est illustrée dans la figure ci-après :

Figure 3: Répartition de la population par tranche d'âge



3.3.3. Les groupes ethniques.

La population de Lokoundjé est composée de plusieurs groupes humains à savoir : les Ewondo (Evouzok, Mvog fouda), les Batanga, les Bassa, les Mabi, les Bakoko, les Ngoumba, les Bulu, les Fangs, les Bagyéli (Pygmées), les Immigrés (Nigérians, Béninois et maliens).

3.3.4. Les religions

Le Christianisme est la principale religion pratiquée avec plusieurs obédiences dont les plus importantes sont le Catholicisme et le Protestantisme. L'Islam cherche encore ses marques bien que les Bagyéli du campement d'Angoua Mvoulé soient islamisés. On ne saurait nier l'avancée considérable du phénomène des églises dites 'réveillées' dont le mode d'évangélisation attire de plus en plus de fidèles. On note aussi la présence des églises Néo apostoliques dans la Commune ainsi que la présence d'une poignée de personnes animistes parmi les Pygmées.

3.3.5. Les principales activites économiques

Les principales activités économiques des populations de la Commune sont la pêche et l'agriculture, puis le commerce et l'artisanat.

✓ La pêche :

Elle constitue une tradition pour la plupart des populations (Batanga, Mabi, Bassa, Bakoko, Ngoumba, et même les Pygmées) qui vivent à proximité de la Mer et des principaux cours d'eaux d'importance capitale que sont le Nyong, la Lokoundjé, la Lobé et le bras (Lohove/Dongo) reliant le Nyong et la Lokoundjé. Les espèces pêchées sont recensées parmi les ressources halieutiques énumérées plus haut.

✓ L'agriculture :

Elle est avec la pêche, la principale activité économique des populations. Le système cultural est extensif, marqué par la pratique du brulis, la diversité des cultures et leur association sur les mêmes espaces, La faible utilisation d'intrants agricoles et de semences améliorées. Les rendements sont dans l'ensemble faibles.

Les principales cultures sont : le manioc, le bananier plantain, l'igname, le macabo, l'arachide, le concombre et le maïs. La culture du palmier est en nette progression dans la zone grâce aux dotations de la Socapalm en semences de qualité. Cette activité entraîne la prolifération de petites structures de production d'huile de palme qui génèrent des revenus supplémentaires.

Tableau 4 : Production moyenne des principales spéculations

SPECULATIONS	SURFACE (HA)	RENDEMENT (KG/HA)
Arachide	12	650
plantain	28	6750
Manioc	17	1360
Manioc	12	900
Pistache	09	117
Palmier à huile	22	22 000

✓ Le commerce :

L'activité commerciale est présente dans la Commune. Elle est intense dans les zones de forte concentration des populations que sont Socapalm V1 et Elogbatindi qui sont les principaux pôles commerciaux avec l'existence d'un marché, de nombreuses échoppes, des débits de boissons et divers corps de métiers. En somme, les activités commerciales restent encore faibles. Ils se résument à la vente des produits de la pêche, d'agriculture et quelques produits manufacturés de moindre valeur. Les relations commerciales entres Pygmées et Bantous reposent sur le troc. Les premiers proposent des PFNL et du gibier contre du tabac, de l'alcool, du couscous, des bâtons de manioc, des racines et tubercules.

✓ L'artisanat :

L'activité artisanale est peu développée et se résume en la fabrication des pirogues et pagaies, des nasses, des paniers, des hottes, des mortiers, des pilons, des chaises et autres matériels en rotins. Ce secteur porteur mérite d'être organisé par ce qu'il pourrait devenir une source considérable de devises et un secteur attractif pour les touristes.

Tableau 5 : Revenu moyen mensuel par spéculation et par activité

N°	NATURE DES ACTIVITES	NOMBRE D'ACTIFS	REVENU MOYEN MENSUEL PAR ACTEUR
01	Pêche	3 290	55 000 francs cfa
02	Agriculture	11 270	27 000 francs cfa
03	Commerce	645	18 000 francs cfa
04	artisanat	84	15 000 francs cfa

3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

Les principales infrastructures par secteur sont recensées dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Infrastructures par secteur

SECTEURS	INFRASTRUCTURES	LOCALITES
Education de Base	- 05 écoles maternelles	Elogbatindi, Fifinda, Bipaga II, Socapalm V1
Education de base	- 26 écoles primaires	Bandevouri, Behondo, Bissiang, Bidou I, Bella, Bidou I, Bipaga II, Elogbatindi Bonguen, Ebéa, Dikobe, Fifinda I, Makouré I, Mboke, Gwap, Lokoundjé, Nkollo, Pama, Socapalm V1,Socapalm V2, Socapalm V3, Socapalm V4, Socapalm V6
Enseignements	- 02 CETIC	, Elogbatindi (02) , Fifinda I,
secondaires	- , 02 CES	Bella, Mbebe
	- 02 Lycées dont 01 bilingue	Elogbatindi, Socapalm V1
Santé publique	08 CSI	Bandevouri, Bella, Dehane, Dikobé, Elogbatindi, Nkollo, Pama, Socapalm V1
	- 01CMA	Fifinda I
Eau et Energie	- 12 puits à pompe (04 non fonctionnels et 01 abandonné)	Bella, Dikobé, Ebéa, Elogbatindi, Fifinda I, Makouré II, Pama Socapalm V2, Socapalm V3, Socapalm V4, Socapalm V6, Yalpenda
	- 05 châteaux d'eau (02 Scanwater abandonnés et O1 château non fonctionnel)	Dikobé,, Fifinda I, Nkollo, Socapalm V1, Yalpenda
	- 10 plaques solaires (05 en panne)	Dikobé, Fifinda I
	- Installations du réseau électrique dans 16 villages	Bidou I, Bipaga I, Bivouba, Bonguen, Elogbatindi, Fifinda I, Mbebe, Mboke, Ndoumale, Pama, Socapalm V1, Socapalm V2, Socapalm V3,

		Socapalm V4, Socapalm V6
Administration Territoriale et Décentralisation	 01 Sous-préfecture 01 logement pour le Sous-préfet 	Fifinda I
Promotion de la Femme et de la Famille	O1 Centre de Promotion de la Femme et de la Famille	Fifinda I
Travaux Publics	- Route bitumée	Bonguen-Elogbatindi-Mbebe- Bivouba-Pama-Fifinda I-Fifinda II- Ebéa-Bipaga II-Bipaga I
	 Routes non bitumées Ponts et buses sur les fleuves t rivières 	Tous les villages de la Commune
Transports	 01 gare routière (Socapalm V1) 	Socapalm V1
Commerce	- 04 hangars de marché	Donenda, Ebéa, Elogbatindi, Socapalm V1
Communication	 Disponibilité des signaux radio et télé 	Tous les villages
Forêts et Faune	 01 poste forestier (Elogbatindi) 	Elogbatindi
Petites et Moyennes Entreprise	 06 microstructures de transformation locale (03 pressoirs à huile de palme et 03 moulins à écraser) 	Pama, Elogbatindi, Lokoundjé, Socapalm V1, Socapalm V3
	 01 centrale à gaz en construction 	Bipaga I
Industrie et Développement Industriel	 03 sociétés implantées (Socapalm à V1, WIJMA à Bidou, Domaine du Lion à Ebéa) 	Socapalm V1, Bidou, Ebéa
	 02 bases de sociétés d'exploitation forestière 	Fifinda (MMG), MARVELOUS (Bissiang)
Postes et Télécommunications	 06 antennes de réseaux de la téléphonie mobile (MTN et Orange) 	Bivouba, Bonguen, Elogbatindi, Fifinda II, Bipaga I, Socapalm V1

3.5. PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE

La Commune de Lokoundjé regorge d'atouts, potentialités et ressources qui, exploités convenablement, contribueraient à améliorer sensiblement le niveau de vie des populations et par ricochet relever le niveau de développement de la Commune. On peut citer :

a) Potentialités

- L'existence de cinq marchés ;
- La présence de plusieurs écoles maternelles et primaires ;
- ❖ La présence des établissements d'enseignement secondaire ;
- La présence d'une bibliothèque municipale ;
- La présence de plusieurs formations sanitaires ;
- La présence d'un centre de promotion de la femme et de la famille ;
- Un chef lieu d'arrondissement traversé par une route bitumée ;
- L'existence de réseaux de télécommunication ;
- L'existence des installations électriques AES Sonel, des plaques solaires et des groupes électrogènes;
- ❖ Une position géographique stratégique (porte d'entrée de la ville de kribi) ;
- ❖ La présence de plusieurs sociétés industrielles ;
- La présence des projets structurants en cours de réalisation dans la Commune ;
- ❖ La diversité culturelle avec la présence d'une dizaine de groupe humain ;
- Une bonne proportion de sols fertiles estimés à plus de 1 600 hectares ;
- ❖ L'existence des forêts riches en essences diverses, ressources fauniques et floristiques;
- La présence de carrières de sable et de latérite ;
- ❖ La présence de plusieurs cours d'eaux d'importance variée, tous très riches en ressources halieutiques ;
- La proximité de la mer ;
- ❖ La présence de plusieurs dizaines de kilomètres de plages ;

- ❖ L'existence de plusieurs destinations touristiques à valoriser ;
- Une population jeune et dynamique.

b) Ressources

- Recettes fiscales
- Taxes communales directes et indirectes
- Produits de l'exploitation du patrimoine communal
- Dotation diverses de l'Etat
- ❖ Des transferts issus de la coopération décentralisée

CHAPITRE IV: SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Le diagnostic de l'institution communale s'est appesanti sur les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine communal et les relations à l'intérieur et avec les tiers.

- Les ressources humaines de la Commune de Lokoundjé sont composées de :
- Conseil municipal qui compte 34 personnes dont 07 femmes et 17 hommes ;
- L'exécutif communal avec 01 Maire et 02 adjoints ;
- ♣ Le personnel communal avec 34 personnes parmi lesquelles 06 décisionnaires, 14 permanents et 14 temporaires.
- ❖ Les ressources financières de la Commune sont constituées des recettes communales directes et indirectes, des recettes fiscales, des recettes forestières, des produits de l'exploitation du patrimoine communal, des transferts reçus dans le cadre de la coopération décentralisée ainsi que des subventions étatiques diverses. Ces fonds sont destinés à supporter les charges de fonctionnement courant et d'investissement. Ainsi, les Budgets des exercices 2008 et 2009 sont équilibrés en recettes et en dépenses aux sommes de 280 100 000 et 300 000 000 francs cfa respectivement. Les comptes administratifs quant à eux indiquent des recettes de l'ordre de 168 221 187 et 147 340 971 francs cfa respectivement, soient des taux de réalisation de 60% en 2008 et 49,67 % en 2009.
 - ❖ Le patrimoine communal est constitué de tout bien meuble ou immeuble dont dispose la Commune. Nous avons recensé : 19 bâtiments, 04 hangars de marché et 01 tribune.
- ❖ Les relations sont un domaine très sensible pour la Mairie. Elles sont de deux ordres : les relations entre le personnel de l'institution communale et les relations avec les autres acteurs du milieu. Le DIC nous a permis de conclure que les relations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sont plutôt satisfaisantes malgré quelques manquements enregistrés notamment, l'absence d'un organigramme formel au sein de l'institution ainsi que des incompréhensions avec les Services Déconcentrés de l'Etat dans le transfert des compétences en cours aux Mairie.

Les forces et faiblesses relevées ça et là sont les suivantes :

Tableau 7 : Forces et faiblesses de l'institution communale

ELEMENTS	PRINCIPALES FORCES	PRINCIPALES FAIBLESSES
Gestion des ressources humaines	 Personnel pluridisciplinaire et multiculturel Respect de l'approche genre Personnel jeune et dynamique Relations saines entre les composantes du personnel communal Régularité des salaires Avancements réguliers Protection sociale du personnel (CNPS) 	 Faible qualification du personnel Faible taux renforcement des capacités du personnel communal Absence d'un organigramme formel Absence d'adéquation entre le personnel et certains postes occupés Mode de recrutement communal ne respectant pas aux besoins en qualité et en quantité Faible archivage Absence d'un cadre de concertation entre les responsables et leurs collaborateurs Insuffisance du personnel communal Oisiveté de certains agents communaux Difficultés dans l'accueil et le service des usagers
Gestion des ressources financières	 Redevances forestières Recettes fiscales et taxes communales Subventions Feicom Budget d'Investissement 	 Absence d'un fichier de contribuables Faible couverture des prévisions de recettes communales Incivisme de certains agents de recouvrement Absence de plans de localisation des potentiels

	Public - Partenaires au développement (PNDP) - Souci d'augmentation sans cesse du budget communal	contribuables - Absence de collaboration entre le Service Départemental des Impôts et les services de recouvrements de la mairie	
Gestion du patrimoine communal	 Présence de biens meubles et immobiliers Présence de 03 UFA, 01 vente de coupes et 02forêts communautaires Vastes étendues de terres 	Insuffisance du matériel roulant Insuffisance du mobilier et matériel de bureau Absence d'un plan d'urbanisation de la Commune Gestion opaque du patrimoine communal Absence de réfection des postes du patrimoine communal Absence d'une voirie municipale Inexistence des locaux devant abriter la mairie au niveau de l'espace urbain communal	
Gestion des relations	- Présence d'un réseau de partenariat important	 Faible collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat Faible transfert des compétences 	

4.2. AXES DE RENFORCEMENT DE LA COMMUNE

Dans sa mission d'amélioration sans cesse des conditions de vie des populations, il est important de procéder à un certain nombre de réajustements dans les quatre (04) domaines sus-cités, permettant ainsi d'améliorer la performance communale. Ces réajustements sont déclinés dans le tableau suivant en pistes d'actions prioritaires.

Tableau 8 : Piste des actions prioritaires

ELEMENTS	ACTIONS PRIORITAIRES A MENER
Gestion des ressources humaines	 Renforcer les capacités de l'exécutif, du conseil et du personnel communaux sur la gestion décentralisé. Mettre sur pied un organigramme formel définissant l'organisation et le fonctionnement des différents services de la mairie. Recruter le personnel qualifié en nombre suffisant. Mettre sur pied une plate forme de concertation entre les différentes composantes du personnel communal
Gestion des ressources financières	 Mettre sur pied un fichier actualisé des contribuables. Rechercher des stratégies efficaces d'amélioration des recettes communales.
Gestion du patrimoine communal	 Mettre au point un plan d'urbanisation Instaurer une politique d'amortissement et de renouvellement des postes du patrimoine communal. Créer et équiper le service de la voirie municipale.
Gestion des relations	 Créer un cadre d'échanges entre la mairie et les différents partenaires. Impliquer les élites dans la recherche et l'exécution des actions de développement Mettre sur pied une plate forme de concertation avec les SDE pour une meilleure collaboration dans la poursuite du processus de transfert des compétences.

4.3. PRINCIPAUX PROBLEMES, BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR

Les tableaux ci-après présentent les différents problèmes, les principales causes et effets ainsi que les besoins identifiés par secteur

Tableau 9 : Problèmes et besoins du secteur Agriculture

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Baisse de la production agricole	 Manque de formation des producteurs Insuffisance du personnel d'encadrement technique Coût élevé des intrants agricoles Destruction des cultures par les bêtes Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs Equipements rudimentaires Accès limité aux semences améliorées et intrants agricoles 	 Faible revenu Baisse des récoltes Abandon des cultures Exode rural 	 Organisation des formations en technique de production et utilisation des intrants agricoles Amélioration de l'outillage Encadrement technique Organisation en groupes de producteurs (GICs/associations) Matériel roulant (tout terrain)

Tableau 10 : Problèmes et besoins du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Manque d'appui aux activités d'élevage et de pêches	 Manque d'encadrement des éleveurs et pécheurs Faible capacité organisationnelle des pécheurs Divagation des animaux domestiques Habitudes culturelles Absence du personnel d'encadrement Prolifération des maladies Matériel de pêche archaïque 	 Faible revenu Insécurité alimentaire Insalubrité du village Viande de mauvaise qualité Eloignement des champs vivriers Développement des épidémies Conflits 	 Matériel de pêche Formation en technique d'élevage intensif Structuration des activités Regroupement en groups de producte

Tableau 11 : Problèmes et besoins du secteur Domaines et Affaires Foncières

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Insécurité foncière	 Absence de titres fonciers Eloignement du sectoriel Délimitations ancestrales Gestion anarchique de l'espace Ignorance des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives 	Litiges fonciers Risque de déguerpissement sans dédommagement Conflits entre les villages voisins	 Facilitation de l'accès aux titres foncie Sensibilisation des populations su nécessité d'acquisition d'un titre foncie

Tableau 12 : Problèmes et besoins du secteur Développement Urbain et Habitat

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Insalubrité et faible niveau d'urbanisation	 Equipements et infrastructures d'assainissement insuffisants Absence d'une voirie municipale Plan d'urbanisation de la Commune non fonctionnel Délocalisation du marché de la Socapalm 	Occupation anarchique des espaces Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement	Création et mise en place d'un servic voirie municipale Approbation et mise en application plan d'urbanisation
	Habitat précaire	Insécurité foncière des espaces occupésConstruction anarchique des habitations	Exposition aux intempériesRisques d'accidents	- Facilitation de l'accès aux matér définitifs de construction
	Menace de déguerpissement	Etroitesse des hangars	Vols,	Recasement dans des lieux accessible
	Cumul des taxes difficiles à solder	Irrégularité des descentes	Malhonnêteté des usagers	- Sensibilisation des usagers sur leurs obligations et sur les procédures de
Espace urbain	Absence d'actions synergétiques entre les			payement des taxes
	services des impôts, la Socam, la mairie			- Uniformisation des descentes
	Payement arbitraire des frais aux agents non identifiés	Absence/non effectivité d'une assiette fiscale	Arnaques	Formation et sensibilisation des agents communaux

Tableau 13 : Problèmes et besoins du secteur Environnement et Protection de la Nature

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Déhane	Pollution du Nyong	 Destruction des filets de pèches Perte de la biodiversité halieutique 	 Risques d'empoisonnement Perturbation des activités de pêche 	Reboisement
Socaplam	Pollution des cours d'eau environnant	Perte de la biodiversité halieutique	Risques de cancer élevé	Espaces verts
Tous les villages	Pratique du brulis	Ignorance des techniques d'agriculture moderne	Perte de la fertilité des sols	Formations des populations su gestion durable de la nature

Tableau 14 : Problèmes et besoins du secteur Forêt Et Faune

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Déforestation	 Exploitation abusive des essences forestières et fauniques Pratique du brûlis 	 Erosion floristique Perte de la biodiversité Bouleversement du calendrier agricole 	 Création des pépinières forestières Sensibilisation sur la loi forestière Accentuation de la répression

Tableau 15 : Problèmes et besoins du secteur Administration Territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficulté d'accès aux services administratifs	Eloignement des sectoriels Eparpillement des villages	Difficulté dans l'établissement des pièces officielles Nombreuses unions illégitimes	Organisation des mariages collectifs Création de o3 postes de relais pour faciliter l'accès aux services
Tous les villages	Faible respect de l'autorité traditionnelle	Contestation de la chefferie Irresponsabilité des chefs Non respect des chefs par la population	Conflits entre les populations Anarchie	Restauration de l'autorité traditionnelle
Espace urbain	Tracasseries routières	Non détention des pièces les autorisant à effectuer leurs activités Arnaque par certains éléments des forces de l'ordre	Baisse des revenus	Sensibilisation des acteurs du petit transport (moto) sur la nécessité d'acquisition des pièces relatives à leur activités Sensibilisation des forces de maintien d'ordre.

Tableau 16 : Problèmes et besoins du secteur Education de Base

VI	LLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
			Insuffisance d'écoles maternelles	Sous-scolarisation	88 salles de classe
			Accès limité au matériel didactique (élèves et	Analphabétisme	61 enseignants
			enseignants)	Délinquance juvénile	21 salles de classe à réhabilité
_T	ous les villages	Insuffisance des services de	Aires de jeux non aménagées	Difficulté d'insertion	Equipements (226 tables bancs, etc.)
1'	ous les villages	l'éducation de base	Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les	socioprofessionnelle des jeunes	Construction 34 points d'eau, 21
			écoles	Prostitution	latrines, 37 bacs à ordures, 31 clôtures,
		Insuffisance du personnel enseignant qualifié	Calendrier scolaire inachevée	Logements pour enseignants	
			Insuffisance des salles de classe et équipements		

Tableau 17 : Problèmes et besoins du secteur Enseignements Secondaires

VILLAGES PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages Insuffisance de se l'enseignement sec	oncoignanto,	socioprofessionnelle des jeunes Délinquance juvénile Couts élevés des études Exode rural	 - 18 salles de classes - 49 enseignants - Fournitures scolaire - Equipements (90 tables bancs, etc.) - Construction de 02 points d'eau, latrine, 05 bacs à ordure, 05 clôtures logements por enseignants - Création de O3 CETIC - 02 ateliers de maçonnerie, 01 at d'électricité, 01 atelier d'aide compta 01 atelier de mécanique auto

Tableau 18 : Problèmes et besoins du secteur Enseignement Supérieur

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	 Insuffisance de moyens financiers Eloignement des institutions universitaires 	 Abandon des études Délinquance juvénile et sénile Insuffisance d'une élite intellectuelle 	- Octroi des bourses aux jeunes diplô de la Commune

Tableau 19 : Problèmes et besoins du secteur Sante Publique

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	 Faible couverture sanitaire Insuffisance du personnel soignant qualifié Insuffisance des équipements dans les formations sanitaires Faible accès aux médicaments Faible capacité financière des ménages Eloignement des centres de santé 	 Cherté des soins médicaux Abandon de la médecine moderne Automédication Récurrences des maladies Mort 	 Personnel (02 médecins, 06 ID IB,07 AS, 05 matrones, O5 commis Infrastructures (Réhabilitation de Centres de santé) Equipement (79 lits, 05 laboratoires, maternités, 01 pharmacie, 05 réfrigérateurs.) Médicaments Aménagement de 05 points d'eau latrine, 07 clôtures, 08 dispositifs traitement de déchets, 03 Logem pour médecins
	Vulnérabilité des populations au VIH/SIDA	 Faible niveau de sensibilisation des populations Difficulté d'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge Stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA 	Propagation du VIH/SIDATraumatismes divers	Sensibilisation des populations sur pandémie

Tableau 20 : Problèmes et besoins du secteur Eau et Energie

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficulté d'accès à l'énergie électrique	 Connexion partielle au réseau national d'électricité Délestages récurrents Plaques solaires en panne 	Développement difficile des activités économiques Utilisation difficile des appareils électriques, électroménagers et électroniques Utilisation des lampes à pétrole Difficultés à étudier et travailler la nuit	 - 08 transformateurs et 01 plaque sola réhabiliter - 03 poteaux à remplacer - 289 branchements à réhabiliter - Acquisition de 17 nouve transformateurs, 05 grou électrogènes, 855 poteaux, 45 km moyenne tension

		•	Mauvais entretien des points d'eau aménagés	•	Prolifération	des	maladies			•	•
		•	Non réfection des points d'eau défectueux		hydriques			 Amélioration 	de	la qualité	é de l
	Insuffisance d'eau potable	•	Mauvais fonctionnement des comités de gestion des	•	Corvées	d'eau	(longs	(Socapalm V	l)		
1			points d'eau (CGPE)		déplacements	s à la	recherche				
Tous les village	es	•	Eloignement des points d'eau		d'eau)						
		•	Mauvaise qualité de l'eau								

Tableau 21 : Problèmes et besoins du secteur Travaux Publics

VILLAGES	PROBLEMES		CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Ndoumale, Mabenanga Behondo, Diboune Edoungangomo, Lokoundje	Enclavement commune	de la	 Mauvais état des routes et ponts Absence des voies d'accès 	 Accidents de circulation fréquents Coût élevé du transport et des produits de première nécessité Ecoulement difficile des produits et marchandises Difficulté de déplacement des personnes et des biens Surcharge des passagers et bagages 	Création des voies d'accès re Ndoumale- Mabenanga -Diboune Edoungangomo , Béhondo – Dikobé ifinda II - Lokoundjé - Rechargement de de l'axe Elogbatir Déhané - Réhabiltation de l'axe Bivouba – Dikol

Tableau 22 : Problèmes et besoins du secteur Affaires Sociales

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Faible encadrement des nécessiteux	 Inexistence d'un fichier communal des nécessiteux Absence d'un centre social 	Troubles psychologiques	 Appui financier et matériel nécessiteux Création et construction d'un ce social Elaboration d'un fichier des nécessite

Tableau 23 : Problèmes et besoins du secteur Promotion de la Femme et de la Famille

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficultés liées à l'encadrement de la femme rurale	 Absence de dialogue Faible pouvoir économique de la femme Faible représentativité et participation de la femme 	 Fragilisation de la famille et de la société Dépravation des mœurs 	Formation et sensibilisation sur droits de la femme et de la familleBoursesFormation des femmes en AGR

	dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts) Ignorance des droits de la famille Sous scolarisation de la jeune fille Surcharge des travaux ménagers Fort attachement à la tradition/Poids culturel Insuffisance de matériel dans le centre de promotion de la femme et de la famille		Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes Relâchement de l'encadrement de la famille Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnées Exode rural		Acquisition de 03 machines à c 06 ordinateurs, 01 photocopiet batterie de cuisine, 01 clôture 01 dispositif de traitement de déch Electrification du centre 01 aire de jeu Construction de 02 centres soci 03 foyers communautaires
--	--	--	--	--	---

Tableau 24 : Problèmes et besoins du secteur Jeunesse

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
	Encadrement insuffisant des jeunes	 Analphabétisme accentué Incivisme des jeunes Absence des structures d'encadrement Faible capacité entrepreneuriale Faible accès aux financements Faible mobilisation des jeunes autour des activités génératrices des revenus (AGR) Pauvreté des parents Insuffisance de formateurs 	 Désœuvrement et oisiveté Déperdition scolaire Délinquance juvénile Dépravation des mœurs Propagation du VIH/SIDA 	Un centre d'encadrement des jeunes Personnel d'encadrement Formation des jeunes

Tableau 25 : Problèmes et besoins du secteur Sports et Education Physique

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
 Tous les villages 	Mauvais état et insuffisance des aires de jeu	 Insuffisance d'infrastructures sportives Insuffisance d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires 	 Epanouissement insuffisant Exode des jeunes vers d'autres villages Absence d'association sportive Difficulté dans l'organisation des championnats de vacance 	Moniteurs de sportOrganisation des activités sportives

Tableau 26 : Problèmes et besoins du secteur Transport

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Difficultés dans les déplacements	 Mauvais état des routes Eparpillement des villages de la Commune Non respect de la règlementation en matière de transport Forte spéculation sur les prix de transport Surcharge des véhicules et engins de transport Automobilistes/moto taximen sans permis de conduire et autres documents exigibles (carte grise, assurance, etc.) Non respect du code de la route par les automobilistes et les autres usagers 	 Accidents de circulation très fréquents Coût élevé de transport Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules Insécurité routière 	Organisation de l'activité Formation des motos taximen sur le colla route

Tableau 27 : Problèmes et besoins du secteur Emploi et Formation Professionnelle

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Chômage des jeunes	Faible esprit d'initiative Sous qualification des chercheurs d'emploi	 Délinquance juvénile et sénile Dépravation des mœurs Oisiveté 	- Former les jeunes sur les entreprenar

Tableau 28 : Problèmes et besoins du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanal

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Faible développement des activités économiques	 Ignorance des procédures d'accès au financement Faible esprit d'initiatives et de créativité Faible attraction des jeunes par les activités de production (agriculture, mécanique, couture, menuiserie) Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises 	désœuvrement Faible pouvoir économique	Sensibilisation et Accompagnement populations sur la création PME Facilitation de l'accès au financement

Tableau 29 : Problèmes et besoins du secteur Recherche Scientifique et Innovation

VILLAGES PROBLEMES		CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
	Faible valorisation de la médecine traditionnelle	 Manque de structure de recherche Faible diffusion des innovations scientifiques Faible organisation des praticiens 	Risque d'empoisonnementcharlatanisme	 Organisation des praticiens Modernisation des pratiques Affiliation des praticiens à l'associa des tradi praticiens du Cameroun

Tableau 30 : Problèmes et besoins du secteur Tourisme

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS		
Tous les villages	Faible valorisation du potentiel touristique	 Absence d'infrastructure d'accueil (restauration, auberges) Non aménagement des sites touristiques Enclavement de la Commune 	 Faible attraction des touristes Faible pouvoir économique des populations et de la Commune 	 Construction des centres d'acci touristiques Aménagement des sites touristiq existants Aménagement des voies d'accès sites 		

Tableau 31 : Problèmes et besoins du secteur Culture

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Tous les villages	Sous valorisation de la culture traditionnelle	 Absence d'infrastructures socioculturelles Absence des foyers communautaires Faible capacité organisationnelle et financière Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles 	 Aliénation culturelle Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la Commune Dépravation de la culture locale 	communautaires - Construction d'une maison de la cultu

Tableau 32 : Problèmes et besoins du secteur Mines et Développement Industriel

VILLAGES		PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS		
Tous villages		Exploitation anarchique des carrières de sable	 Faible organisation et structuration des acteurs Matériel d'extraction archaïque Accès difficile aux carrières de sable 	 Faible exploitation des ressources Paupérisation des populations 	 Organisation et réglementation activités 		

Tableau 33 : Problèmes et besoins du secteur Commerce

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS		SOLUTIONS/BESOINS	
Tous les villages	Difficultés d'écoulement des produits	Mauvais état des équipements marchands Absence d'un hangar		Insécurité des commerçants Forte spéculation sur les produits Faible revenu Risque de prolifération des maladies et de perte des marchandises Pollution de l'environnement	Construction de 50 comptoir, 20 boutique 01 hangar, 01 Boucherie, 01 chambre froide Aménagement de 04 points de au, 07 latrines, 06 dispositifs de traitement de Electrification des marchés 05 rampes d'accès pour les handicapés 05 bureaux Construction de 02 hangars à Bidou I Dehané et 01 marché à Fifinda I	
Espace urbain	Difficultés d'approvisionnement en produits	Eloignement des centres de distribution		Cout élèves des produits Risques lors des déplacements	-Organisation des populations en group de consommateurs -Regroupement des besoins -achats groupés	
	Difficultés dans la conservation du poisson frais	Absence d'une chambre froide		Pertes post pêche importante	Construction de chambres froides	

Tableau 34 : Problèmes et besoins du secteur Postes et Télécommunications

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS	
Tous les villages	Couverture partielle du réseau de la téléphonie mobile	 Pas de couverture du réseau téléphonique Absence d'antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone) Non maîtrise des NTIC par les populations Télé centre communautaire non fonctionnel Absence du service postal 	 Populations sous informées Faible ouverture au monde extérieur Accès à l'internet inexistant 	- Extension des réseaux de la téléph mobile	

Tableau 35 : Problèmes et besoins du secteur Communication

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
	difficulté d'accès aux signaux radio et télévision	 Faible capacité de l'antenne relais Absence de radio communautaire 	Sous informationDifficultés à communiquer	 Amélioration de la capacité antennes de relais Construction des ra communautaires

Tableau 36 : Problèmes et besoins du secteur Travail et Sécurité Sociale

VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BE	SOINS
Tous les villages socapalm (V1, V2, V3, V4, V6) Bidou II, pongo Aviation	Insécurité du travail	 Renvoi abusif Non respect /inexistence des contrats de travail Couverture sociale insuffisante 	Exploitation abMisère accentChantage du p	uée	Promotion des droits des travailleursContrats de travailProtection sociale
Tous les villages exceptés socapalm (V1, V2, V3, V4, V6) Bidou II, pongo Aviation	Eloignement des sociétés	Eparpillement des villages de la Commune	Chômage des	jeunes	- Appui aux jeunes dans l'auto emploi

Tableau 37 : Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP)

SECTEUR	HAMEAUX PYGMEES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS/BESOINS
Administration territoriale	Tous les hameaux	Difficultés liées à la reconnaissance citoyenne des pygmées	Insuffisance de CNI Insuffisance d'acte de naissance Inexistence d'acte de mariage Ignorance de l'utilité des pièces officielles Ignorance des limites territoriales Inexistence des chefferies traditionnelles Violation du terroir pygmées par les bantous Régularité des conflits entre les bantous et les pygmées sur le foncier Taux d'alcoolisme très élevé	FrustrationDifficultés d'émancipation	386 CNI 386 Actes de naissance Délimitation des terroirs pygmées Légitimation des chefferies pygmées Mise en place d'une plate forme concertation
Amélioration de l'habitat	Tous les hameaux	Habitat précaire	 Habitudes culturelles, Manque de connaissance en maçonnerie et menuiserie Cherté des matériaux de construction Inexistence d'un centre de formation en métiers de construction 	Propagation des maladiesExposition aux intempériesRisques d'accidents	- Formation en technique de construi sur le modèle bantou - Appui Financier
Education	Tous les hameaux	Accès difficile à l'éducation de base et secondaire	 Insuffisance de moyens financiers Enseignement non adapté aux modes de vie des pygmées Irresponsabilité des parents Eloignement des infrastructures scolaires Très faible taux d'insertion des jeunes Bagyéli après les études 	DélinquanceGrossesse précoce	 Bourses Sensibilisation Infrastructures scolaires Former les enseignants sur la méth ORA Faciliter l'intégration sociale des jeu pygmées
Agriculture et gestion des PFNL	Tous les hameaux	Faible production agricole	 Migration régulière Ignorance des techniques de collectes durables des PFNL Manque d'encadrement des producteurs Insuffisance du personnel d'encadrement technique Espace de culture insuffisant Faible équipement des producteurs 	DécouragementVol des denrées agricolesAccentuation du braconnage	Organisation des formations technique de production et utilisation intrants agricoles Former les populations sur l'exploits durable des PFNL Amélioration de l'outillage Encadrement technique

			Equipements rudimentaires Accès limité aux semences améliorées (manioc et maïs) et intrants agricoles Cout élevé (produits phytosanitaires et semences)	pharmacopées	
Santé publique	Tous les hameaux	Difficulté d'accès par les populations pygmées aux services de la santé	Eloignement du centre de santé Cout élevé des soins de santé Insuffisance de médicament dans les centres de santé Mauvais accueil de pygmées dans les centres de santé Forte exposition des pygmées aux infections des IST / VIH	 Abandon de la médecine moderne Automédication Récurrences des maladies 	 Former les relais de s communautaires et les matrones soins infirmiers Réduire les couts des soins infirm aux pygmées Former les infirmiers sur l'accueil pygmées Accentuer la sensibilisation et dépistage au VIH/SIDA Appui à la stratégie avancée Moustiquaires imprégnés

CHAPITRE V: PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. VISION ET OBJECTIF DU PCD

Les objectifs de croissance et d'emploi, à l'horizon 2020, contenus dans le DSCE sont : l'accélération de la croissance par la création des richesses, la création des emplois formels et la réduction de la pauvreté. Les activités de développement de chaque commune sont par conséquent calquées sur ce modèle national. Dans l'optique d'améliorer les conditions de vie de ses populations, la Commune de Lokoundjé ne s'aurait se dérober à cette donne. Pour se faire, elle devra pouvoir moderniser son appareil de production susceptible de générer un nombre important d'emplois directs et indirects, de créer et de développer les infrastructures dans tous les secteurs à fin d'améliorer le cadre de vie des populations. A cet effet et compte tenu de l'ampleur de la tâche, toutes les populations de la Commune vont devoir apporter leur contribution, dans un élan participatif, afin d'atteindre l'objectif, notamment : à l'horizon 2020, la Commune de Lokoundjé devrait représenter la plaque tournante de l'économie du département de l'Océan à travers :

- L'exploitation durable des ressources halieutiques du Nyong, de la Lokoundjé, de la Lobé et des autres cours d'eaux de faible importance ;
- · La redynamisation du secteur agricole ;
- Le recensement et la viabilisation des différents sites touristiques ;
- L'exploitation à bon escient des effets induits des projets structurants présents dans la zone;
- La promotion du tourisme balnéaire ;
- La promotion de l'investissement ;
- La construction des infrastructures ;
- L'élargissement du portefeuille des partenaires ;
- La redynamisation et la sécurisation du secteur forêts et faune ;
- L'organisation de l'exploitation des PFNL.

Au terme de cette vision, nous prévoyons :

- L'augmentation de 60% de la production agricole ;
- L'augmentation de 35% des produits de la pêche ;
- La construction des routes de desserte pour les localités de Lokoundjé et Behondo ;
- La réhabilitation d'au moins de 150 km de route en milieu rural;
- L'électrification d'au moins 15 villages de la Commune ainsi que l'extension du réseau existant :
- La création d'au moins 75 km de route communale ;
- L'aménagement des belles plages de Bipaga, Lokoundjé et Behondo;
- La couverture d'au moins 75% des besoins en éducation :
- La couverture d'au moins 75% des besoins en infrastructures sanitaires ;
- La couverture d'au moins 75% des besoins hydrauliques ;
- L'acquisition de moyens de locomotion et de sauvetage sur les fleuves Nyong,
 Lokoundjé et Lobé;
- L'aménagement d'au moins 10 destinations touristiques ;
- La régénération d'au moins 20 hectares de mangroves ;
- La régénération d'au moins 5 000 hectares de forêt.

5.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

Tableau 38: SECTEUR 1: AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

PROBLEME: BAISSE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Booster la production agricole					
Objectifs spécifiques	Former les populations aux techniques agricoles modernes.	-Nombre de séminaires de formation tenu -Nombre de personne formées.	-Rapports -Procès verbaux -Listes des participants	-Manque d'engouement des populations	-Avortement des séances -Faible participation des acteurs	-Listes des participants -Rapports
	2-Appuyer financièrement et matériellement les organisations des producteurs	-Nombre d'organisations appuyées	-Rapports -Procès verbaux	- Matériel non adapté au besoin	Nombre de matériel inutilisé	Liste de matériel rejeté Rapports
	3- Approvisionner les communautés en produits phytosanitaires	-Nombre de communautés bénéficiaires	-Rapports	-Produits non adapté	-Liste des produits non utilisés	-Rapports
	4-Approvisionner les communautés en semences améliorées	-Listes, types et quantités des semences distribuées	- Rapports - P V	Semences non adaptées - Détournement de la semence	-Liste des semences non utilisées	-Rapports
	R1- les populations sont formées sur les techniques agricoles modernes	-5000 agriculteurs pratiquent des techniques agricoles modernes	-Champs -Rapports	-Paresse des populations	-Faible pourcentage des pratiquants	-Rapports -PV
Résultats (axes stratégiques)	R2-Les organisations des producteurs ont reçues l'outillage agricole et des appuis financiers.	- 35 Gics et associations reçoivent l'outillage et les appuis financiers	-Liste des bénéficiaires -Rapports	-Paresse -Détournements -Mésentente	-Faible pourcentage des groupes bénéficières	-Rapports -Procès verbaux
	R3- Des produits phytosanitaires sont distribués aux communautés	- 3 000 agriculteurs reçoivent les produits phytosanitaires.	-Fiches de distribution -Rapports et PV	- Détournements - Produits non adaptés	-liste des produits non utilisés	-Rapports
	R4- Les semences améliorées sont distribuées	5000 agriculteurs ayant reçu les	- Fiches de distribution	-Détournements - Semences non	-liste des produits non utilisés	-Rapports

	aux communautés	semences	- Rapports - P.V	adaptés		- PV
Activités	1				Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4		Libellés	Montants
-Recensement des groupes cibles (720 000)	-Recensement des besoins des groupes de producteurs (1 761 120)	-Recensement des besoins des bénéficiaires (360 000)	-Recensement des besoins des bénéficiaires (720 000)		Total investissement	61 887 651
	-Acquisition de l'outillage agricole (25 000 000)	-Achat des produits phytosanitaires (25 000 000)	-Achat des Semences améliorées (25 000 000)			
-Choix des thèmes de formations et identification des formateurs (50 000)	- Elaboration d'un Calendrier de distribution et information des cibles (360 000)	- Elaboration d'un calendrier de distribution et information des bénéficiaires (50 000)	- Elaboration d'un calendrier de distribution et information des bénéficiaires (50 000)		fonctionnement	15 471 913
-Programmation participative des formations (50 000)	-Mise à disposition des appuis aux groupes cibles (360 000)	- Elaboration des fiches techniques d'utilisation -Distribution des dotations aux groupes bénéficiaires (360 000)	- Elaboration des fiches techniques par spéculation -Distribution Des semences aux producteurs (360 000)		Imprévus	4 071 556
-Tenue des formations (1080 000) -Rapports, suivi- évaluation (50 000)	Recommandations, Rapports, suivi-évaluation (50 000)		-Rapports, suivi- évaluation (50 000)		Total estimatif	81 431 120

Tableau 39 : <u>SECTEUR 2</u> : ELEVAGE, PÊCHE ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEME: MANQUE D'APPUI AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET DE PÊCHE

Stratégie		Indicateurs par nive Sources	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources	-	Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les productions anima	ale et halieutique				
Objectifs spécifiques	1-Organiser les acteurs en groupes de producteurs par filière.	-Nombre d'organisations des producteurs sensibilisées	- listes des organisations -rapports	-Désintéressement des cibles	-Faible proportion des groupes organisés	-Rapports -Listes actualisées
	2- Former les groupes aux techniques modernes d'élevage et de pêche	-Nombre de groupes formés -Liste des thèmes des formations dispensées	-Fiches de présences -Rapports des formations	-Désintéressement des cibles -Absence d'informations	-Nombre des participants	-Rapports -PV
	3- Appuyer financièrement et matériellement les producteurs	-Nombre d'appuis reçus	-Rapports -PV, copies documents	-Insuffisance des moyens financiers -Détournements	-Nombre de groupes appuyés	Constats des détournements ; Rapports ; - PV.
	4-Inciter à la création d'une délégation d'Arrondissement du MINEPIA et d'un centre zootechnique à SOCAPALM	-Nombre de demandes adressées à la tutelle	-Copies des demandes -Rapports, PV.	-Lenteurs administratives -Incivisme de certains agents de traitement des dossiers (sectoriels)	-Retards accusés dans les programmes	-Dates de rédaction des correspondances -Copies des relances -Rapports de suivi des demandes
	R1- Les populations sont organisées en groupes et par filières	-35 groupes des producteurs organisés	-Listes actualisées des groupes -Rapports d'activités -PV, cibles	-Paresse des bénéficiaires	-Faible taux de mise à profit des enseignements reçus	-Rapports, - PV, -Constat de terrain
Résultats (axes stratégiques)	R2 –Les groupes sont formés sur les techniques d'élevage et de pêche modernes.	-15 groupes formés	-Thèmes des formations dispensées -Listes des participants -rapports	-Paresse des cibles	-faible taux de participation aux formations	- Listes des présences -Rapports, - PV
	R3 –les groupes sont appuyés financièrement et matériellement	-15 groupes appuyés	-Liste des appuis reçus	-Manque de moyens financiers	-Nombre de groupes non appuyés	-Rapports

	R4- Une délégation d'Arrondissement du MINEPIA et un centre zootechnique sont crées	-Annonce de la création -Cérémonies de réception des bâtiments	-Copie arrêté portant création -Rapports	-Manque de terrain	- Délégation et centre non créé	-Rapports,
Activités		Cadre estimatif des	coûts			
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
-Recensement des populations à regrouper (1 200 000)	-Recensement des cibles (1 200 000)	Recenser les bénéficiaires (1 040 000)	-Constitution de la commission chargée des démarches (80 000)		Total investissement	45 600 000
-Choix des thèmes des échanges (80 000)	-Choix des thèmes des formations (80 000)	-Choix des axes stratégiques d'appuis (80 000)	-Etude de faisabilité (500 000)		Total fonctionnement	11 400 000
-Programmation des activités et information des cibles (2 200 000)	-Elaboration participative du calendrier des formations (250 000)	-Information des bénéficiaires (1 520 000)	Constitution des dossiers de demande de création de la D.A et du centre zootechnique (500 000)		Imprévus	3 000 000
-Séances d'organisation effective des groupes de producteurs (1400 000)	-Tenue effective des ateliers de formation (1 900 000)	-Distribution des appuis (43 000 000)	-Désignation des sites potentiels et sécurisation (2 500 000)		Total estimatif	60 000 000
-Rapports et suivi- évaluation (620 000)	Rapports et suivi-évaluation (600 000)	Rapports et suivi- évaluation (650 000)	-Suivi-évaluation (600 000)			

Tableau 40 : <u>SECTEUR 3</u> : SANTE PUBLIQUE

PROBLEME: DIFFICULTES D'ACCES AUX SOINS DE SANTE DE QUALITE /VULNERABILITE DES POPULATIONS AU VIH/SIDA

Stratégie		Indicateurs par nive Sources	aux de la stratégie et	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la santé des population	S				
	1-Renforcer approvisionnement des mations sanitaires en édicaments, en équipement et en tests de dépistage du VIH/SIDA	-09 formations sanitaires sont approvisionnées en médicaments, équipées en matériels et en test du VIH/SIDA	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers -Equipements et produits non adaptés	-Nombre formations sanitaires non approvisionnées en médicaments -équipements non utilisés	-Rapports
Objectifs spécifiques	2 – Recruter localement le personnel sanitaire formé	-Six (06) agents de santé sont recrutés	-Procès verbaux des tests de recrutement	-La désinformation, Absence des personnes locales formées	-Nombre d'agents de santé non recrutés	-Rapports
	3-Réhabiliter les centres de santé et d'autres formations sanitaires	-08 Centres de santé et d'autres formations sanitaires sont réhabilités	-Rapports -Plaques d'exécution des travaux	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre de centres de santé et formation sanitaire non réhabilités	-Rapports,
	4- Construire des Centres de Santé Intégré déjà créés (Béhondo, Bidou)	-02 centres de santé crées sont construits	-Rapports	-Non inscription du projet dans le BIP -Insuffisance des moyens financiers	- Journal des projets du BIP	-Journal des projets du BIF
	5-Redéployer le personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes	-02 médecins, 06 IDE, 04 IB, 07 AS, 05 matrones, 01 comis déployer dans les formations sanitaires	-Rapports	-Lenteurs administrative	- Listing du personnel de santé non déployé	- Rapports.
	6- Appuyer la stratégie avancée	-Nombre de descente sur le terrain -Nombre de malades soignés	-Rapports	- Insuffisance des moyens financiers -Personnel médical insuffisant	- Nombre de descentes avortées	-Rapports
	7- Incitation à la Création de 03 centres de santé dans les villages V4, V5, V6 de la SOCAPALM	- 03 centres de santé sont crées	-Rapports	-Non enregistrement dans le BIP	- Journal Officiel du BIP	-Rapports

	R1- Les formations sanitaires existantes sont approvisionnées en médicaments, en équipements et en tests de VIH	- 09 formations sanitaires sont approvisionnées en médicaments, équipées en matériels et en test du VIH/SIDA	- Rapports du chef de district de santé de KRIBI	Insuffisance des moyens financiers Equipements et produits non adaptés	- Nombre de formations sanitaires non approvisionnées en médicaments - Equipements non utilisés	-Rapports,
Résultats (axes stratégiques)	R2 –Six (06) infirmiers qualifiés sont recrutés localement et mis en service	- Les 06 agents de santé recrutés localement sont en poste	- Avis de recrutement - Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	- Nombre d'agents de santé n'ont recruté	-Constats ; rapports des responsables
	R3- 05 formations sanitaires et 03 CSI délabrés de Dikobé, Bella et Nkollo sont réfectionnés et réhabilité	-La réception solennelle des 05 formations sanitaires et des 03 CSI réfectionnés et réhabilité	-PV de réception des travaux -Photos des bâtiments réfectionnés	-Insuffisance des moyens financiers	- Nombre de formations sanitaires non réfectionnés	-Constats, -Rapports -PV
	R4-Les CSI créés à Bidou et Béhondo sont construits	-Deux (02) CSI construits	-Copie DAO -Procès verbaux de réception des travaux	-Terrain indisponible -Non enregistrement dans le BIP	- Nombre de CSI crées non construits	- Constats et rapports
	R5-Le personnel qualifié est redéployé dans les formations sanitaires existantes	- 02 médecins, 06 IDE, 04 IB, 07 AS, 05 matrones, 01comis déployer dans les formations sanitaires	Certificats de prise de services -Attestations de présence effective au poste	-Lenteurs administratives -Refus de rejoindre les postes d'affectation	-Nombre d'agents sanitaires non affecté ou absentéiste	-Rapports
	R6- La stratégie avancée est appuyée	-59 communautés bénéficiaires -Nombre de malades traités	-Rapports	-Désinformation - Non respect du programme préétabli -Insuffisance des moyens financiers	-Nombre de rendez- vous manqué et des descentes avortées	-Rapports, -PV
	R7-Les 03 centres de santé des villages V4, V5, V6 de la SOCAPALM sont crées	- 03 Centres de santé sont crées	-Communiqué portant création de 03 CSI -Rapports	-Lenteurs administratives	-Les 03 CSI ne sont pas crées	-Rapports, -PV
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Pour R6	Pour R7
1- Evaluation des besoins par formation sanitaire (1 350 000)	1-Elaboration des critères de sélection des candidats et information du public (150 000)	1-Faire un état des lieux afin d'évaluer les besoins (150 000)	1-Plaidoyer auprès de la tutelle pour insérer les constructions des CSI crées dans le budget de l'Etat (200 000)	1-Plaidoyers auprès de la tutelle pour un redéploiement des effectifs sur le terrain (200 000)	1-Dotation de 3 moto tout terrain (1 500 000)	Identification, choix et sécurisation des sites (400 000)

2- Acquisition des médicaments, des équipements et des tests contre le VIH (23 000 000)	2-Réception des dossiers de candidatures, analyse et dépouillement (50 000)	2-Mobilisation des ressources financiers et du matériel (100 000)	2- Identification et sécurisation des sites -Lancement des appels d'offre (400 000)	2-Séance de travail entre le CSSDS et la Commune pour le déploiement du personnel sur le terrain (50 000)	2-Réparation de (04) motos en panne (2 600 000)	2-Plaidoyers auprès de la tutelle pour la création et la construction des formations sanitaires aux villages 4, 5, et 6 de SOCAPALM (400 000)
3-Elaboration d'un calendrier de distribution des dotations (100 000)	3-Organisation des tests de sélection et publication les résultats (100 000)	3-Recrutement d'un prestataire pour la réfection des centres de santé (200 000)	3-Réception des DAO et dépouillement (25 000)	3-Rapports, suivi – évaluation (50 000)	3-Dotation des fonds pour entretien des motos (3 500 000)	3-Suivi des dossiers de demande (75 000)
5-Remise des dotations aux bénéficiaires (100 000)	4-Mise en place des procédures de recrutement (50 000)	4-Exécution des travaux (15 000 000)	4-Choix du prestataire et publication des résultats (25 0 000)		4-Dotation des fonds pour carburant et lubrifiant (2 100 000)	
Rapports et suivi- évaluation (50 000)	5-Déploiement des nouvelles recrues dans les différents postes de travail (50 000)	5-Cérémonie de réception solennelle des bâtiments (200 000)	5- Construction des CSI (100 000 000)		5-Elaboration et exécution des calendriers de stratégie avancée pour chaque formation sanitaire (100 000)	
	6-Rapports (50 000)	7-Suivi-évaluation -Rapports (50 000)	6- Suivi des travaux (50 000)		5-Rapports et suivi- évaluation (50 000)	
	(50 000)	-Rapports (50 000)	7- Réception (200 000)		evaluation (50 000)	
Activités						Cadre estimatif
Pour R8	Pour R9	Pour R10	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
					Total investissement	116 204 000
					Total fonctionnement	29 051 000
					Imprévus	7 645 000
					Total estimatif	152 900 000

Tableau 41 : <u>SECTEUR 4</u> : EDUCATION DE BASE

PROBLEME: INSUFFISANCE DES SERVICES DE L'EDUCATION DE BASE

Stratégie		Indicateurs par nive Sources	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer l'offre de service de l'éd	ucation de base		•		
Objectifs spécifiques	Construire de nouvelles infrastructures scolaires	- Nombre d'écoles et de salles de classe construites	-Rapports -PV de réception	-Insuffisance des moyens financiers - La proportion d'enfants en âge scolaires est faible	- Nombre d'écoles et de salles de classe non construites	-Rapports
	2 – Réfectionner les Infrastructures scolaires défectueuses	- Nombres de salles de classes réfectionnées	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre de salles de classes non réfectionnées	-Rapports
	3-Déployer les enseignants dans les écoles de la zone	- Nombre d'enseignants affectés dans des écoles primaires et maternelles	-Rapports	-Insuffisance des enseignant – Incivisme	- Nombre d'écoles sans enseignants	-Rapports
	4-Equiper les écoles	- Nombre et type de matériel mis à disposition	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	- Quantité de matériel nécessaire et inexistant	- Rapports
	5-Doter les écoles des latrines et des logements pour enseignants	- Nombre de latrines et logements construits dans les écoles	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	- Etat des besoins non satisfaits	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- De nouvelles écoles et salles de classe sont construites	- 08 écoles et 88 nouvelles salles de classes sont construites	-PV des réceptions -Rapports	Insuffisance des moyens financiers -Terrains non disponibles	-Nombre d'école et salles de classe programmées non construites	-Rapports
	R2- Les salles de classes défectueuses sont réfectionnées	-21salles de classes sont réfectionnées	-PV des réceptions -Rapports	Insuffisance des moyens financiers	- Nombre de salles de classe défectueuses non réfectionnées	-Rapports
	R3- Les enseignants formés sont affectés dans des écoles primaires et maternelles	- 62 enseignants sont affectés dans des écoles primaires et	-Rapports	-Insuffisance des enseignants -incivisme	- Nombre d'enseignants non affectés dans des écoles	-Rapports

	R4-Les écoles sont équipées en tables bancs et en matériels didactiques	maternelles - 1740 tables bancs sont acheminées dans les écoles - Etat du matériel didactique distribué	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	- Liste des besoins non satisfaits	-Rapports
	R5- Les latrines et logements pour enseignants sont construits dans les écoles	- 21 Latrines et 28 logements d'enseignants construits	-Rapports	-Manque des moyens financiers	-Etat des besoins non satisfaits	-Rapports
Activités		Cadre estimatif				
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Plaidoyer / incitation auprès de la tutelle (1 200 000)	1-Identifier les besoins (400 000)	-Plaidoyer/ incitation auprès de la tutelle (2 600 000)	1-Identifier les besoins (500 000)	1-Identifier les besoins (1 000 000)	Total investissement	156 675 000
2-Identification et sécurisation des sites (2 000 000)	2- Mobiliser les ressources financières et matérielles (250 000)	Affectation des enseignants dans les écoles (2 400 000)	2-Mobiliser les ressources financières (100 000)	2-Mobiliser les ressources financières (550 000)	Total fonctionnement	41 780 000
3- Construction des écoles maternelles anglophones et francophones (80 000 000)	3-Réfectionner les salles de classes défectueuses (15 000 000)	Identification des besoins en équipements (2 000 000)	3-Acquisition des tables bancs et du matériel didactique (9 000 000)	3-Construire les latrines et les logements des enseignants (16 000 000)	Imprévus	10 445 000
4-Construction des nouvelles salles de classes (64 000 000)	4-Réception des ouvrages (400 000)	Acquisition et distribution du matériel didactique (8 500 000)	4-Distribution (2 000 000)	4-Rapports et suivi (500 000)	Total estimatif	208 900 000
-Suivi - évaluation (1 000 000)			5-Rapports et suivi (700 000)			

Tableau 42 : <u>SECTEUR 5</u>: ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEME: INSUFFISANCE DES SERVICES DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Stratégie		Indicateurs par nive	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Augmenter l'offre des services de					
	Equiper les établissements secondaires existants	Quantités et types d'équipements nécessaires	- Rapports du maire - Rapport MINESEC	- Insuffisance des moyens financiers	-Nombre d'établissement non équipé	- Rapports
Objectifs	2- Créer les établissements secondaires	- Nombre et type d'établissements crées	-Communiqué -DAO -Rapports	-Non enregistrement au BIP -Insuffisance des moyens financiers	- Nombre d'établissements nécessaires non crées	- Rapports
spécifiques	3 –Affecter le personnel qualifié dans les établissements secondaires	- Liste des besoins par établissement	-Communiqué -Certificats de prise de service	-Insuffisance des enseignants	-Faible taux d'enseignants dans les établissements	- Rapports du maire - Rapport MINESEC
Résultats (axes stratégiques)	R1 –Les établissements existants sont dotés d'équipements adéquats en quantité suffisante	-Liste des équipements distribués	-Rapports du maire -Rapports MINESEC	-Insuffisance des moyens financiers de la Commune	- Liste des équipements manquants	-Rapports des conseillers municipaux et des responsables d'établissements
	R2 – Les établissements secondaires sont créés	-03 CETIC crées à Nkollo, Makourè II et SOCAPALM V1	-Communiqué -DAO -Rapports	-Non enregistrement au BIP	-Nombre d'établissements manquants	- Rapports des conseillers municipaux
	R3- Les enseignants qualifiés sont affectés dans les établissements secondaires	-49 enseignants affectés dans des établissements secondaires	-Décisions d'affectations -Prise de service	-Insuffisance des enseignants	-Faible taux d'enseignants dans les établissements	-Rapports
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
- Identification des besoins par établissement secondaire (1 200 000)	-Plaidoyer auprès de la tutelle (2 000 000)	-Plaidoyer auprès de la tutelle (2 000 000)			Total investissement	72 000 000
Acquisition du matériel sollicité (19 000 000)	Identification et sécurisation des sites (3 000 000)	-Réception des décisions d'affectation des enseignants et leur déploiement dans les établissements			Total fonctionnement	19 200 000

		(2 000 000)			
- Distribution	Construction (64 000 000)	- Rapports et suivi du personnel (1 000 000)	-	Imprévus	4 800 000
Rapports et Suivi (800 000)	Rapports et suivi – évaluation (1 000 000)			Total estimatif	96 000 000

Tableau 43 : <u>SECTEUR 6</u>: TRAVAUX PUBLICS

PROBLEME: ENCLAVEMENT DE CERTAINES LOCALITES DE LA COMMUNE

Stratégie		Indicateurs par nive	aux de la stratégie et	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Désenclavement de la Commur	ne				
	1-Construire les voies d'accès et les ponts	Le nombre des voies d'accès et de ponts construits	-Rapports des conseillers municipaux	-Manque des moyens financiers -Manque d'engins adaptés	-Nombre de localités non accessibles	-Rapports maires -Rapports MINTP
Objectifs spécifiques	2 –Entretenir le réseau routier et réfectionner les ponts défectueux	-Le nombre de Km de routes entretenues et le nombre de ponts réfectionnés	-Rapports maires -Rapports MINTP - DAO	-Manque des moyens financiers -Manque d'engins adaptés	-Nombre des localités enclavés -Déplacements difficiles	-Rapports MINTP -Rapports MINTRANS -Rapport des conseillers municipaux
Résultats (axes stratégiques)	R1 –Les voies d'accès sont ouvertes et les ponts sont construits	- 04 villages désenclavés -02 ponts construits -35 km de nouvelles routes	-Rapports des conseillers municipaux -Rapports MINTP	-Manque des moyens financiers	-Zone enclavée accès difficile	-Rapports maires -Rapports MINTP -Rapports MINATD
	R2 –Le réseau routier est bien entretenu et les ponts défectueux sont refaits	- 150 km de route entretenus et plus de 25 ponts et busesréfectionnés -développement des activités de transports possible	-Rapports maires -Rapports MINTP - DAO	-Insuffisances des ressources financières de la Commune	Réseau routier non entretenu et les ponts sont défectueux -mécontentement des populations -Incivisme	-Rapports des conseillers municipaux -Rapports MINTP -Rapports MINATD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Construction des voies d'accès relia Lokoundjé et Bého	nt routier et réfection des				Total investissement	91 200 000

(35 000 000)	(25 000 000)			
2-Construction d'un	2-Construction des		Total	22 800 000
pont sur le bras reliant	barrières de pluies		fonctionnement	
le Nyong à la Lokoundjé	(4 000 000)			
(44 000 000)				
3-Rapports et suivi	3-Défricher les abords de		Imprévus	6 000 000
1 000 000)	routes (10 000 000)		·	
	4-Suivi- évaluation,		Total estimatif	120 000 000
	rapports. (1 000 000)			

Tableau 44 : <u>SECTEUR 7</u>: JEUNESSE

PROBLEME: ENCADREMENT INSUFFISANT DES JEUNES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les conditions de vie	des jeunes				
Objectifs spécifiques	1 –Créer et construire des centres d'encadrement des jeunes	- Nombre de centre d'encadrement des jeunes -Demande adressées à la tutelle (MINJEUNE)	-PV des réunions -copies des demandes -fiches des présences	Manque de dynamisme des jeunes, des élites locales et extérieures -Insuffisance des moyens financiers	- Nombre de centre d'encadrement des jeunes non construits	-Rapports
	2-Susciter les jeunes à la création et au développement des activités génératrices de revenus (AGR)	-Nombre des jeunes exerçant des petits métiers	-Rapports des conseiller municipaux et de la sectoriel impliquée à l'activité	-Manque de motivation -Insuffisance des moyens financiers	-Pourcentage des jeunes désœuvrés	-Rapports
	R1- Le centre d'encadrement des jeunes est crée	- Arrêté de création	Rapport du Maire et du Délégué de la Jeunesse	Plaidoyer non convainquant Non respect de la réglementation en vigueur	Pourcentage de centres crées par rapport aux besoins réels	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R2- Le centre d'encadrement des jeunes est construit	- Présences des bâtiments - Cérémonies de réception officielle	-Rapports de réception du Maire et du Délégué, photos.	Insuffisance des moyens financiers - Mauvaise volonté des élites dans l'accompagnement du	-Absence d'un centre d'encadrement des jeunes	

				processus		
	R3-Les activités génératrices de revenus sont crées et développés par les jeunes	- 2500 jeunes exerçant des petits métiers	-Rapports	-Manque de motivation -Insuffisance des moyens financiers	-Pourcentage des jeunes désœuvrés et en chômage	-Rapports
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Plaidoyer auprès de la tutelle pour la création du centre d'encadrement des jeunes (1 000 000)	1-Sélection du prestataire	1-Sensibiliser les jeunes sur les AGR porteurs (2 000 000)			Total investissement	21 280 000
2-Suivi (600 000)	2-Construction du centre d'encadrement des jeunes (19 000 000)	2-Former les jeunes au montage des microprojets sur les AGR (4 000 000)			Total fonctionnement	5 320 000
	3-Réception des bâtiments (200 000)	3-Informer les jeunes sur les différents programmes gouvernementaux en leur faveur (720 000)			Imprévus	1 400 000
	4-Plaidoyer pour l'affectation du personnel d'encadrement dans le centre (400 000)	4-Rapports de suivi (680 000)			Total estimatif	30 000 000
	5-Suivi évaluation, rapports de la tutelle et du Maire (1 000 000)					

Tableau 45 : <u>SECTEUR 08</u>: ENERGIE ET EAU

PROBLEME : - DIFFICULTES D'ACCES A L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS CERTAINES COMMUNAUTES ET INSUFFISANCE D'EAU POTABLE

TOTABLE										
Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et		Suppositions	Indicateurs de suppositions et					
		Sources			Sources					
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources				
Vision, but,	Améliorer l'accès à l'énergie éle	ectrique et à l'eau potab	le							
Objectif Global										
	1- Augmenter le réseau de	Nombre de	Rapport des	Insuffisance de	Nombres de	-Rapports des				

Objectifs spécifiques	distribution de l'énergie électrique	communautés électrifié	conseillers municipaux et des chefs de village	moyens financiers	villages non électrifiés	conseillers municipaux
	2- Faciliter l'accès à l'eau potable	- Nombre et qualité d'infrastructures construits	-Rapport des conseillers municipaux et des chefs de village	-Insuffisance des moyens financiers	- Nombre de puits construits ou aménagés par rapport aux besoins89 puits à pompe manuelles, 02 forages non construits et 12 sources non aménagées	-Rapports des conseillers municipaux
Résultats (axes stratégiques)	R1 – Le réseau de distribution de l'énergie électrique est amélioré	2500 ménages qui sont connectés au réseau électrique	Rapports des conseillers municipaux	-Manque de moyens financiers - Non enregistrement au BIP	Nombre de ménages non connecté au réseau électrique	Rapports
(and sinding quoty)	R2- L'accès à l'eau est amélioré	- 89 forages construits	-Rapports des conseillers municipaux	-Manque de moyens financiers	-Proportion de ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable	Rapports
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Identification des besoins dans les communautés (300 00)	1-Identification des besoins (300 00)				Total investissement	1 050 890 000
2-Extension des installations électriques (630 000 000)	2-Mobilisation des ressources financières et matérielles (50 000)				Total fonctionnement	262 722 500
3-Construction des plaques solaires (40 000 000)	3-Construction de 89 forages (712 000 000)				Imprévus	69 137 500
4-Rapports et suivi (50 000)	4-Suivi évaluation, rapports (50 000)				Total estimatif	1 382 750 000

Tableau 46 : <u>SECTEUR 09</u>: AFFAIRES SOCIALES

PROBLEME: FAIBLE ENCADREMENT DES NECESSITEUX

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les conditions de vie c	les nécessiteux.				
	1- Créer un centre social	Arrêté de création	Rapport du Délégué des Affaire Sociales	Conditions exigibles non satisfaites	Inexistence du centre social	Rapports
Objectifs spécifiques	2-Construire le centre social de Lokoundjé	01 centre social est construit	Rapport des conseillers municipaux	Insuffisance des moyens financiers	Appel d'offre inexistant	Rapports
	3-Mettre en place la commission communale d'attribution d'aides et de secours	Le CCAS est mis en place	Rapports	Lenteurs administratives	Le CCAS n'existe pas au sein de la Commune	Rapports
	4- Encadrer et appuyer les personnes nécessiteuses	- Nombre de personnes encadrées ou appuyées	Rapport du délégué	-Manque de moyens financiers	Nombre de personnes nécessiteuses non pris en charge	Rapports
	R1- Un centre social est crée au sein de la Commune	Note de création	Rapport du Délégué et du Maire	Conditions exigibles non satisfaites	Inexistence du centre social	Rapports
	R2- Un centre social est construit	Contrat avec l'entrepreneur	Rapport du Maire	Manque de moyen financiers	La centre n'est pas construit	Apport du Maire
	R3- Le conseil communal d'assistance social est mis en place	01 CCAS est fonctionnel dans la Commune	Rapports d'activité du CCAS	Retards dans l'application des textes	L'inexistence du CCAS	Rapport des Conseillers et du Maire
Résultats (axes stratégiques)	R4- Les personnes nécessiteuses sont encadrées et prises en charge	-75 handicapés, 55 sourds muets, 106 orphelins 45 malvoyants et 88 vieillards encadrés	-Rapports du Délégué des affaires Sociales	Moyen financiers insuffisants	Les nécessiteux ne sont pas pris en charge	Rapports
			Activités		Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
Plaidoyer auprès de la tutelle pour la création d'un centre social (200 000)	Acquisition d'un terrain et mobilisation des ressources financière (partenariat MINAS- Commune) (2 500 000)	Plaidoyer auprès de la tutelle (200 000)	Recensement des nécessiteux et constitution d'un fichier (200 000)		Total investissement	63 650 000

Suivi et rapports	Appel d'offre	Mise en application	Identification des	Total	15 912 500
(50 000)	(50 000)	du décret 2010/0243/PM du 26/02/2010 et de l'arrêté 2010/0011/A/ du 27 / 08/2010 portant cahier de charge pour la mise en place du conseil communal d'assistance social (CCAS)	besoins (50 000)	fonctionnement	10 0 12 000
	Sélection d'un entrepreneur (100 000)	(50 000) Conception d'un plan d'action (50 000)	Organisation des visites médicales (410 000)		
	Travaux de construction du centre (76 000 000)	Implémentation (100 000)	Acquisition et distribution du matériel (3 690 000)	Imprévus	4 187 500
	Suivi évaluation et rapports (50 000)	Rapports (50 000)	Rapports (50 000)	Total estimatif	83 750 000

Tableau 47 : <u>SECTEUR 10</u> : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEME: DIFFICULTES LIEES A L'ENCADREMENT DE LA FEMME RURALE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les conditions de vie	de la femme rurale				
Objectifs spécifiques	1- Développer les AGR pour la femme rurale	Nombre de groupes de femmes qui ont développé les AGR	Rapports des conseillers municipaux	-L'attentisme des femmes - Absence d'encadreurs	Les femmes ne développent pas les AGR	Rapports
	2 – Former les femmes sur les droits et devoirs d'un citoyen	Nombre de femmes formées	Rapports des formateurs Liste des participants	-Manque de motivation des femmes -Manque de moyens financiers	Nombre de conflits dans les foyers et ménages	Rapports

	3-Equiper le centre de promotion de la femme de FIFINDA I en matériels et	Quantités et qualité de matériels mis à disposition	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Le centre manque de matériels	-Rapports
	4-Créer un centre de promotion de la femme à la Socapalm	Centre de promotion de la femme créé	Rapports	Insuffisance des moyens financiers	Un nouveau centre est créer	Rapports
Résultats	R1-Les AGR sont crées par les femmes rurales	30 AGR développé par les groupes femmes rurales	Rapports des activités	Manque d'engouement des femmes rurales	Absence des AGR	Rapports
(axes stratégiques)	R2-Les femmes sont formées sur leurs droits et ceux de la famille	180 femmes formées	-Rapport de formation - Liste des participantes	-Manque d'engouement des femmes Insuffisance des moyens financiers	Les femmes rurales ne sont pas formées sur leurs droits	Rapports
	R3- Le centre dispose des équipements adéquats	06 ordinateurs, 06 photocopieuses, 03 machines à coudre	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Le centre n'est pas suffisamment équipé en matériels	-Rapports
		Activités			Cadre estin	natif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Recensement des groupes organisés de femmes (100 000)	1-Recensement des femmes leaders (360 000)	1-Identifier les besoins (50 000)	Incitation pour la création d'un CPFF (200 000)		Total investissement	9 933 200
2-Sensibilisation sur les AGR (360 000)	2-Organisation des causeries éducatives / councelling (1800 000)	2-Mobiliser les ressources financières et matérielles (50 000)			Total fonctionnement	2 483 300
3-Formation des groupes de femmes sur le montage des micros projet sur les AGR (1 800 000)	3-Rapport des activités (50 000)	3-Acquérir et équiper le centre en matériels (8 100 000)			Imprévus	653 500
4-Recherche des financements (100 000) 5-Suivi – évaluation (50000)		4-Rapports (50 000)			Total estimatif	13 070 000

Tableau 48 : <u>SECTEUR 11:</u> CULTURE

PROBLEME: PERTE DE L'IDENTITE CULTURELLE

Stratégie		-	veaux de la stratégie ources	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Promouvoir les valeurs culturelles				•	
Objectifs spécifiques	Construire des foyers communautaires	-Nombre de foyers construits	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre de foyer non construits	-Rapports
	2 -Organiser des festivals pour la valorisation de la culture	-Nombre des festivals organisés	-Rapports	-Inexistence des groupes		-Rapports
Résultats	R1- Les foyers communautaires sont construits	-03 foyers communautaires construits	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des constructions prévues et non réalisées	-Rapports
(axes stratégiques)	R2- Les festivals culturels sont organisés	-03 des festivals culturels organisés	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des festivals culturels organisés et avortés	-Rapports
		Activit		Cadre estima		
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Recensement des besoins	1- Recensement et localisation des groupes culturels (600 000)				Total investissement	49 400 000
2-Identification et sécurisation des sites (1 200 000)	2-Organisation des activités culturelles et sélection des meilleures œuvres au niveau des villages (4 000 000)				Total fonctionnement	12 350 000
3-Mobilisation des ressources 200 000	3-Planification participative des festivals ou des foires culturelles au niveau communal				Imprévus	3 250 000
4-Recrutement d'un prestataire (400 000)	4-Promotion des manifestations culturelles (400 000)				Total estimatif	65 000 000
5-Construction des foyers (50 000 000)	5-Organisation des festivals (8 000 000)					
6-Suivi des travaux de construction et rapports (400 000)	6- Rapports (200 000)					

Tableau 49 : <u>SECTEUR 12</u> : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

PROBLEME: FAIBLE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Promotion des activités génératrices of	de revenus				
Objectifs spécifiques	1-Former les populations sur le choix et l'exploitation des AGR	- Nombre de personnes formées	-Rapports	-Désintéressement	-Nombre de séances de formation avortées	-Rapports
	2 - Rechercher les financements pour le développement des AGR	-Nombre de groupes et d'activités financés	-Rapports	-Manque d'intérêt des populations	-Nombre de demandes des crédits	-Rapports
Résultats	R1-Les populations sont formées sur les AGR porteuses	- 3600 personnes formées sur les AGR	-Rapports	-Désintéressement	-Nombre de séances de formation avortées	-Rapports
(axes stratégiques)	R2- Les financements sont disponibles pour les AGR	- 15 groupes financés pour 08 activités différentes	-Rapports	-Manque d'intérêt des populations	-Nombre de demandes des crédits	-Rapports
			Activités		Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
- Identification des potentialités par villages en termes d'AGR (720 000)	Vulgarisation des procédures d'octroi des crédits pour le financement des AGR (1 200 000)				Total investissement	27 740 000
-Sensibilisation des populations sur les AGR porteuses dans leurs zones (1800 000)	-Formation des populations sur le montage des microprojets sur les AGR (9 000 000)				Total fonctionnement	6 935 000
-Organisation des populations par filière (360 000)	-Formation sur la gestion matérielle et financière lié aux AGR (9 000 000)				Imprévus	1 825 000
-Identification des besoins en formation par groupe formé (500 000)	Suivi-évaluation (500 000)				Total estimatif	25 380 000
Formation des groupes (1 800 000)						
Suivi-évaluation (500 000)						

Tableau 50 : <u>SECTEUR 13</u> : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEME: MECONAISSANCE DES RESSOURCES MINIÈRES ET EXPLOITATION ANARCHIQUE DES CARRIÈRES DE SABLE

Stratégie	Indicateurs par niveau	x de la stratégie et So	ources	Suppositions	Indicateurs de suppos	itions et Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Disposer d'une cartographie des ressou	irces minières de la Co				
Objectifs spécifiques	1-Exploiter les carrières de sables	-Nombres de carrières de sables ouvertes	-Rapports des conseillers municipaux	-Accès difficiles -Les conflits entre les communautés riveraines	-Nombre des carrières de sables non exploitées	-Rapports des conseillers municipaux
	2-Explorer les autres minerais	-Nombre et type de minerais retrouvés	-Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers pour le recrutement des experts	-Nombre des minerais non explorés	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1-L'exploitation des carrières de sables est réglementée	-Nombres de carrières de sables dont l'activité est réglementée	-Rapports des conseillers municipaux	-Les conflits entre les communautés	-Nombre des carrières de sables non exploitées	-Rapports
	R2- Les autres minerais sont connus	-Nombre et type de minerais existant	-Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers pour recruter les experts	-Nombre des carrières de sables non exploitées	-Rapports du maire
		Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
Recensement des carrières de sables existantes (1 200 000)	Plaidoyer auprès de la tutelle (550 000)					
Réglementation l'exploitation des carrières de sable dans la Commune (7 000 000)	Elaboration d'un plan d'intervention des experts sur le terrain (450 000)				Total investissement	21 280 000
Sensibilisation des populations sur la nécessité de réglementer les activités. (2 400 000)	Capitalisation et mise en commun des différents rapports des groupes d'experts (3 200 000)				Total fonctionnement	5 320 000
Suivi et évaluation de l'activité (1 200 000)	Elaboration d'une cartographie (12 000 000)				Imprévus	1 400 000
					Total estimatif	28 000 000

Tableau 51 : <u>SECTEUR 14</u>: TOURISME

PROBLEME: FAIBLE VALORISATION DU POTENTIEL TOURISTIQUE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Valoriser le potentiel touristique de la Com	nmune				
	1-Aménager les sites touristiques identifiés	-Nombre de site touristique aménagé	-Liste des sites touristiques aménagés	-Manque des moyens financiers	-Sites non aménagés	-Rapports
Objectifs spécifiques	2- Construire les infrastructures d'accueils	-Nombre d'infrastructures construites	-Liste des hôtels et restaurants construits	-Manque des moyens financiers - Absence de la culture touristique	-pas d'infrastructures pouvant accueillir les touristes	-Rapport du maire -Rapport MINTOUR
	3- Promouvoir les activités culturelles	-Nombres de cérémonies culturelles organisées -Nombre de foires/expositions artisanales	Rapports Photos	Manque d'engouement des populations aux activités culturelles	Nombre de cérémonies culturelles reportées	Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- Les sites touristiques sont aménagés	- 08 de sites touristiques aménagés	Rapports	Insuffisance des moyens financiers	- Nombres des sites identifiés non aménagés	- Rapports
	R2 - Les infrastructures d'accueils sont construites	-05 des hôtels et 08 restaurants d'accueils sont construits	-Liste des infrastructures existantes	-manque des moyens financiers -Absence d'investisseurs	-Manque d'infrastructures d'accueils	-Rapports
	R3- Les activités culturelles sont organisées	- Organisation de 02 rencontres culturelles au moins par an	-Rapports - Affiches	-Manque d'engouement des populations aux activités cultuelles	-Absence de rencontres culturelles	-Rapports
	Activités			Cadre estimatif		
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1 – Identification des sites touristiques (4 000 000)	Sensibilisation des investisseurs privés (5 637 000)	1 – Identification du potentiel culturel de la Commune (5 500 000)			Total investissement	81 244 000
2-Aménagement des voies piétonnes, des pistes et des routes (12 000 000)	1- Faire valoir le plan d'urbanisation de la Commune (10 378 000)	2-Organisation des groupes existants tant chez les Bantou que chez les Pygmées (5 500 000)			Total fonctionnement	20 310 000
3-Formation des guides touristiques (3 385 000)	2- Etablissement des permis de bâtir (10 000 000)	4-Elaboration participative du			Imprévus	5 345 000

		calendrier des cérémonies (5 500 000 culturelles			
'-Aménager des sites attrayants (20 000 000)	3- Construction des infrastructures d'accueil (25 000 000)			Total estimatif	106 900 000

Tableau 52 : <u>SECTEUR 15</u> : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME: INSECURITE FONCIERE

Stratégie			par niveaux de la Supposition e et Sources		Indicateurs de suppositions Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Sécuriser la propriété foncière					
Objectifs spécifiques	1-Sensibiliser les populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers	-Nombres de personnes informées	-Rapports	-Désintéressement -Manque des moyens financiers	-Nombre de terrains non immatriculés	-Rapports des conseillers municipaux
	2 – Etablir des titres fonciers sur le domaine national	-Nombre des titres fonciers établis	-Rapports	- Manque des moyens financiers	-Nombre de domaines non immatriculés	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- Les procédures d'obtention des titres fonciers sont connues des populations	- 180 personnes maîtrisant les procédures	-Liste des titres fonciers établis	-Désintéressement des populations	-Faible proportion des demandeurs	-Liste des titres délivrés
	R2-Les titres fonciers sont établis sur les domaines	-360 titres fonciers établis	-Liste des titres fonciers établis	-Manque de moyens financiers	-Nombre des domaines non immatriculés	-Rapports
		Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Sensibilisation des populations sur la nécessité d'obtenir les titres fonciers (1 200 000)	1-Recensement des besoins (1400 000)				Total investissement	34 200 000
2-Organisation des séminaires de formations et d'information sur les procédures (5 000 000)	2-Mise en place d'un programme d'établissement des titres fonciers (200 000)				Total fonctionnement	8 550 000
3-Rapports et suivi (1 200 000)	3-Etablissement des titres fonciers (35 000 000)				Imprévus	2 250 000

4	4-Rapports et suivi		Total estimatif	45 000 000
	(1 000 000)			

Tableau 53 : SECTEUR 16: COMMERCE

<u>PROBLEMES</u>: DIFFICULTES D'ECOULEMENT DES PRODUITS /DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS ET DIFFICULTES DANS LA CONSERVATION DU POISSON FRAIS

Stratégie		Indicateurs par niv	eaux de la stratégie	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	- Améliorer l'écoulement, l'approvision	nement et la conserva	ation des produits			
	1 – Augmenter le nombre d'infrastructures marchandes	-Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées	-Rapports des autorités locales	-manque des moyens financiers	-Hangars non réhabilité -Quantités de produits en décomposition	-Rapports maire -Rapports MINCOMERCE
	2- Faciliter la conservation des produits frais	-Nombre de chambres froides construites	-Rapports du maire -Rapports MINCOMERCE	-Manque des moyens financiers	-Chambres froides non construites	-Rapports maire -Rapports MINCOMERCE
Objectifs spécifiques	3- Encourager les ventes groupées	- Nombre de groupes organisés	-Rapports du maire -Rapports MINCOMERCE -PNDP	-Individualisme des populations -Mésententes	-Faible revenu des populations	-Rapports maire -Rapports MINCOMERCE
	R1- Réhabiliter les Hangars de Makouré 1, de Socapalm V1, Bella, Fifinda II	- 05 hangars de marché réhabilité et fonctionnels	-Rapports du maire -Rapports MINCOMERCE	-Manque de moyens financiers	-Hangars non réhabilité	-Rapports des autorités locales
	R2-Un complexe commercial et des chambres froides sont construites et fonctionnels	- 12 chambres froides construites et fonctionnels	-Rapports du maire -Rapports MINCOMERCE	-Manque de moyens financiers	-Hangars non construits	-Rapports des autorités locales
Résultats (axes stratégiques)	R3- Les ventes groupées sont organisées	06 points de ventes sont identifiés et fonctionnels	-Rapports du maire -Rapports MINCOMERCE	-Individualisme des populations -Mésententes	-faible revenu des populations	-Rapports maire -Rapports MINCOMERCE
Activités	1					Cadre estimatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5		Montants
1 –Identification des	1- Localisation et sécurisation des sites	1- Sensibilisation			Total	137 142 00

besoins	(3 000 000)	des populations		investissement	
(500 000)		(400 000)			
Appel d'offre pour le recrutement des prestataires (600 000)	Appels d'offres (450 000)	Organisation des groupes et planification des ventes (450 000)		Total fonctionnement	34 285 500
Réalisation des travaux (24 000 000)	Constructions (150 000 000)	Suivi – rapport (200 000)		Imprévus	9 022 500
Suivi – rapport (400 000)	Suivi – rapport (450 000)			Total estimatif	180 450 000

Tableau 54 : <u>SECTEUR 17</u> : TRANSPORTS

<u>PROBLEME</u>: Difficultés dans le transport des hommes et des biens

Stratégie		-	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		itions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources			Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer le transport dans la Commun	ė		·			
Objectifs spécifiques	Organiser l'activité de transport maritime et fluvial	Nombre de textes publiés pour organiser le secteur	Liste des textes, les communiqués	Insuffisand moyens financiers	ce des	Difficultés dans le transport des hommes et des biens	Rapports
	2-Former les transporteurs sur la sécurité routière	Nombre de transporteurs formés	Listes de présence	Manque d		Nombre d'accidents sur les routes	Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- Créer des zones d'accueils des voyageurs et du matériel de déplacement dans les fleuves et en mer	06 débarcadères créés, 12 pirogues achetées	Rapports	Insuffisand moyens financiers		Nombres de débarcadères et d'embarcations nécessaires et inexistantes	
	R2- Les transporteurs sont formés sur la sécurité routière	50 transporteurs formés	Liste des personnes formées	Désintéres t	ssemen	Nombre de séances de formation reportées pour faute de participants	Rapports
	·		Activités			i i neipeniie	Cadre estimatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	R5 Libellés		lontants
1-Création des zones	Recensement des transporteurs			-	Total		41 268 00

d'embarquement (1 000 000)	(véhicules, motos, pirogues) (1 200 000)	investissement	
2 -Aménagement des zones d'embarquement (4 000 000)	Elaboration des thèmes et supports de formation (200 000)	Total fonctionnement	10 317 000
3- Acquisition des pirogues à moteur pour desservir les localités de Lokoundjé et Behondo. (29 800 000)	Organisation des formations (2 400 000)	Imprévus	2 715 000
4 –Acquisition des gilets de sauvetages et autres matériel de sécurité (12 000 000)	Fabrication et installation des panneaux de signalisation (2 200 000)	Total estimatif	54 300 000
5-Mise au point de manière participative d'un programme de transports (600 000)	Suivi, rapports (450 000)		
6-Suivi – évaluation, rapports (450 000)			

Tableau 55 : <u>SECTEUR 18</u> : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PROBLEME: ABSENCE D'UN BUREAU DE POSTE ET COUVERTURE PARTIELLE DU RESEAU DE TELEPHONIE MOBILE

Stratégie	Indicateurs par niveaux	de la stratégie et So	urces	Suppositions	Indicateurs de	suppositions et Sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources		
Vision, but, Objectif Global	Créer et construire un bureau de poste Améliorer la couverture du réseau de la téléphonie mobile							
Objectifs spécifiques	1- Construire un bureau de poste	- Existence d'un bureau de poste	-Rapports	-Non enregistrement au BIP -Insuffisance des moyens financiers	-Absence d'un bureau de poste	-Rapports		
Specifiques	2- Améliorer la couverture du réseau de téléphonie mobile	-Disponibilité du réseau dans toute la Commune	-Rapports	-Insuffisance des moye »ns financiers	-Réseau de téléphonie mobile non disponible	-Rapports		

	T	T		1		T
					dans toute la Commune	
	3-Création d'un centre multimédia	- Existence d'un centre multimédia	-Rapports	-Insuffisance des moye »ns financiers	-Absence d'un centre multimédia	-Rapports
Résultats	R1- Le bureau des postes est construit et fonctionnel	-Existence d'un bureau des postes	-Communiqué -rapport MINPOSTEL	-Manque des moyens financiers -Non enregistrement au BIP	-Difficultés d'accès aux services des postes	Rapports des autorités locales
(axes stratégiques)	R2- Toute la Commune est couverte par le réseau de téléphonie mobile	Le réseau est disponible dans toute la Commune	-rapport du maire -	Manque d'initiative des autorités locales et des élites	-Couverture réseau insuffisante	Rapports des autorités locales
	R3- Le centre multimédia est créé	-Présence d'un centre multimédia	-rapport du maire - rapport MINPOSTEL	-Non enregistrement au BIP -Insuffisance des moyens financiers	-Absence d'un centre multimédia	-rapport du maire - rapport MINPOSTEL
			Activités			Cadre estimatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Plaidoyer auprès de la tutelle (400 000)	1-Recensement des besoins (1 200 000)	1- Plaidoyer auprès de la tutelle (400 000)			Total investissement	21 280 000
2-Localisation et sécurisation du site (1 800 000)	2-Mener un plaidoyer auprès des opérateurs du secteur des télécoms ((800 000)	2-Localisation et sécurisation du site (1 200 000)			Total fonctionnement	5 320 000
3- Appel d'offre (400 000)	3-Etendre la couverture du réseau de téléphonie mobile (16 000 000)	3-Mobilisation des ressources financières et matérielles (1 800 000)			Imprévus	1 400 000
4- Construction du bureau de poste (18 000 000)	4-Faire le suivi (400 000)				Total estimatif	28 000 000

Tableau 56 : SECTEUR 19 : ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION ET MAINTIENT DE L'ORDRE

PROBLEME : Difficultés d'accès aux services administratifs – Faible respect de l'autorité traditionnelle - Tracasseries routières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions		Indicateurs de suppositions et Sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources	
Vision, but, Objectif Global	Améliorer l'accès des populations	s aux services administr	atifs				
Objectifs spécifiques	Améliorer l'accueil dans les services administratifs	-Nombre de personnes servis et accueillis	-Rapports	- Désintéressement -Refus de coopérer	-Nombre de personnes non servis et refoulées	-Rapports	
	2- Améliorer le respect de l'autorité traditionnelle	-Nombres de communautés qui respectent leurs chefs	-Rapports	-Mauvaise volonté -Refus de se conformer	-Nombres de communautés qui méprisent leurs chefs	-Rapports	
	3- Améliorer le service de contrôle routier	-Nombre des usagers satisfaits	-Rapports	- Désintéressement -Refus de coopérer	-Nombres de personnes victime des tracasseries	-Rapports	
	R1- L'accueil est amélioré dans les services administratifs	-Nombre de personnes servis et accueillis	-Rapports	-Refus de se conformer	-Nombre de personnes non servis et refoulées	-Rapports	
Résultats (axes	R2- Le respect de l'autorité traditionnelle est amélioré	-Nombre de chefs respecter et écoutés	-Rapports	-Refus de se conformer	-Nombre de chefs qui se plaignent	-Rapports	
stratégiques)	R3- Le service de contrôle routier est amélioré	-Nombre des usagers satisfaits	-Rapports	-Refus de se conformer	-Nombre des usagers qui se plaignent	-Rapports	
		Activit			Cadre estir		
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants	
1-Sensibilisation du personnel administratif (1 200 000)	1-Sensibilisation des populations sur les rôles et les responsabilités de la chefferie traditionnelle au Cameroun (1 800 000)	1-Sensibilisation du personnel de la gendarmerie, de la police, des eaux et forêts et de la Commune chargé du contrôle routier (2 400 000)			Total investissement	9 652 000	
2- Elaboration des affiches pour informer le public (1 700 000)	2-Création d'un cadre de concertation entre les chefs traditionnels et les autorités administratives (2 400 000)	2-Plaidoyer auprès des tutelles (1 200 000)			Total fonctionnement	2 413 000	
3-Suivi-évaluation et rapports	3-Mise au point d'un code de conduite des chefs	3-Rapports et suivi (600 000)			Imprévus	635 000	

(600 000)	traditionnels (2 000 000)			
	-Rapports, suivi-évaluation		Total estimatif	12 700 000
	(800 000			

Tableau 57 : <u>SECTEUR 20</u>: FORETS ET FAUNE.

PROBLEME: EXPLOITATION ILLEGALE DES RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIQUES

	Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Assurer la gestion durable des ressou	rces forestières et faunique	es.			
Objectifs spécifiques	1-Impliquer les populations à la gestion durable des ressources forestières et fauniques.	-Nombre de comités paysans forêts mis en place(CPF) -Nombre de comité de gestion des RFA mis en place	-Rapport du Maire -Rapports DDMINFOF- OCEAN	-Manque des moyens financiers - Désintéressemen t	-Absence des comités paysans forêts ou des comités de gestion des RFA	-Rapports
	2- Facilité l'accès des populations à la ressource.	-Nombre de forêts communautaires et communales obtenues et agrées	-Rapport du Maire -Rapports DDMINFOF- OCEAN	-Insuffisance des moyens financiers - Désintéressemen	-Absence des forêts communales et communautaires	-Rapports
	3-Encourager la participation des populations à la surveillance et à la conservation des ressources forestières et fauniques.	-Nombre d'infractions dénoncés -Nombre de campagnes de reboisement effectuées	-Rapport du Maire -Rapports DDMINFOF- OCEAN	-Manque des moyens financiers - Désintéressemen t	-Nombre des braconniers présents dans la zone -Nombre d'exploitants illégaux	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- Les populations de la Commune de Lokoundjé sont informées sur le cadre légal en vigueur en matière d'exploitation des ressources forestières, fauniques et floristiques.	-30 comités paysans forêts (CPF) mis en place 30 Comité Riverain mis en place - 360 dépliants distribués -01 Comité communal de gestion des ressources fauniques et floristique est mis en	-Rapports de la DDMINFOF- OCEAN -Rapport du Maire - OAL d'appui	-Insuffisance des moyens financiers - Désintéressemen t	-Nombre des braconniers présents dans la zone -Nombre d'exploitants illégaux	-Rapports

	·1			· -,	_	
		place (voir arrêté conjoint N°0520 MINATD/MINFI/MINFO F du 03 Juin 2010)				
	R2- Les populations gèrent la forêt avec l'Etat.	-05 forêts communautaires - 01 forêt communale	-Rapports de la DDMINFOF- OCEAN -Rapport du Maire	-Insuffisance des moyens financiers - Désintéressemen t	-Absence de forêts communautaires et communale	-Rapports
	R3- Les populations participent à la surveillance et à la conservation des ressources forestières et fauniques.	-3 pépinières de 2000 arbres utilitaires par pépinière et par an -01 pépinière de 1000 plants de PFNLs par an	-Rapports de la DDMINFOF- OCEAN -Rapport du Maire	-Insuffisance des moyens financiers - Désintéressemen t	-Absence d'un cadre de concertation entre les populations et l'Etat.	-Rapports
		Activités			Cadre esti	imatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Sensibilisation des populations sur le cadre légal en vigueur en matière d'exploitation des ressources forestières et fauniques. (1 200 000)	1- Création des forêts communautaires et communales. (50 000 000)	1- Promotion du reboisement des espèces d'arbres utilitaires à travers les campagnes de sensibilisations dans les villages. (4 500 000)			Total investissement	100 168 00
2-Vulgarisation de la nouvelle loi forestière (arrêté conjoint N°0520 MINATD/MINFI/MI NFOF du 03 Juin 2010. (2 500 000)	2- Création des zones d'intérêts cynégétiques ou zones de chasse à gestion communautaire. (18 000 000)	2- Création des pépinières d'arbres utilitaires et des produits forestiers non ligneux. (35 000 000)			Total fonctionnement	25 042 00
3- Distribution de la nouvelle loi forestière aux populations. (1 200 000)	3- Promotion de la création des parcelles agro forestières (6 000 000)	3-Entretient des plants et régénération (9 000 000)			Imprévus	6 590 00

4- Suivi évaluation (600 000)	4- Suivi évaluation (800 000)	4- Campagne de surveillance du territoire par la dénonciation auprès des services de l'Etat (2 400 000)		Total estimatif	131 800 00
		4-Suivi-évaluation (600 000)			

Tableau 58 : <u>SECTEUR 21</u>: ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

PROBLEME: POLLUTION DU NYONG ET D'AUTRES COURS D'EAUX PAR LA SOCAPALM

	Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources	
Vision, but, Objectif Global	Lutte contre la pollution des cours d'ea	au					
Objectifs spécifiques	1- Eviter la pollution des cours d'eaux	-Nombre de cours d'eaux dépollués	-Rapports des conseillers municipaux -Rapports MINEP	-Refus d'implication des agro industries (Socapalm)	-Nombre de cours d'eaux pollués	-Rapports des conseillers municipaux -Rapports MINEP	
	2- Former les populations sur les dispositions du PGES (Plan de Gestion Environnemental et Social)	-Nombre des représentants des communautés intégrés dans les comités de suivi des PGES		-Désintéressement des membres des communautés et de l'exécutif communal	-Nombre des membres des communautés non impliqués	-Rapports du maire -Rapports MINEP	
Résultats (axes stratégiques)	R1- La pollution des cours d'eaux est évitée	-02 cours d'eaux assainis et dépollués (le NYONG et la LOBE)	-Rapports DD MINEP	-Refus d'implication des agro industries (Socapalm)	-Nombre de cours d'eaux pollués	-Rapports des conseillers municipaux	
(R2- Les dispositions du PGES sont connues par les populations	- 10 actions de sensibilisation, de formation et de répression sont menées annuellement auprès des pollueurs	-Rapports du maire -Rapports DDMINEP	-Désintéressement	-Nombre de sociétés et membres des communautés non impliqués dans le PGES	-Rapports du maire -Rapports MINEP	
	Activités	ś.			Cadre estimatif		
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants	
1-Sensibilisation des agro industries	1- Sensibilisation des populations sur le PGES				Total investissement	45 904 0	

	•	,			
sur la gestion des	(1 200 000)				
déchets					
(1 800 000)					
2- Plaidoyer auprès	2- Formation des comités de suivi			Total	11 476 0
du MINEP	des PGES (1 200 000)			fonctionnement	
(400 000)					
3-Acquisition des	3- Organisation des séances de			Imprévus	3 020 0
Kits d'analyses	formations				
(17 500 000)	(2 500 000)				
4- Acquisition des	4-Suivi-évaluation et rapports			Total estimatif	60 400 0
incinérateurs et	(400 000)				
autres matériels de					
gestion des déchets					
(35 000 000)					
5-Suivi – rapports					
(400 000)					

Tableau 59 : <u>SECTEUR 22</u> : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

PROBLEME: ABSENCE D'UN PLAN D'URBANISATION

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Doter la Commune d'un plan d'ur	banisation				
Objectifs spécifiques	1-Doter la Commune d'un plan d'assainissement	Nombre de bacs à ordures disponibles Nombre de comité d'hygiène et salubrité mise en place	-Rapports du maire -Rapports DD MINDUH	-Insuffisance des moyens financiers	-Insalubrité -Mauvaise gestion des ordures et des déchets	-Rapport du maire
op comques	2-Procéder au lotissement de la Commune	-Nombre de lots	-Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des parcelles non loties	Rapport du maire
	3-Faire un plan des voies de communication, de canalisation d'eaux et de branchement électriques	- Disposition des voies de communication -Disponibilité d'un plan	- Cartes -Rapport MINDUH	-Insuffisance des moyens financiers	-Mauvaise canalisation des eaux	Rapport MINDUH

Résultats (axes stratégiques)	R1- Un plan d'assainissement est disponible à la commune	- 1 0 bacs à ordures installés dans les lieux regroupement des populations -36 leaders communautaires formés en technique d'assainissement -01comité d'hygiène et salubrité mis en place dans chaque village	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Insalubrité -Mauvaise gestion des ordures et des déchets	-Rapport du maire
	R2- Les zones des lotissements sont connues	- 500 lots disponibles	-Rapports du Maire	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des parcelles non loties	-Rapport du maire
	R3- Les voies de communication, de canalisation d'eau et de branchement électrique sont connues	- 01 carte indiquant les voies de communication à ouvrir, les canalisations d'eau et les branchements électriques à réaliser est disponible.	- Cartes -Rapport MINDUH	-Insuffisance des moyens financiers	-Mauvaise canalisation des eaux	-Rapport du maire
		Activit	és		Cadre estim	atif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Sensibilisation des populations sur la gestion des ordures ménagères, des déchets, industrielles et des latrines (2 500 000)	1-Mobilisation de ressources financières (250 000)	1- Sensibilisation des populations sur les espaces réservés à l'habitat et aux autres services sociaux de base (routes, eau et électricité) (2 300 000)			Total investissement	42 522 000
2-Achat et installation des bacs à ordures (15 500 000)	2-Recrutement des experts (urbanistes, topographes) et la main d'œuvre (7 000 000)	2-Suivi et répression (2 200 000)			Total fonctionnement	10 630 500
3- Formation des comités d'hygiène et salubrité (2 400 000)	3- Mise en place du lotissement (23 000 000)				Imprévus	2 797 500
4- Suivi (400 000)	4- Suivi (400 000)				Total estimatif	55 950 000

Tableau 60 : <u>SECTEUR 23</u> : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEME: DIFFICULTE D'ACCES A L'EMPLOI ET CHOMAGE

	Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de	suppositions et Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Facilité l'accès à l'emploi et rédui	re le chômage				
	Construire les centres de formation professionnels	Nombre de centres de formations professionnels existants	-Rapport du maire - BIP -DAO -MINEFOP -MINEPAT	-Non enregistrement au BIP	Absence des centres de formations professionnels	Rapport du maire -rapports des autorités locales -rapports des chefs de villages
	2- Encourager les formations professionnelles	-Nombre de jeunes inscrits dans les centres de formation professionnelle	-Ateliers de formation -Rapports MINEFOP	Manque de moyens financiers	-Nombre de jeunes non formés	-Rapport du Maire -Rapport MINEFOP
	3- Diminuer le nombre de chômeurs	Nombres de personne ayant trouvé un emploi	-Rapport du Maire -Rapport MINEFOP	- Manque d'emploi	Taux de chômage élevé	-Rapport du maire -Rapport MINEFOP -Rapport MINATD
	R1- Les centres de formation professionnelle sont construits	02 centres construits à Elogbatindi et à FINDA I	-Rapport du Maire -Rapport MINEFOP	- Non enregistrement au BIP et manque de moyens financiers	Absence des centres de formation	-Rapports des réunions communautaires -liste des participants
Résultats (axes stratégiques)	R2- Les populations ont des formations professionnelles	-200 personnes formées chaque année	-Rapport Maire	-Manque de volonté	Taux de formation faible	-Rapports
	R3-Le taux de chômage a diminué	-Au moins 100 personnes obtiennent un emploi stable chaque année	-Rapport MINEFOP	-Manque de volonté, -Manque d'emploi	Taux de chômage élevé	-Rapport du Maire -Rapport MINEFOP -Rapport MINTSS
			Activités		Cadre esti	matif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants

1- Identification des besoins (800 000)	1- Sensibilisation des populations sur l'intérêt de la formation professionnelle (1 200 000)	1- Recensement des chômeurs qualifiés (1 200 000)	Total investissement	63 080 000
2- Plaidoyer auprès de la tutelle (400 000)	2- Faciliter l'accès des jeunes aux différents centres de formation professionnelles (4 000 000)	2- Mener un plaidoyer auprès des entreprises pour faciliter leur recrutement (2 500 000)	Total fonctionnement	15 770 000
3- Localisation et sécurisation des sites (800 000)	Suivi (400 000)	3- Soutient des chercheurs d'emploi dans le secteur informel. (25 000 000)	Imprévus	4 150 000
4- Appel d'offre (800 000) 5- Construction et suivi (45 500 000)		4- Suivi – évaluation (400 000)	Total estimatif	83 000 000

Tableau 61 : <u>SECTEUR 24</u> : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PROBLEME: INSECURITE AU TRAVAIL ET ELOIGNEMENT DES SOCIETES

	Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la sécurité sociale					
Objectifs spécifiques	1- Faire un état des lieux sur la sécurité sociale des employés	-Nombre d'employés recenser	-Rapports	-Manque d'engouement	-Absence d'un état des lieux sur la situation des employés	-Rapports des conseillers municipaux
	2- Améliorer la situation des employés	-Nombre d'employés régularisés	-Rapports du maire	-Manque d'engouement	-Nombres d'employés irréguliers	-Rapports
Résultats (axes	R1- La situation sociale des employés au sein des sociétés et des administrations est connue	- 5000 employés recensés	-Rapports du maire	-Manque d'engouement -Insuffisance des moyens financiers	-Absence d'un état des lieux sur la situation des employés	-Rapports
stratégiques)	R2- La situation des employés est améliorée	- 3000 employés en situation régulière	-Rapports du maire	-Refus de coopération du patronnât	-Nombres d'employés irréguliers	-Rapports
		Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
- Mener des enquêtes dans les sociétés privés et publiques (2 000 000)	-Formation des employeurs et employés sur le droit du travail (2 000 000)				Total investissement	6 232 000
- Elaboration d'un fichier des employés (1 500 000)	- Signature des conventions entre le patronnât, la Commune et les services publics (600 000)				Total fonctionnement	1 558 000
- Plaidoyer pour améliorer les conditions des travailleurs (1 200 000)	- Rapports et suivi (500 000)				Imprévus	410 000
Rapports et suivi (400 000)					Total estimatif	8 200 000

Tableau 62: <u>SECTEUR 25</u>: SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEME: MAUVAIS ETAT DES AIRES DE JEUX

	Stratégie	Indicateurs par nive et Sou		Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer l'état des aires de jeux					
Objectifs spécifiques	1- Créé et construire les aires de jeux	-Nombres des aires de jeux créées et construites	-Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des aires de jeux non créées	-Rapports du maire
	2- Viabiliser les aires de jeux existants	-Nombre des aires de jeux viabilisées	-Rapports des conseillers municipaux	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombres des aires de jeux non viabilisé	-Rapports des conseillers municipaux
Résultats (axes	R1- Les aires de jeux sont créées et construites dans la Commune	-Au moins 10 aires de jeux sont créées et construites	-Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre des aires de jeux non créées	-Rapports du maire
stratégiques)	R2- Les aires de jeux sont réhabilitées	-10 aires de jeux équipés	- Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre d' aires de jeux endommagées	-Rapports des conseillers municipaux
		Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Identification et sécurisation sites (500 000)	1- Identification des besoins (2 500 000)				Total investissement	38 000 000
2-Mobilisation des ressources financières et matérielles (500 000)	2-Mobilisation des ressources et recrutement de la main d'œuvre (500 000)				Total fonctionnement	9 500 000
3-Construction des aires de jeux (25 000 000)	3- Travaux de réhabilitation des aires de jeux (20 000 000)				Imprévus	2 500 000
4- Suivi et rapports (500 000)	4-Rapports et suivi évaluation(500 000)				Total estimatif	50 000 000

Tableau 63 : <u>SECTEUR 26</u> : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEME: FAIBLE VALORISATION DE LA MEDECINE TRADITIONNELLE

	Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de su	ippositions et Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Valoriser la médicine traditionnell	le				
Objectifs	1- Créer un cadre d'échange entre les tradi praticien.	-Nombre des tradi praticiens pratiquants dans la Commune	-Rapports du maire	- Désintéressement des populations	-Nombre des tradi praticiens non pratiquants	-Rapports
spécifiques	2- Mettre au point un répertoire des plantes médicinales	-Existence d'un répertoire des plantes médicinales	-Rapports du maire	-Manque d'engouement	-Absence d'un répertoire des plantes médicinales	-Rapports
	3-Mettre en place un programme de conservation et de régénération des plantes médicinales	-Existence d'un programme de conservation et de régénération des plantes médicinales dans la Commune	-Rapports du maire	-Manque d'engouement	-Absence d'un programme de conservation et de régénération des plantes médicinales au sein de la Commune	-Rapports
	R1- Une plate forme de tradi praticien est crée au sein de la Commune.	- 01 plate forme communale des tradi praticiens fonctionnel	-Rapports du maire	-Mésentente entre les tradi praticiens	-Absence d'une plate forme communale des tradi praticiens	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R2- Un répertoire des plantes médicinales est mise au point.	- 01 répertoire fiable des plantes médicinales	-Rapports du maire	-Manque d'engouement	-Absence d'un répertoire des plantes médicinales	-Rapports
	R3- Un programme de conservation et de régénération des plantes médicinales sont mis en place au niveau communal.	-01 pépinière de 2000 plantes médicinale est mise en place chaque année	-Rapports du maire	-Manque des moyens financiers	-Absence d'un programme de conservation et de régénération des plantes médicinales au	-Rapports

					sein de la Commune	
		Activ	⁄ités		Cadre estir	matif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Sensibilisation des populations sur la médecine traditionnelle (800 000)	1- Sensibilisation des tradi praticiens sur la modernisation de la médecine traditionnelle (1 200 000)	1- Plaidoyer auprès du ministère de tutelle (400 000)			Total investissement	20 596 000
2- Recensement des tradi-praticiens (1 200 000)	2- Organisation d'un colloque d'échanges entre tradi praticiens sur les plantes médicinales (2 500 000)	2- Faire l'étude botanique des plantes et établissement de leur mode de multiplication (2 500 000)			Total fonctionnement	5 149 000
3- Mise en place de la plate forme de concertation (1 200 000)	3- Elaboration d'un répertoire des plantes médicinales (1 200 000)	3- Création des pépinières (8 000 000)			Imprévus	1 355 000
4- Elaboration concertée de rencontres (3 000 000	4- Publication et suivi (600 000)	4- Régénération et suivi (4 500 000)			Total estimatif	27 100 000

Tableau 64 : <u>SECTEUR 27</u> : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PROBLEME: DIFFICULTE D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de sup	positions et Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur					
Objectifs spécifiques	1-Favoriser l'entrée des jeunes aux cycles supérieurs	-Nombre des jeunes inscrits aux cycles supérieurs	-Rapports du maire	-Manque de motivation -Manque de moyens financiers	Nombre d'élèves non inscrits au supérieur	-Rapports des conseillers municipaux
	2- Créer des établissements de cycles supérieurs	-Nombre d'établissements crées et construits	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Cycle supérieur inexistant dans la Commune	-Rapports des conseillers municipaux
Résultats	R1- Les jeunes s'inscrivent aux cycles supérieurs	- 50 élèves au moins s'inscrivent	-Rapports du Maire et du Délégué	-Manque de motivation	-Nombre non inscrits	-Rapports du Maire

(axes stratégiques)		au cycle supérieur par an				
	R2- Les établissements d'enseignements supérieurs sont créés dans la Commune	-Au moins 01 établissement d'enseignements supérieur est crée dans la Commune	-Liste des établissements -Rapports du maire	-Insuffisance des moyens financiers	-Nombre d'établissements d'enseignement supérieur non crées	-Rapports des conseillers municipaux
			Activités			Cadre estimatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Recensement des diplômés de l'enseignement secondaire (2 000 000)	1- Sensibilisation des opérateurs économiques (450 000)				Total investissement	45 638 000
2-Octroi des bourses (50 000 000)	2- Plaidoyer auprès de la tutelle (400 000)				Total fonctionnement	11 409 500
3-Organisation des journées communales d'orientation scolaire (6 000 000)	4-Suivi évaluation et rapports (600 000)				Imprévus	3 002 500
4- Rapports et suivi (600 000)					Total estimatif	60 050 000

Tableau 65 : <u>SECTEUR 28</u>: COMMUNICATION

PROBLEME: DIFFICULTE D'ACCES AUX SIGNAUX RADIO ET TELE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de supp	positions et Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Faciliter l'accès aux signaux ra	adio et télé				
Objectifs spécifiques	1 – Améliorer la capacité de couverture de la radio et de la télévision	-Nombre d'auditeurs satisfaits	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Mauvaise couverture radio et télé	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- La couverture radio et télé est améliorée	-Nombre d'auditeurs satisfaits	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Mauvaise couverture radio et télé	-Rapports
		Activi	tés		Cadre estim	atif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1- Faire un plaidoyer auprès du ministère de tutelle					Total investissement	23 256 00

(600 000)				
2- Augmentation la			Total	5 814 000
puissance des			fonctionnement	
antennes relais				
(5 000 000)				
3- Installations			Imprévus	1 530 000
d'autres antennes				
relais (25 000 000)				
			Total estimatif	30 600 000

Tableau 66 : <u>SECTEUR 29</u> : PEUPLES AUTOCHTONES

PROBLEME: MARGINALISATION DES PYGMEES.

	Stratégie		eaux de la stratégie et urces	Suppositions	Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la reconnaissance citoyenne des Pygmées					
Objectifs spécifiques	1- Faciliter l'intégration des Pygmées dans la vie socio - économique.	-Nombre de représentants des communautés pygmées au conseil municipal et autres instances de la vie civile Nombre de chefferies Pygmée Nombre de fonctionnaires Pygmées	-Rapports	-Manque d'adhésion des populations pygmées - Manque d'intérêt des Pygmées	-Absence des représentants des pygmées dans des instances civiles de l'Etat	Rapports
	2- Améliorer l'accès des Pygmées aux services sociaux de base.	-Nombre d'enfants pygmées inscrits dans les écoles -Nombre des malades soignés dans les hôpitaux	Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Les pygmées n'accèdent pas aux services sociaux de base	-Rapports
Résultats (axes stratégiques)	R1- Les affaires de la cité sont gérées par les Pygmées, les droits des Pygmées sont défendus et leurs devoirs de citoyens sont accomplis	- 05 leaders pygmées au conseil municipal - 50 titres fonciers établis aux pygmées - 03 chefferies de communauté pygmées sont crées	-Rapports	-Manque d'adhésion des populations pygmées -Insuffisance des moyens financiers	-Absence des représentants des pygmées dans des instances civiles de l'Etat -Nombre de conflits fonciers entre les Bantou et les Pygmées	-Rapports
	R2-L'éducation et les soins de santé sont d'accès facile aux enfants et aux malades Pygmées.	- 380 enfants pygmées inscrits dans des écoles annuellement - 420 malades soignés chaque	-Rapports -Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-Pourcentage des pygmées n'ayant pas accès aux services sociaux de base	-Rapports

			ı		1	T
		année dans les				
		formations				
		sanitaires				
		- 15 accoucheuses				
		traditionnelles et 28				
		relais				
		communautaires de				
A .: '.'		santé formés				1
Activités			, 			e estimatif
Pour R1	Pour R2				Libellés	Montants
1-Sensibiliser les	1-Recenser les enfants					
Pygmées sur leurs	pygmées en âge scolaire				Total investissement	26 182 0
droits et devoirs	(1 500 000)					
(1 200 000)	2-Faciliter l'accès des enfants					
	dans les écoles					
	(800 000)					
2-Créer les chefferies	 Faciliter l'accès des malades 				Fonctionnement	6 545 5
traditionnelles	Pygmées dans les centres de					
Pygmées	santé (4 000 000)					
(1 800 000)						
3- Délimiter les terroirs	4- Former les accoucheuses					
pygmées et faciliter	traditionnelles et de relais					
l'obtention des titres	communautaire de santé				Imprévus	1 722 5
fonciers	(2 500 000)					
(15 000 000)						
4-Intégré les	5-Fournir les médicaments dans					
représentant pygmées	les centres de santé pour les					
au conseil municipal,	malades pygmées					
aux comités de gestion	(4 500 000)					
des points d'eau, des					Total estimatif	34 450 0
centres de santé et aux						
conseils des sages des						
villages						
(1 750 000)	C. Danie ant at a vivi			4		
5-Rapport et suivi	6-Rapport et suivi					
(800 000)	(600 000)					1

Tableau 67 : <u>SECTEUR 30</u> : AUTRES POPULATIONS VULNERABLES

PROBLEME: FAIBLE ENCADREMENT DES PERSONNES VULNERABLES

	Stratégie	-	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Indicateurs de suppositions et Sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la prise en charge de	s personnes vulnérables				
	1-Renforcer l'encadrement des personnes de troisième âge	-88 personnes de troisième âge encadrées	-Rapports	- Insuffisance des moyens financiers	-Moins de 1500 personnes de troisième âge sont encadrées	- Rapports
Objectifs	2-Améliorer la prise en charge des aveugles et mal voyants	-45 aveugles et malvoyants pris en charge	-Rapports	- Insuffisance des moyens financiers	- Moins de 150 aveugles et malvoyants sont pas pris en chargent	- Rapports
Spécifiques	3-Renforcer l'encadrement des handicapés et des orphelins	- 75 handicapés et 106 orphelins pris en charge	-Rapports	- Insuffisance des moyens financiers	- 106 orphelins et 75 handicapés ne sont pas pris en charge	- Rapports
	4- Créé un centre social de prise en charge des personnes vulnérables	-01 centre social est crée	- Rapports	- Insuffisance des moyens financiers	-01 centre social n'est pas crée	-Rapports
	5- Construire 01 centre social de prise en charge des personnes vulnérables	01 Centre social est construit	-Rapports	-Insuffisance des moyens financiers	-01 Centre social de prise en charge des personnes vulnérables n'est pas crée	- Rapports
Résultats	R1-Un programme de prise en charge des personnes du troisième âge est mis en place et exécuté	- 88 vieillards sont pris en charge	Rapports	- Insuffisance des moyens financiers	- Absence d'un programme d'encadrement des personnes du troisième âge	-Rapports -PV
(axes stratégiques)	R2- Les aveugles et les malvoyants sont pris en charge	-45 aveugles et malvoyants sont pris en charge	-Liste des bénéficiaires -Rapports	-Manque de moyens financiers	-45 aveugles et malvoyants ne sont pas pris en chargent	-Rapports, PV
	R3- L'encadrement des handicapés et des orphelins est renforcé	- 106 orphelins et 75 handicapés sont pris en charge	-Liste des bénéficiaires	-Manque de moyens financiers	- 106 orphelins et 75 handicapés ne sont pas pris en charge	-Rapports , PV

			-Rapports			
	R4- Le centre social est crée	-01 centre social est crée	-Rapports	-Manque de moyens financiers	-01 Centre social n'est pas crée	Rapports , PV
	R5- 01 Centre social est construit	-01 Centre social est réceptionné	-Rapports	-Manque de moyens financiers	-01 Centre social n'est pas construit	-Rapports
Activités					Cadre	estimatif
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1-Recensement des personnes de troisième âge nécessiteuses (1 200 000)	1-Recensement des aveugles et malvoyants (1 200 000)	1-Recensement des handicapés et les orphelins (1 500 000)	1-Plaidoyer auprès de la tutelle (600 000)	1-Identification et sécurisation du site (2 500 000)	Total investissement	48 716 0
2-Identification des besoins (1 000 000)	2-Organisation des visites médicales (3 000 000)	2-Identification des besoins (800 000)	2- Recherche du site (500 000)	2-Mobilisation des moyens (800 000)		
3-Acquisition du matériel (3 000 000)	3-Identification des besoins (800 000)	3-Mise en place d'un programme d'encadrement des handicapés et des orphelins (1 700 000)	3- Rapport, suivi- évaluation (600 000)	3-Construction et équipement du centre (35 000 000)	fonctionnement	12 179 0
4-Exécution du programme (800 000)	4-Acquisition du matériel (1 500 000)	4-Exécution du programme (2 500 000)		4-Réception du centre et mise en fonction (1 500 000)	Imprévus	3 205 0
5-Suivi -Rapports (600 000)	5-Distribution du matériel (1 200 000)	5- Rapports, suivi- évaluation (600 000)		5-Rapports et suivi (600 000)	Total estimatif	04.400.0
	6-Rapports (600 000)					64 100 0

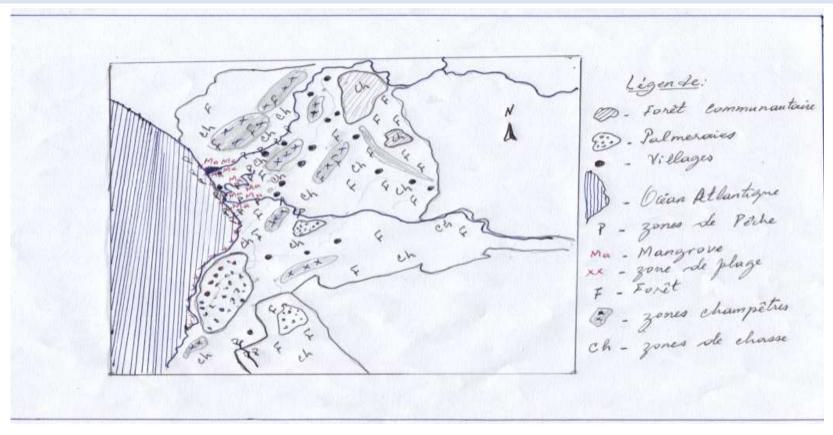
5.3. COUT ESTIMATIF DU PCD

Le présent PCD est un document qui exprime une vision globale de développement à l'horizon 2020. Certains secteurs d'activités n'ont pas été programmés pour la période intermédiaire de trois ans relative au CDMT. Leur prise en compte effective par la suite se fera de façon soutenue avec des ajustements, le cas échéant. La somme totale des coûts estimatifs des activités dans tous les secteurs nous donne un montant total estimatif de : trois milliards trois cent quatre vingt millions cent quatre vingt et un mille cent vingt francs CFA (3 380 181 120 frcs).

Tableau 68 : Cout estimatif du PDC

No	SECTEUR	MONTANT
1	Agriculture et Développement Rural	81 431 120
2	Elevage, Pêche et Industries Animales	60 000 000
3	Sante Publique	152 900 000
4	Education de Base	208 900 000
5	Enseignements Secondaires	96 000 000
6	Travaux Publics	120 000 000
7	Jeunesse	30 000 000
8	Eau et Energie	1 382 750 000
9	Affaires Sociales	83 750 000
10	Promotion de la Femme et de la Famille	13 070 000
11	Culture	65 000 000
12	Petites et Moyennes Entreprises	25 380 000
13	Mines et Développement Technologique	28 000 000
14	Tourisme	106 900 000
15	Domaine et Affaires et Foncières	45 000 000
16	Commerce	180 450 000
17	Transports	54 300 000
18	Poste et Télécommunication	28 000 000
19	Administration Territoriale et Décentralisation et Maintien de l'Ordre	12 700 000
20	Foret et Faune	131 800 000
21	Environnement et Protection de la Nature	61 400 000
22	Développement Urbain et Habitat	55 950 000
23	Emploi et Formation Professionnelle	83 000 000
24	Travail et Sécurité Sociale	8 200 000
25	Sport et Education Physique	50 000 000
26	Recherche Scientifique et Innovation	27 100 000
27	Enseignement Supérieur	60 050 000
28	Communication	30 600 000
29	Peuples Autochtones (Pygmées)	34 450 000
30	Autres Populations Vulnérables	64 100 000
_	Total	3 380 181 120

5.4. ESQUISSE DU PLAN ET D'UTILISATION DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNALE



Carte n°4: Esquisse d'un plan d'utilisation et de gestion des terres

CHAPITRE VI : PROGRAMMATION

6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES

Le CDMT ci-dessous est une estimation chiffrée des actions à mener dans les différents secteurs programmés pour la période de 2012 à 2014, y compris les populations marginales.

Tableau 69: CDMT de la Commune de Lokoundje

SECTEUR	ACTIVITES/ACTIONS	CU		2012		2013		2014	TOTALLY
SECTEUR	ACTIVITES/ACTIONS	Cu	QTE	СТ	QTE	СТ	QTE	СТ	TOTAUX
Eau et Energie	Construction Forages	9 000 000	12	108 000 000	4	36 000 000	5	45 000 000	189 000 000
	Branchements électriques	25 000 000	1	25 000 000	2	50 000 000	-	-	75 000 000
	Installation plaques solaires	3 000 000	-	-	5	15 000 000	5	15 000 000	30 000 000
	Etudes techniques sur les châteaux	2 000 000	-	-	3	6 000 000	-	-	6 000 000
	Réhabilitation des châteaux	30 000 000		-		-	3	90 000 000	90 000 000
Agriculture	Formation des producteurs	500 000		ı	3	1 500 000	-	-	1 500 000
	Approvisionnement en semences		Forfait	10 000 000	FF	10 000 000	FF	10 000 000	30 000 000
	Approvisionnement en produits phytosanitaires	Forfa		10 000 000	FF	10 000 000	FF	10 000 000	30 000 000
	Appuis aux Organisations de Producteurs	Forfait		20 000 000	-	-	-	-	20 000 000
Elevage	Approvisionnement en produits vétérinaires	Forfait		-		10 000 000		-	10 000 000
	Appuis aux Organisations des Eleveurs		Forfait	10 000 000		-		10 000 000	20 000 000

Approvisionnement en Géniteurs		Forfait	10 000 000		10 000 000		10 000 000	30 000 000
Entretien des routes Communales	15 000 000		-	3	45 000 000		-	45 000 000
Création des routes Communales	20 000 000		-		-	2	40 000 000	40 000 000
Réfection des ponts	5 000 000		1		-	3	15 000 000	15 000 000
Construction des ponts	10 000 000		1		-	2	20 000000	20 000 000
Equipement des Centres de Santé	5 000 000		1	2	10 000 000	,	1	10 000 000
Construction des Centres de Santé	30 000 000	1	30 000 000		-	-	-	30 000 000
Réfection des Centres de Santé	10 000 000	1	10 000 000	-	-	-	-	10 000 000
Réfection des Ecoles	5 000 000	3	15 000 000		-	2	10 000 000	25 000 000
Approvisionnement en matériel didactique	Forfait		2 500 000		2 500 000		2 500 000	7 500 000
Construction des salles de classe de la maternelle	16 000 000	2	32 000 000	2	32 000 000	2	32 000 000	96 000 000
Achèvement salles de classe de la maternelle	5 000 000	1	5 000 000	-	-	1	-	5 000 000
Construction des salles de classe du primaire	16 000 000	1	16 000 000	2	32 000 000	1	16 000 000	64 000 000
Incitation à la création des écoles maternelles	200 000	5	1 000 000	1	200 000	1	200 000	1 400 000
Achèvement des salles de classe du primaire	10 000 000	1	10 000 000		-		-	10 000 000
Acquisition des pirogues à moteurs	FF	-	-	FF	10 000 000	-	-	10 000 000
Acquisition des moteurs hors bord	FF	-	-	FF	5 000 000	-	-	5 000 000
Acquisition de gilets de sauvetage	FF	-	-	FF	500 000	-	-	500 000
	Entretien des routes Communales Création des routes Communales Réfection des ponts Construction des ponts Equipement des Centres de Santé Construction des Centres de Santé Réfection des Centres de Santé Réfection des Centres de Santé Réfection des Ecoles Approvisionnement en matériel didactique Construction des salles de classe de la maternelle Achèvement salles de classe de la maternelle Construction des salles de classe du primaire Incitation à la création des écoles maternelles Achèvement des salles de classe du primaire Acquisition des pirogues à moteurs Acquisition des moteurs hors bord	Entretien des routes Communales 15 000 000 Création des routes Communales 20 000 000 Réfection des ponts 5 000 000 Construction des ponts 10 000 000 Equipement des Centres de Santé 5 000 000 Construction des Centres de Santé 10 000 000 Réfection des Centres de Santé 10 000 000 Réfection des Ecoles 5 000 000 Approvisionnement en matériel didactique Construction des salles de classe de la maternelle Achèvement salles de classe de la maternelle Construction des salles de classe du primaire 16 000 000 Incitation à la création des écoles maternelles 200 000 Achèvement des salles de classe du primaire 10 000 000 Acquisition des pirogues à FF Acquisition des moteurs hors bord FF	Entretien des routes Communales 15 000 000 Création des routes Communales 20 000 000 Réfection des ponts 5 000 000 Construction des ponts 10 000 000 Equipement des Centres de Santé 5 000 000 Construction des Centres de Santé 10 000 000 1 Réfection des Centres de Santé 10 000 000 1 Réfection des Centres de Santé 10 000 000 1 Réfection des Ecoles 5 000 000 3 Approvisionnement en matériel didactique Forfait Construction des salles de classe de la maternelle 16 000 000 1 Achèvement salles de classe de la maternelle 17 000 000 1 Incitation à la création des écoles 200 000 5 Machèvement des salles de classe de la maternelles 16 000 000 1 Achèvement des salles de classe 10 000 000 1 Achèvement des salles de classe de la maternelles 17 000 000 1 Achèvement des salles de classe 18 000 000 1 Acquisition des pirogues à 19 000 000 1 Acquisition des moteurs hors bord FF -	Entretien des routes Communales	Entretien des routes Communales	Entretien des routes Communales 15 000 000 - 3 45 000 000 Création des routes Communales 20 000 000 - - - Réfection des ponts 5 000 000 - - - Construction des ponts 10 000 000 - - 2 10 000 000 Equipement des Centres de Santé 5 000 000 - - 2 10 000 000 Construction des Centres de Santé 10 000 000 1 10 000 000 - - - Réfection des Centres de Santé 10 000 000 1 10 000 000 - - - - Réfection des Centres de Santé 10 000 000 1 10 000 000 -	Entretien des routes Communales	Entretien des routes Communales

Tourisme	Aménagement des sites touristiques	5 000 000			3	15 000 000		_	15 000 000
	Aménagement des voies d'accès	15 000 000		-	3	45 000 000		-	45 000 000
	Immatriculation des sites touristiques			-	-	-	3	900 000	900 000
	Formation des guides touristiques	500 000		-	2	1 000 000		-	1 000 000
	Construction des structures d'accueil	15 000 000		1	-	-	3	45 000 000	45 000 000
Urbanisme et Habitat	Elaboration d'un plan d'urbanisation	5 000 000	1	5 000 000		-		-	5 000 000
	Création d'une voirie municipale	30 000 000		-		-	1	30 000 000	30 000 000
	Elaboration d'un plan de lotissement	10 000 000	1	10 000 000		-		-	10 000 000
	Création des espaces verts	1 000 000		-	3	3 000 000	-	-	3 000 000
Forêts et Faunes	Création des forêts Communales	FF	-	-	FF	10 000 000		10 000 000	20 000 000
	Création des pépinières des PFNL	1 000 000	-	-	1	1 000 000	-	-	1 000 000
Enseignement Secondaire	Réfection des établissements	5 000 000	-	-	1	5 000 000	1	5 000 000	10 000 000
	Equipement des établissements	2 000000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	6 000 000
	Achat de matériel informatique	200 000	12	2 400 000	-	1	-	-	2 400 000
	Incitation à la création des CETICs	200 000	2	400 000		-		-	400 000
Poste et Télécommunication	Création d'un centre multimédia	20 000 000	-	-	1	20 000 000	-	-	20 000 000
	Incitation à la couverture totale des réseaux de téléphonie mobile	100 000	3	300 000	3	300 000	3	300 000	900 000
Commerce	Construction des marchés	90 000 000	1	90 000 000	-	-	-	-	90 000 000

	Aménagement des marchés existants	30 000 000	-	-	2	60 000 000	-	-	60 000 000
Peuples Autochtones (pygmées)	Réalisations des composantes du PDPP		Forfait	10 852 000	-	5 000 000	-	-	15 852 000
Autres Populations vulnérables	Réalisation des composantes de programme des populations vulnérables		Forfait	4 150 000		9100 000		9 100 000	22 350 000
COUTS TOTAUX				439 602 000		462 100 000		428 000 000	1 329 702 000

6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONEMENTALE DU CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal (CDMT) de la Commune de Lokoundjé, comprend :

- les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

La réalisation des différents projets contenus dans le CDMT, va à coup sûr, engendrer des impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement. Il nous revient donc à cet effet, de prendre toutes les mesures nécessaires soit pour atténuer les effets négatifs, soit pour exploiter à bon compte les effets positifs induits.

6.2.1. PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELS ET MESURES D'OPTIMISATION ET D'ATTENUATION

Le tableau qui va suivre décrit les impacts environnementaux positifs et négatifs liés aux activités à mener dans la zone.

Tableau 70 : Impacts environnementaux possibles et mesures d'optimisation et d'atténuation

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets de construction des				
infrastructures communautaires de				
base :				
- Construction des salles de classe				
- Construction des hangars de marché	 Consolidation des systèmes 	- Risques d'érosion des sols	- Sensibilisation du	- Bon choix du site ;
-Création et construction des routes	de gouvernance locale à	- Risques de pertes d'espèces	public et Implication	- Engazonnement des pentes
communales	travers l'évaluation	ligneuses	lors du remplissage du	perturbées ;
- Construction du centre multifonctionnel	environnementale participative	- Risques de pollution	formulaire d'examen	- Replantation des arbres ;
de promotion des jeunes	ainsi que l'utilisation du	(atmosphérique par la poussière,	environnemental	- Remise en état des zones d'emprunt ;
- Construction du centre multimédia	formulaire d'examen	contamination du sol, de la nappe	- Mise en place de	- Création des divergents

 Construction des centres de santé Construction d'un service postal Construction des structures d'accueil et d'hébergement des touristes Construction du centre de formation professionnelle Construction d'un complexe sportif Acquisition du matériel d'extension de la couverture des réseaux de communication 	environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression des populations jeunes notamment sur les ressources naturelles	phréatique par les huiles de vidange) - Eloignement des gros singes et mammifères de la zone	comités de gestion	- Création des aires protégées
Microprojets hydrauliques: - Construction des puits modernes; - Construction de forages - Aménagement des sources	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression	 Risques d'érosion des sols; Risques de pertes d'espèces ligneuses; Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) Risques d'envasement et de stagnation des eaux 	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental; - Mise en place de comités de gestion	 Bon choix du site; Engazonnement des pentes perturbées; Replantation des arbres; Remise en état des zones d'emprunt; Création des divergents; Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles
Microprojets structurants: Reprofilage des routes rurales; Construction de ponts; Construction des voies de desserte (Lokoundjé, Behondo) Extension du réseau électrique Electrification rurale Construction et équipement d'une voirie municipale	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques de braconnage ; - Risques d'embourbements	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental; - Mise en place de comités de gestion	- Engazonnement des pentes perturbées; - Replantation des arbres; - Remise en état des zones d'emprunt; - Création des divergents; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse; Installation des pare feux; -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage; - Installation des barrières de pluies
Microprojets de gestion des ressources naturelles : - Classement de la forêt communale - Création des forêts communautaires et des zones d'intérêts synergiques à gestion communautaire (ZICGC) - Exploitation des carrières de sable, - Exploitation des PFNL	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Conservation de la biodiversité ; - Diminution de la pression sur les ressources	- Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ; - Risques d'incendie	- Education environnementale des populations ;	-Elaboration de plan simples de gestion des ressources naturelles communautaires ou communales ; -Installation des pare-feu

6.2.2. MESURES D'OPTIMISATION ET D'ATTENUATION DES IMPACTS SOCIAUX

Tableau 71 : Impacts sociaux et mesures d'optimisation et d'atténuation

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base: - Construction des salles de classe; - Construction des magasins de stockage; - Construction des hangars de marché - Construction des voies de desserte; - Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes Construction d'un centre multimédia - Construction des structures d'accueil et d'hébergement des touristes - Construction des centres de santé - Construction d'un service postal - Construction d'un complexe sportifacquisition du matériel d'extension de la couverture des réseaux de communication	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie; - Amélioration de la gouvernance locale; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Facilitation de l'accès aux soins; - Amélioration des conditions de fréquentation; - Amélioration des conditions de vie des enseignants; - Facilitation et amélioration des activités sportives; - Amélioration des conditions de vie des populations - Facilitation de l'accès à la formation professionnelle - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs;	-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet; -Risques de marginalisation des populations vulnérables	-Participation et sensibilisation des populations; - Sensibiliser les communautés; -Mettre en place les Comités de gestion;	-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix); - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site; -Contre l'insécurité: nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages; - Mise en place de sous- comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages; -Contre la marginalisation: identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD Contre les conflits: solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets hydrauliques: - Construction des puits modernes; - Construction de forages - Aménagement des sources	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie; - Amélioration de la gouvernance locale; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages	-sensibilisation des populations -encourager les projets HIMO	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix); - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et

				maintenance des ouvrages
	Diminution des maladies hydriques ; Facilitation de l'accès à l'eau potable	 Risques d'insécurité pour les personnes et les biens; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet; Risques de marginalisation des populations vulnérables 	- Sensibilisation des populations	-Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages ; - Mise en place de souscomité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants: - Reprofilage de la route rurale; - Construction des voies de desserte (Lokoundjé, Behondo) - Construction des ponts; - Réhabilitation du réseau électrique	Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie; Amélioration de la gouvernance locale	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
- Construction et équipement de la voirie municipale	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; -Risque d'intensification du braconnage	Sensibilisation des populations	-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales); - Sensibilisation des populations
	 Amélioration de l'accès à l'énergie; Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques 	 Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation); Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet; Risques d'incendies 	Sensibilisation des populations	-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitessesContre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
Microprojets de gestion des ressources naturelles : - Classement de la forêt communale - Création des forêts communautaires et des zones d'intérêts synergiques à gestion communautaire (ZICGC)	 Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie; Amélioration de la gouvernance locale 	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	-Education environnementale ; - Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement des populations déplacées (indemnisation)
- Exploitation des carrières de sable, d'argile et de kaolin	-Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles	- Former et mettre en place les Comités de gestion

	 Risques de marginalisation des populations vulnérables ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet 		Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.
--	---	--	---

6.2.3. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Tableau 72 : Plan de gestion environnemental et social

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2012 - 2014	Conseil municipal ; PNDP	5 400 000	
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2012 - 2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	300 000	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2012-2014	Délégation MINEP; Délégation MINAS; PNDP; Conseil municipal; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal		

6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE LOKOUNDJE (PIA)

6.3.1- RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES

Tableau 73 : Mobilisation des ressources et échéances

Libellé des fonds	Montants (fcfa)	Périodicité/Echéance
Centimes Additionnels Communaux (CAC)	70 000 000	2012
Redevances Forestières Annuelles (RFA)	25 000 000	2012
Budget d'Investissement Public (BIP)	100 000 000	2012
PNDP	108 590 000	Février-Décembre 2011
Recettes Fiscales (RF)	50 000 000	2012
FEICOM	90 000 000	2012
Contribution des bénéficiaires du PNDP	15 180 000	2012
Projets et programmes (MINADER-MINEPIA)	20 000 000	2011
Autres partenaires	50 000 000	2012
Total	528 770 000	2012
Fonctionnement de la Commune	93 318 000	2012
Disponible pour financer le PIA	435 452 000	2012
A compléter	4 150 000	

6.3.2. PROGRAMMATION ANNUELLE DES PROJETS PRIORITAIRES (1ère année)

Tableau 74 : Le Plan d'Investissement Annuel

							SOURCES DE FINANC	EMENT
SECTEUR		RESPONSABLES	COUT UNITAIRE	QUANTITE	COUT TOTAL	PNDP	COMMUNE/POPUL ATIONS	AUTRES (BIP, FEICOM, PROJETS ET PROGRAMMES)
Eau et Energie	Construction Forages	Mairie Sectoriel	9 000 000	12	108 000 000	17 820 000	180 000	90 000 000
Lau et Ellergie	Branchements électriques	Mairie Sectoriel	Forfa	it	25 000 000	-		25 000 000
	Approvisionnement en semences	Mairie Sectoriel	Forfa	it	10 000 000	-	10 000 000	-
Agriculture	Approvisionnement en produits phyto	Mairie Sectoriel	Forfa	Forfait		-	10 000 000	-
	Appuis aux Organisations de Producteurs	Mairie Sectoriel	Forfait		20 000 000	-	10 000 000	10 000 000
Elevage	Appuis aux Organisations des Eleveurs	Mairie Sectoriel	Forfait		10 000 000	-		10 000 000
	Approvisionnement en Géniteurs	Mairie Sectoriel	Forfa	it	10 000 000	-	10 000 000	-
Santé	Construction bâtiment de Santé	Mairie Sectoriel	30 000 000	1	30 000 000	-		30 000 000
Sainte	Réfection des Centres de Santé	Mairie Sectoriel	10 000 000	1	10 000 000	-		10 000 000
	Réfection des Ecoles	Mairie Sectoriel	5 000 000	3	15 000 000	-		15 000 000
Education de Base	Approvisionnement en matériel didactique	Mairie Sectoriel	Forfa	it	2 500 000	-		2 500 000
	Construction des salles de classe de Maternelles	Mairie Sectoriel	16 000 000	2	32 000 000	-	16 000 000	16 000 000

	Achèvement salle de classe maternelle	Mairie Sectoriel	5 000 000	1	5 000 000	-		5 000 000
	Construction des salles de classe du primaire	Mairie Sectoriel	16 000 000	1	16 000 000	-		16 000 000
	Incitation à la création des écoles maternelles	Mairie Sectoriel	200 000	5	1 000 000	-	1 000 000	-
	Achèvement salles de classe primaire	Mairie Sectoriel	10 000 000	1	10 000 000	-	10 000 000	-
Urbanisme et	Elaboration d'un plan d'urbanisation	Mairie Sectoriel	5 000 000	1	5 000 000	-	5 000 000	-
Habitat	Elaboration d'un plan de lotissement	Mairie Sectoriel	10 000 000	1	10 000 000	-	10 000 000	-
	Equipement des établissements	Mairie Sectoriel	2 000 000	1	2 000 000	-		2 000 000
Enseignement secondaire	Achat de matériel informatique	Mairie Sectoriel	200 000	12	2 400 000	-	2 400 000	-
	Incitation à la création des CETICs	Mairie Sectoriel	200 000	2	400 000	-	400 000	-
Poste et Télécommunication	Incitation couverture totale réseaux de téléphonie	Mairie Sectoriel	100 000	3	300 000	-	300 000	-
Commerce	Construction des marchés	Mairie Sectoriel	90 000 000	1	90 000 000	75 000 000	15 000 000	-
Peuples Autochtones (Pygmées)	Réalisations des composantes du PDPP	Mairie Sectoriel	Forfa	ait	10 852 000	10 852 000	-	-
Autres populations vulnérables	Réalisation des composantes des populations vulnérables	Mairie Sectoriel	Forfait		4 150 000		4 150 000	
COUTS TOTAUX					439 602 000	103 672 000	104 430 000	209 000 000

6.3.3- PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS AUTOCHTONES VULNERABLES (1ère année)

Les populations autochtones vulnérables recensées dans la Commune de Lokoundjé sont : les pygmées, les autres populations vulnérables parmi lesquelles les handicapées, les aveugles et mal voyants, les orphelins ainsi que les personnes du troisième âge.

6.3.3.1. CAS DES POPULATIONS PYGMEES

Le tableau ci-dessous présente le Plan opérationnel en faveur des Peuples Pygmées (PDPP) de Lokoundjé.

Tableau 75 : Plan de Développement des Peuples Pygmées

N°	Activités envisagées	Responsabl e	Coût total	Indicateur	Détails
1	Etablissement des Actes de Naissance en faveur des pygmées (frais de mission pour les sectoriels : MINSANTE, MINATD, MINADER, affaires sociales, PP, etc.)	MINATD (Sous- préfet), Et ministères impliqués	1 149 000	- 383 d'actes de naissance établis - rapport d'activités ;	1 149 000 et 351000 pour le suivi
2	Création de 03 chefferies	MINATD PNDP	1 403 460	 les chefs de villages pygmées sont officiellement installés 	-
3	Octroi des bourses d'étude	Mairie MINEDUB MINESEC	1 550 000	23 Elèves pygmées reçoivent des bourses	50000 / élèves 400000 pour suivi et encadremen t
4	Sensibilisation des parents et enfants sur l'importance de l'école et recensement des enfants en âge scolaire	Mairie	300 000	Nombre d'enfants recensé Le nombre d'élèves scolarisé en hausse	300 000
5	Formation des enseignants sur la méthode ORA	MINEDUB PNDP	1 000 000	 15 enseignants formés Les enseignements sont adaptés au mode de vie des pygmées Le taux de réussite des enfants pygmées en hausse 	-
6	Insertion socio professionnelle des jeunes Pygmées	Mairie PNDP	1 220 000	10 Jeunes pygmées installés	100 000/jeune et 220 000 pour le suivi
7	Distribution de l'outillage agricole	MINADER PNDP	951540	115 agriculteurs pygmées bénéficient du matériel agricole Les superficies de culture sont en hausse	7000/agricult eur
8	Distribution des semences	MINADER PNDP	1 450 000	115 agriculteurs pygmées obtiennent les semences (2 kg d'arachide, 2 kg de mais, 30 rejets de bananier plantain, 20 kg de Taro et macabo	1450 000
9	Appui à la stratégie avancée	MINSANTE	1 477 000	Taux de mortalité en baisse chez les pygmées	1477000
	Total		10 852 000		

Tableau 76 : Programmation des activités du PDPP

Période	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Activités												
Etablissement des AN												
Création chefferies												
Octroi des bourses d'études												
Sensibilisation des parents et enfants sur l'importance de l'école et recensement des enfants en âge scolaire												
Formation des enseignants sur la méthode ORA												
Insertion socio professionnelle des jeunes Pygmées												
Distribution de l'outillage agricole												
Distribution des semences												
Appui à la stratégie avancée												

6.3.3.2- CAS DES AUTRES POPULATIONS VULNERABLES : Aveugles, handicapées, personnes âgées, orphelins (1ère année)

Tableau 77 : Cas des autres populations vulnérables

N°	Activités envisagées	Responsable	Coût total	Indicateur	Détails
1	Recensement des personnes du troisième âge nécessiteuses	MINAS Mairie	300 000	88 personnes de troisième âge recensées	FF
2	Identification des besoins	MINAS Mairie	50 000	Les besoins sont identifiés par individu	FF
3	Acquisition du matériel	MINAS Mairie	3 400 000	Factures	FF
4	Distribution du matériel	MINAS Mairie	200 000	Le matériel est distribué à 88 individus	FF
5	Suivi des personnes du troisième âge nécessiteuses	Mairie MINAS	200 000	La prise en charge des personnes du troisième âge est effective	FF
	Total		4 150 000		

Tableau 78 : Programmation des activités du plan en faveur des autres populations vulnérables

Période Activités	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Recensement des personnes du troisième âge nécessiteuses												
Identification des besoins												
Acquisition du matériel												
Distribution du matériel												
Suivi /encadrement des personnes du troisième âge nécessiteuses												

6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

Tableau 79 : Plan de passation des marchés

COMMUNE DE : LOKOUND		PLAN DE PASSATION DE MARCHES							
Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat		
Equipement / prestation		Total équipement / prestation							
Construction de 12 forages	ССРМ	Appel d'offres restreint	108 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012		
Branchements électriques	ССРМ	Appel d'offres restreint	25 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012		
Approvisionnement en semences	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 25 janvier 2012	26 janvier au 10 février 2012	11 au 22 février 2012	23 au 28 février 2012		
Approvisionnement en produits phytosanitaires	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 25 janvier 2012	26 janvier au 10 février 2012	11 au 22 février 2012	23 au 28 février 2012		
Appuis aux Organisations de Producteurs	ССРМ	Appel d'offres restreint	20 000 000	10 au 25 janvier 2012	26 janvier au 10 février 2012	11 au 22 février 2012	23 au 28 février 2012		
Appuis aux Organisations des Eleveurs	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 25 janvier 2012	26 janvier au 10 février 2012	11 au 22 février 2012	23 au 28 février 2012		
Approvisionnement en Géniteurs	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 25 janvier 2012	26 janvier au 10 février 2012	11 au 22 février 2012	23 au 28 février 2012		
Construction de 01 bâtiment de Santé	ССРМ	Appel d'offres restreint	30 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012		
Réfection de 01centre de Santé	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012		
Réfection de 03 écoles	ССРМ	Appel d'offres restreint	15 000 000	15 au 30 mars 2012	1 ^{er} au 25 avril 2012	1 ^{er} au 19 mai 2012	20 au 30 mai 2012		
Approvisionnement en matériel didactique	ССРМ	Appel d'offres restreint	2 500 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012		

Construction de 02 salles de classe de la maternelle	ССРМ	Appel d'offres restreint	32 000 000	15 au 30 mars 2012	1 ^{er} au 25 avril 2012	1 ^{er} au 19 mai 2012	20 au 30 mai 2012
Achèvement de 01 salle de classe de la maternelle	ССРМ	Appel d'offres restreint	5 000 000	15 au 30 mars 2012	1 ^{er} au 25 avril 2012	1 ^{er} au 19 mai 2012	20 au 30 mai 2012
Construction de 01 salle de classe du primaire	ССРМ	Appel d'offres restreint	16 000 000	15 au 30 mars 2012	1 ^{er} au 25 avril 2012	1 ^{er} au 19 mai 2012	20 au 30 mai 2012
Incitation à la création de 05 écoles de la maternelle	ССРМ	Appel d'offres restreint	1 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Achèvement de 01 salle de classe du primaire	ССРМ	Appel d'offres ouvert	10 000 000	1er au 30 juillet 2012	1 ^{er} au 25 août 2012	26 août au 06 septembre 2012	7 au 20 septembre 2012
Elaboration de 01 plan d'urbanisation	ССРМ	Appel d'offres restreint	5 000 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Elaboration de 01 plan de lotissement	ССРМ	Appel d'offres restreint	10 000 000	10 au 30 janvier 2012	1er au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Equipement de 01 établissement secondaire	ССРМ	Appel d'offres restreint	2 000 000	10 au 30 janvier 2012	1er au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Achat de matériels (12) informatiques	ССРМ	Appel d'offres restreint	2 400 000	1 ^{er} au 30 juillet 2012	1 ^{er} au 25 août 2012	26 août au 06 septembre 2012	7 au 20 septembre 2012
Incitation à la création de 02 CETICs	ССРМ	Appel d'offres restreint	400 000	1 ^{er} au au 30 juillet 2012	1 ^{er} au 25 août 2012	26 août au 06 septembre 2012	7 au 20 septembre 2012
Incitation à la couverture totale des réseaux de téléphonie mobile (03)	ССРМ	Appel d'offres restreint	300 000	1er au 30 juillet 2012	1 ^{er} au 25 août 2012	26 août au 06 septembre 2012	7 au 20 septembre 2012
Construction de 01 marché		Appel d'offres restreint	90 000 000	10 au 30 janvier 2012	1er au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Réalisations des composantes du PDPP	CCPM	Appel d'offres restreint	10 852 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012
Réalisation des composantes des populations vulnérables	ССРМ	Appel d'offres restreint	4 150 000	10 au 30 janvier 2012	1 ^{er} au 28 février 2012	1 ^{er} au 20 mars 2012	21 au 30 mars 2012

CHAPITRE VII: MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Dès lors que la mise en œuvre des activités programmées est lancée, un mécanisme de suivi évaluation va se mettre en place pour s'assurer que :

- Les activités sont effectivement exécuté sur le terrain;
- Les activités menée suivent le canevas technique initial en évitant les impacts négatifs sur l'homme et sur l'environnement ;
- Le matériel affecté pour la réalisation des projets est de bonne qualité et géré convenablement ;
- Les fonds alloués aux projets sont gérés suivant la réglementation en vigueur.

7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTION DU COMITE DE SUIVI – EVALUATION

Le comité de suivi – évaluation du PCD est composé :

- Du maire et ses adjoints ;
- De l'agent communal de développement ;
- Du comité de pilotage ;
- Des services déconcentrés de l'Etat :
- Des comités de concertation au niveau des villages ;
- De l'OAL et/ou des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets connexes.

Les tâches dévolues à ce comité sont les suivantes :

- La collecte des données sur le terrain ;
- L'appui technique aux communautés ;
- L'évaluation des impacts socio économiques et environnementaux ;
- La production des rapports de suivi.

Elles sont reparties de la façon suivante :

Tableau 80 : Les tâches du comité de suivi

Tâches	Outils	Périodicité	Acteurs
Collecte des données	Formation sur le suivi participatif, et les outils de collecte des données	Continue	OAL/prestataires de service, Services déconcentrés de l'Etat
Collecte des données	Différents outils de collecte des données Fiches de suivi des activités réalisées Indicateurs de suivi	Continue	Agent communal, Comité de suivi niveau village
Appui technique aux communautés	Fiches techniques Séminaires de formation	Périodique	Services déconcentrés de l'Etat, Prestataires de service, OAL,
Evaluation des impacts socio-économiques et environnementaux	Indicateurs d'évaluation Fiches et autres outils élaborés à cet effet	Continue	Comite de suivi niveau village Agent communal
Production et transmission des rapports	Tableaux de consolidation des informations; Tableau de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune concernée (prévisions, réalisations, taux de réalisation).	Trimestrielle Semestrielle Annuelle	Agent communal OAL Prestataires de services L'exécutif communal

7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION PAR RAPPORT AU PIA

Les indicateurs de suivi-évaluation dans le cadre du PCD en rapport avec le PIA sont :

- Le nombre d'activités : le nombre d'activités à réaliser est une référence pour apprécier le niveau de réalisation du projet qu'on veut évaluer. Pour le cas d'espèces, nous aurons par exemple 12 forages à construire, 03 écoles à réfectionner, 12 microordinateurs à acheter etc. Ces chiffres seront de bons indicateurs dans le cadre du suivi-évaluation du PIA;
- Le type d'activité : le type d'activité réalisée peut nous permettre d'apprécier le niveau d'évolution d'un projet, à l'exemple de l'approvisionnement en semences, en produits phytosanitaires ou en géniteurs. On ne peut livrer les géniteurs ou les semences que si les actions qui les précèdent ont été menées à leur terme.
- Les sources de financement : dans le cadre du PIA, plusieurs partenaires interviennent pour le même projet ou les projets différents. Il est clair que chacun d'eux va financer une partie du projet pour éviter les doublons. C'est par exemple le cas de la construction des forages cofinancée par le PNDP et la Commune
- Les bénéficiaires et leur localisation : dans le cas de la Commune de Lokoundjé, les Bantous et les Pygmées sont les deux bénéficiaires potentiels. Ils peuvent constituer des indicateurs de suivi et d'évaluation de certains projets à l'instar de la santé, la citoyenneté etc;
- La périodicité de réalisation des activités : la période de réalisation est un bon facteur d'évaluation. C'est le cas par exemple de l'agriculture dont les activités doivent obéir à un calendrier préétabli ;
- Le coût des activités : quant au coût de réalisation des activités, l'évaluation du niveau de réalisation du projet peut se baser sur le taux de consommation du budget.

7.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING

Tableau 81 : Suivi évaluation au niveau de la mise en œuvre des projets

Activités de mise en œuvre	Activités de suivi évaluation	Méthode	Outils	Agent de collecte	Acteurs
Passation des marchés	Vérification de l'exécution dans les délais du PPM	Collecte de l'information auprès de la Commune	Fiche de suivi du processus de planification Fiche de collecte des données fiche de collecte de l'agent communal	✓	- CCI - Agent communal -Comité de pilotage
Exécution des projets	suivi de l'exécution des projets	Exploitation des documents d'exécution des projets et visites de terrain	Fiche de collecte des données (fiche de collecte de l'agent communal)	√	-CCI -Agent communal -Comité de pilotage
Gestion des réalisations	Suivi de la gestion des ouvrages	Visites de terrain Réunion de coordination avec les CG	Rapport des visites de terrain Compte-rendu des réunions	√	-CCI -Agent communal -Comité de pilotage
Recherche de	Vérification de la mis	Collecte de	Fiche de collecte	✓	

Activités de mise en œuvre	Activités de suivi évaluation	Méthode	Outils	Agent de collecte	Acteurs
financement pour la mise en œuvre du prochain PIA	en place d'un mécanisme de mobilisation des financements	l'information auprès de la Commune	des données (fiche de collecte de l'agent communal)		-RRFDC -Agent communal
	Evaluation d'impact		Rapport d'évaluation	-	-RRSE -Consultant -Agent communal -Comité de pilotage

7.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

La mise en œuvre des activités programmées dans le PIA obéit aux conditions d'utilité, de pertinence et de priorité, sous la contrainte des moyens disponibles. Aussi, le processus de préparation du PIA et de révision du PCD prend en compte :

- Les besoins nouveaux des populations dans les différents secteurs d'activités. De ce fait, le diagnostic opéré au niveau des différents centres d'intérêt doit continuellement être réactualisé.
- Les manquements enregistrés dans la mise en œuvre des précédents PIA et PCD doivent être rattrapés en reprogrammant tous les projets qui n'ont pas pu être réalisés.
- Les projets dont la programmation n'avait pas été jugée pertinente dans les précédentes planifications.
- Pour y parvenir, il convient de mettre sur pied des fiches spécifiques adaptées permettant d'enregistrer chaque information en temps opportun pour une utilisation future.

CHAPITRE VIII: PLAN DE COMMUNICATION

8.1. OBJECTIFS DU PLAN DE COMMUNICATION

Le présent plan de communication a pour objectif :

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal ;
- Susciter de la part des bénéficiaires une prise de conscience sur leur situation et surtout de la possibilité de changement ;
- Impliquer les acteurs locaux dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la Commune :
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la Commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les communautés et la Commune à travers la production et la diffusion des informations en rapport avec les activités du PCD;
- Accompagner les populations dans l'appropriation et leur participation au processus de développement local;
- Appuyer le Maire dans la recherche des financements pour la Commune ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la Commune ;
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur.

8.2. PLANIFICATION DES ACTIVITES DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL

Tableau 82 : Communication interne au sein de la Commune en tant qu'institution

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/ou tils	Période	Indicateurs
Assurer une bonne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux Personnel communal	internet	Permane	Nombre d'adresses e-mail créées
circulation de l'information en interne	-Créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux	Registres et supports informatique s	nt	Liste du personnel
	-Créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints	Internet, corresponda nces		Nombre d'informations diffusées
	-Créer une boîte postale	Chargé de communication	Personnel communal,	Campost		Clés et numéro de la boîte postale

Tableau 83 : La communication avec les autorités et les sectoriels

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/ou tils	Période	Indicateurs	
Informer régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la Commune	Produire et diffuser des rapports périodiques d'activités	-Chargé de la communication -Agent de développement communal -Maire	-Membres du gouvernement -Gouverneur -Préfet -Sous-préfet -Sectoriels	Rapports, corresponda nces	Hebdom adaire, mensuell e, semestri elle annuelle	Cahier transmissions, nombre rapports correspondance	de de et es

Tableau 84 : La communication entre et avec les bénéficiaires

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outi	Période	Indicateurs
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-Organiser des causeries éducatives avec les populations	-Maire et ses adjoints -Conseillers municipaux -Agent de développement communal -OAL et ou consultants	-Communautés	Plan communal de développeme nt	01 fois par semestre et par village	Enquêtes participative, nombre de personnes touches, nombres de séances organisées
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes d'explication et de vulgarisation du DSCE dans les villages et à la mairie	-Délégués départementaux MINEPAT	-Commune -Communautés	DSCE	Premier trimestre 2012	Listes de présence par localité
Restituer le plan communal de développement	Séance de restitution des PCD au niveau des	-Maire -Conseillers municipaux -Agent de	Communautés	Plan communal de développeme nt	Premier trimestre 2012	Nombre de séances organisées, nombre de

aux	communautés	développement				villages touchés
populations		communal				
pour les						
engager dans						
la mise en						
œuvre des						
actions						
convenues						
Promouvoir la	Informer les	Maire	Communautés	-Médias	Permane	Nombre de
gouvernance	populations			locaux	nte	personnes
locale	sur le budget et			-Site internet		informées, nombre
	le compte			communal		de communiqués
	administratif de			-concertation		radio, nombre
	la Commune			avec les		d'affiches
				communautés		
				-babillard de		
				la Commune		

Tableau 85 : Communication avec la société civile et le secteur privé

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outi	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire et ses adjoints	Société civile/secteur privé	Correspondan ces, réunions d'échanges	01 fois par trimestre	Nombre de rencontres organisées
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire des acteurs de la société civile et du secteur privé	Chargé de la communication	Maire	Registres	Première année (2012)	Répertoire disponible, nombre d'acteurs recensés
Informer régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la Commune	Rédiger et diffuser un rapport périodique d'activités de la Commune	Maire	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	Permane nt	Liste des rapports diffusés

Tableau 86 : la Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	Maire	Plan communal de	Permanent	Répertoire disponible
parterialics	partenaires	communication		développement		аюропыс
Renforcer le partenariat pour la bonne marche du processus de développement de la Commune	Organiser des séances de travail et créer un cadre de concertation entre la Commune et les partenaires	Maire et partenaires	Maires et partenaires	Séances de travail, PCD	Permanent	Comptes rendus disponibles
Informer régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la Commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux -Chargé de la communication	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapports d'activités	Permanent	Nombre de rapports diffusés

Tableau 87 : Communication avec les élites extérieures et la diaspora

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des élites et acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maire et acteurs	Registre	Permanent	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les acteurs de la diaspora dans le processus de développement de la Commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et des acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Elites et acteurs de la diaspora	Campagnes d'information avec plan communal de développement	Permanent	Comptes rendus disponibles, nombre de campagnes organisées, liste des élites et acteurs de la diaspora
Informer régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la Commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures et diaspora	Rapports, Campost, internet	permanent	Nombre de rapports diffusés

Tableau 88 : La communication de masse

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Informer le grand public sur les activités de la Commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de	Organiser des émissions radios, procéder aux affichages et organiser des réunions d'information	Maire et ses adjoints, conseillers municipaux, agent de développement communal	Grand public	Médias de masse, babillards	Semestrielle	Nombre d'émissions diffuses, nombre d'affiches
développement	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la Commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet		Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse		
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la Commune	Chargé de la communication	Grand public			
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public			Nombre d'éditions

Tableau 89 : Actions de plaidoyer

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Rechercher des financements	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	Maire	MINEPAT	PCD et état de	Permanente	Nombre de rencontres
alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	mise en œuvre		Nombre de partenaires touchés
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise			
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora			

CHAPITRE IX: CONCLUSION

En somme, Le présent document matérialise le Plan Communal de Développement de Lokoundjé, élaboré par l'OAL RAPID, avec la participation de toutes les forces vives de la Commune et des sectoriels, grâce au financement du PNDP. A l'issu de ce long processus, il ressort que la Commune à été créée le 24 Avril 2007. Elle est située dans la Région du Sud, Département de l'Océan. Ses 36 villages et 23 campements Pygmées couvrent une superficie totale de 2254 km². Sa population estimée à plus de 36 650 âmes est cosmopolite, on y rencontre plusieurs groupes ethniques à savoir : les Ewondo, Batanga, Fang, Bassa, Bakoko, Boulou, Mabi, les pygmées Bakola et Bagyéli et des immigrés. L'économie locale est dominée par la pêche, l'agriculture, la chasse, l'artisanat et le petit commerce.

La localité est caractérisée par ses épars, de vastes étendues de Mangroves, des forêts riches en essences commercialisables, en PFNL et en faune sauvage, ses cours d'eaux riches en ressources halieutiques, ses belles plages, un potentiel touristique considérables, une population jeune et soucieuse de son développement.

La Commune connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents sont relatifs à l'accès aux services sociaux de base, au développement des AGR ainsi qu'à l'enclavement. L'institution communale, du fait de sa jeunesse, tarde encore à asseoir toutes les structures lui permettant de mener à bien ses missions de chaque jour. Le manque de professionalisme et l'incivisme de cetains personnels constituent un véritable frein quant à l'atteinte de ses objectifs.

L'analyse de tous ces problèmes a permis de mettre en exergue les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune veut et peut agir pendant les prochaines années. La planification qui s'en est suivie a permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit plusieurs activités principales et microprojets liés à l'amélioration de sa performance dans la poursuite de ses objectifs que sont l'améliorer des conditions de vie de ses populations, la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.

Afin d'assurer au mieux la mise en œuvre des activités planifiées dans ce PCD, un Comité de suivi-évaluation a été mis en place et un plan de communication a été élaboré pour rendre plus visibles par les populations et les différents partenaires de la Commune toutes les actions qui vont être entreprises. L'attention et l'espoir de toutes les forces vives de la commune repose dorénavant sur document qui devra permettre à la Commune de Lokoundjé de jouer sa partition dans ce vaste chantier national qui doit faire du Cameroun, un pays émergent à l'horizon 2035.

ANNEXES

Annexe 1: Fiche du microprojet n° 1

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Construction de 12 forages

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Eau potable Type d'activité : Construction

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Eau et de l'Energie de l'Océan**

Organisme co-intervenant : PNDP, FEICOM, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable en augmentant la quantité actuelle d'eau potable dans la Commune

Objectifs spécifiques:

- Identifier 12 villages où le problème d'eau potable se pose avec acuité;
- Construire 12 forages (01 dans chacun de ces villages);
- Mettre en place un comité de comité de gestion et de maintenance pour chaque ouvrage

Résultats attendus et indicateurs :

- 12 forages sont construits :
- Les populations de 12 villages et leurs environs consomment effectivement de l'eau potable;
- 01 comité de gestion et de maintenance installé et opérationnel dans chacun des 12 villages

Impact attendu:

Diminution du taux des maladies hydriques, corvée d'eau diminuée

Coût total estimé	Financement demandé au projet
108 000 000 frs	108 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 04 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 2 : Fiche du microprojet n° 2

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Extension du réseau AES Sonel dans le

village.....

Zone d'intervention : **Région** Domaine d'intervention : Type d'activité :

du Sud

Energie électrique

Branchements des ménages au réseau

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Eau et de l'Energie de l'Océan

<u>Organisme co-intervenant</u>: **AES Sonel**, **BIP**, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Faciliter l'accès à l'électricité en connectant 45 ménages supplémentaires au réseau électrique AES Sonel

Objectifs spécifiques :

- Choisir un village permettant de capitaliser les moyens alloués au microprojet ;
- Faire une extension des installations électriques afin de connecter 45 nouveaux ménages

Résultats attendus et indicateurs :

- 45 ménages sont connectés au réseau électrique ;
- Toutes les personnes composant les 45 ménages utilisent l'énergie électrique

Impact attendu:

Prolongement de la durée des activités journalières

Diminution de l'insécurité

Coût total estimé	Financement demandé au projet
25 000 000 frs	25 000 000 frs
Durée d'exécution : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 3 : Fiche du microprojet n°3

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Approvisionnement en semences améliorées dans tous les villages de la Commune

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : Semencière Agriculture

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres Partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Booster la production agricole en mettant des semences améliorées à la disposition des acteurs agricoles

Objectifs spécifiques:

Distribuer des semences améliorées aux acteurs agricoles

Résultats attendus et indicateurs :

 5000 acteurs agricoles disposent effectivement de semences améliorées dans la Commune

Impact attendu:

 Les acteurs agricoles cultivent des semences de qualité et ont une meilleure production

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : juin 2012

Annexe 4: Fiche du microprojet n°4

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Approvisionnement en produits phytosanitaires

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Traitement des cultures

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Océan**

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Booster la production agricole en mettant des produits phytosanitaires à la disposition des acteurs agricoles

Objectifs spécifiques:

Distribuer des produits phytosanitaires aux acteurs agricoles

Résultats attendus et indicateurs :

• 3000 acteurs agricoles disposent effectivement de produits phytosanitaires dans la Commune

Impact attendu:

 Les acteurs agricoles disposent des produits de qualité pour traiter leurs cultures et ont une meilleure production

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Juin 2012

Annexe 5: Fiche du microprojet n°5

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Appuis matériels et financiers aux groupes de producteurs agricoles

Zone d'intervention : Région Domaine d'intervention : Type d'activité :

du Sud Agriculture Développement de la filière

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global: Booster la production agricole en apportant des appuis techniques, matériels et financiers aux groupes de producteurs agricoles

Objectifs spécifiques :

- Organiser les acteurs agricoles en groupes de producteurs
- Distribuer des outils agricoles et des aides financières aux organisations des agriculteurs

Résultats attendus et indicateurs :

35 GICs ont effectivement reçu des appuis matériels et financiers

Impact attendu:

 Les groupes de producteurs agricoles travaillent plus facilement et leur production a considérablement augmenté de 15 %

Coût total estimé	Financement demandé au projet
20 000 000 frs	20 000 000 frs
Durée d'exécution : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : juin 2012

Annexe 6: Fiche du microprojet n°6

<u>Date</u>: 22 Août 2011

Désignation du projet : Appuis matériels et financiers aux organisations des éleveurs

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : fonctionnement et exploitation

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale du MINEPIA de l'Océan**

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer les productions animales en apportant des aides matérielles et financières aux organisations des éleveurs

Objectifs spécifiques :

- Organiser les acteurs par filière
- Distribuer des matériels et outils d'élevage ainsi que des aides financières aux organisations des éleveurs

Résultats attendus et indicateurs :

 45 organisations des éleveurs ont effectivement reçu des appuis matériels et financiers

Impact attendu:

 Les organisations des éleveurs travaillent plus facilement et leur production a considérablement augmenté

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
Durée d'exécution : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 7: Fiche du microprojet n°7

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Approvisionnement des groupes d'éleveurs en géniteurs

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Production Elevage

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

Agence d'Exécution et de Vulgarisation : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale du MINEPIA de l'Océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer les productions animales en mettant de nouvelles races de géniteurs à la disposition des organisations des éleveurs

Objectifs spécifiques :

Distribuer de nouvelles races de géniteurs aux organisations des éleveurs

Résultats attendus et indicateurs :

- 15 organisations des éleveurs ont effectivement reçu des races nouvelles de géniteurs
- 25 000 alevins de 04 espèces de poissons, 15 000 porcs, 30 000 poulets et 1000 chèvres et moutons de nouvelles races ont été distribués aux 15 organisations des éleveurs

Impact attendu:

 Les organisations des éleveurs ont tout le savoir faire et les moyens nécessaires pour travailler plus facilement et leur production a augmenté de 25 %

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 8 : Fiche du microprojet n°8

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Construction d'un bâtiment au centre de santé intégré créé à Behondo

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Santé Publique

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de la Santé Publique de l'Océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer la santé des populations par la construction des structures de la santé

Objectifs spécifiques :

 Construire un Bâtiment des services de la santé au CSI en construction à Behondo

Résultats attendus et indicateurs :

• 01 bâtiment est effectivement construit au CSI de Behondo, a été réceptionné et est opérationnel

Impact attendu:

• Les populations de Behondo et ses environs peuvent se soigner sur place

Coût total estimé	Financement demandé au projet
30 000 000 frs	30 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 05 mois	Date souhaitée de démarrage : Mai 2012

Annexe 9: Fiche du microprojet n°9

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Réfection du centre de santé intégré de Dikobe

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Santé Publique

Type d'activité : Réhabilitation Publique

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de la Santé Publique de l'Océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer la santé des populations par la réhabilitation des structures de la santé

Objectifs spécifiques :

Rénover le CSI de Dikobe

Résultats attendus et indicateurs :

 Les structures du CSI de Dikobe sont effectivement réfectionnées, les travaux réceptionnés et les services de nouveau opérationnels

Impact attendu:

- Le CSI rénové ;
- Les populations de Dikobe, Donenda et les environs reçoivent des soins de santé de qualité sur place

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
Durée d'exécution : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 10: Fiche du microprojet n°10

<u>Date</u>: **22 Août 2011**

<u>Désignation du projet</u> : Réfection des 03 écoles primaires publiques des villages Pama, Bella et Dehane

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention Education de Base

Type d'activité : Réhabilitation

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan**

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par la rénovation des structures détériorées et abimées

Objectifs spécifiques :

Rénover les écoles publiques de Pama, Bella et Dehane

Résultats attendus et indicateurs :

Les structures abritant les écoles publiques de Pama, Bella et Dehane sont effectivement réfectionnées et réceptionnées

Impact attendu:

 Le cadre éducatif est amélioré par la remise en service des infrastructures réfectionnées

Coût total estimé	Financement demandé au projet
15 000 000 frs	15 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 02 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 11: Fiche du microprojet n°11

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Equipement en matériel didactique de six écoles primaires

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Equipement Education de Base

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan**

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du paquet minimum

Objectifs spécifiques :

Distribuer le matériel didactique dans six écoles primaires

Résultats attendus et indicateurs :

 Six (06) écoles primaires ont effectivement reçu un supplément de matériels et fournitures scolaires

Impact attendu:

• L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la mise à disposition des matériels et fournitures scolaires dans les écoles

Coût total estimé	Financement demandé au projet
2 500 000 frs	2 500 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 12 : Fiche du microprojet n°12

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Construction de 02 salles de classe pour les écoles maternelles de Fifinda I et Elogbatindi

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Construction Education de Base

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan**

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du nombre de salles de classe

Objectifs spécifiques :

 Doter les écoles maternelles de Fifinda I et Elogbatindi de deux salles de classe chacune

Résultats attendus et indicateurs :

• 02 bâtiments de 02 salles de classe chacun sont effectivement construits, réceptionnés et mis en service

Impact attendu:

 L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la mise en service des nouvelles salles de classe

Coût total estimé	Financement demandé au projet
32 000 000 frs	32 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Juin 2012

Annexe 13: Fiche du microprojet n°13

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Achèvement de la construction d'une (01) salle de classe à l'école maternelle de Fifinda I

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Construction Education de Base

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan**

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du nombre de salles de classe

Objectifs spécifiques :

 Achever les travaux de construction (en souffrance) d'une salle de classe à l'école maternelle de Fifinda I

Résultats attendus et indicateurs :

• 01 salle de classe est achevée, réceptionnée et mise en service à l'école maternelle de Fifinda I

Impact attendu:

• L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la mise en service des nouvelles salles de classe

Coût total estimé	Financement demandé au projet
5 000 000 frs	5 000 000 frs
Durée d'exécution : 02 mois	Date souhaitée de démarrage : Octobre 2012

Annexe 14: Fiche du microprojet n°14

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Construction d'un (01) bâtiment de deux (02) salles de classe pour l'école primaire

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Construction Education de Base

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / **Délégation Départementale de** l'Education de Base de l'océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du nombre des salles de classe

Objectifs spécifiques :

Doter une école primaire de deux (2) salles de classe

Résultats attendus et indicateurs :

 01bâtiment de 02 salles de classe est effectivement construit, réceptionné et mis en service

Impact attendu:

• L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la mise en service des nouvelles salles de classe

Coût total estimé	Financement demandé au projet
16 000 000 frs	16 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Juin 2012

Annexe 15: Fiche du microprojet n°15

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Incitation à la création de 05 écoles maternelles

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Création Education de Base

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

Agence d'Exécution et de Vulgarisation : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du nombre des écoles maternelles

Objectifs spécifiques :

Doter la Commune de 05 écoles maternelles supplémentaires

Résultats attendus et indicateurs :

- 05 sites identifiés et sécurisés ;
- 05 arrêtés de création des écoles maternelles

Impact attendu:

 L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la création de nouvelles écoles maternelles

Coût total estimé	Financement demandé au projet
1 000 000 frs	1 000 000 frs
Durée d'exécution : 08 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 16: Fiche du microprojet n°16

<u>Date</u> : **22 Août 2011**

<u>Désignation du projet</u>: Achèvement de la construction d'un (01) bâtiment de deux (02) salles de classe pour l'école primaire

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention Education de Base

Type d'activité : Construction

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale de l'Education de Base de l'océan**

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services de l'Education de Base par l'augmentation du nombre des salles de classe

Objectifs spécifiques :

• Achever les travaux de construction (en souffrance) de deux (2) salles de classe pour l'école primaire

Résultats attendus et indicateurs :

• Les travaux de construction d'un (01) bâtiment de 02 salles de classe sont effectivement achevés, réceptionnés et les salles mises en service

Impact attendu:

• L'offre des services de l'Education de Base est améliorée par la mise en service des nouvelles salles de classe

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	10 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Octobre 2012

Annexe 17: Fiche du microprojet n°17

<u>Date</u>: 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Elaboration d'un plan d'urbanisation de la Commune

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : Conception et mise en œuvre

Développement Urbain et Habitat

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale du Développement Urbain et de l'Habitat de l'océan

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global: Doter la Commune d'un plan d'urbanisation

Objectifs spécifiques :

 Concevoir et mettre en œuvre un plan d'urbanisation afin de bien canaliser l'occupation de l'espace urbain

Résultats attendus et indicateurs :

 La Commune dispose effectivement d'un (01) plan d'urbanisation permettant une occupation ordonnée des espaces urbains

Impact attendu:

 Accélération du processus de mise en place des structures urbaines de la Commune

Coût total estimé	Financement demandé au projet
5 000 000 frs	5 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 04 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 18: Fiche du microprojet n°18

<u>Date</u> : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Elaboration d'un plan de lotissement

Zone d'intervention : Région du Sud

<u>Domaine d'intervention</u> : <u>Développement Urbain et</u> <u>Habitat</u>

<u>Type d'activité</u> : Conception et mise en œuvre

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale du Développement Urbain et de l'Habitat de l'océan

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Doter la Commune d'un plan de lotissement

Objectifs spécifiques :

 Concevoir et mettre en œuvre un plan de lotissement afin d'attirer les populations à acquérir des lots et à s'installer

Résultats attendus et indicateurs :

- La Commune dispose effectivement d'un (01) plan de lotissement ;
- De nombreuses personnes acquièrent des lots et viennent s'y installer progressivement

Impact attendu:

- Accélération du processus de mise en place des structures urbaines de la Commune
- La ville prend véritablement corps

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 000 000 frs	15 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 19: Fiche du microprojet n°19

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Equipement en matériel didactique des six (06) établissements d'enseignement secondaire de la Commune

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : Equipement Enseignements Secondaires

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale** des Enseignements Secondaires

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services des Enseignements Secondaires par la mise à disposition des matériels et fournitures scolaires dans les établissements

Objectifs spécifiques :

 Distribuer le matériel didactique dans les six établissements d'enseignement Secondaire de la Commune

Résultats attendus et indicateurs :

• Six (06) établissements ont effectivement reçu un supplément de matériels et fournitures scolaires

Impact attendu:

 L'offre des services des Enseignements Secondaires est améliorée par la disponibilité des matériels et fournitures scolaires dans les établissements

Coût total estimé	Financement demandé au projet
2 000 000 frs	2 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 20: Fiche du microprojet n°20

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Equipement en matériel informatique des six (06) établissements d'enseignement secondaire de la Commune

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : Equipement Enseignements Secondaires

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale** des Enseignements Secondaires

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global: Améliorer l'offre des services des Enseignements Secondaires par la distribution du matériel informatique dans chaque établissement

Objectifs spécifiques :

Offrir des micro-ordinateurs dans chaque établissement

Résultats attendus et indicateurs :

- 12 micro-ordinateurs ont été distribués entre les 06 établissements
- Chaque établissement a effectivement reçu 02 micro-ordinateurs

Impact attendu:

L'offre des services des Enseignements Secondaires est améliorée par la disponibilité des micro-ordinateurs dans les établissements et les élèves s'imprègnent des NTIC

Coût total estimé	Financement demandé au projet
2 400 000 frs	2 400 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 01 mois	Date souhaitée de démarrage : Octobre 2012

Annexe 21: Fiche du microprojet n°21

Date : 22 Août 2011

Désignation du projet : Incitation à la création de 02 CETIC

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Enseignements secondaires Type d'activité : Création

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale** des enseignements secondaires de l'océan

Organisme co-intervenant : BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer l'offre des services des enseignements secondaires par l'augmentation du nombre des établissements

Objectifs spécifiques :

Doter la Commune de 02 CETIC supplémentaires

Résultats attendus et indicateurs :

- 02 sites identifiés et sécurisés ;
- 02 arrêtés de création des CETIC

Impact attendu:

 L'offre des services des enseignements secondaires est améliorée par la création de nouveaux CETIC

Coût total estimé	Financement demandé au projet
400 000 frs	400 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Octobre 2012

Annexe 22: Fiche du microprojet n°22

<u>Date</u>: **22 Août 2011**

<u>Désignation du projet</u> : Incitation à la couverture totale des réseaux de téléphonie mobile

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Extension Postes et

Télécommunications

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale** des Postes et Télécommunications de l'océan

Organisme co-intervenant: BIP, autres partenaires au développement, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Amener les sectoriels et les opérateurs du secteur des télécommunications à étendre la couverture de la Commune en réseaux de la téléphonie mobile

Objectifs spécifiques :

 Etendre les réseaux Camtel, Orange et MTN afin de couvrir totalement toutes les localités de la Commune

Résultats attendus et indicateurs :

- Les 03 opérateurs de la téléphonie (Camtel, Orange et MTN) ont effectivement procédé à l'extension de leurs réseaux
- Le signal d'au moins 01 des 03 opérateurs de la téléphonie est disponible dans chaque village

Impact attendu:

- Les populations de Lokoundjé communiquent facilement par du téléphone et pas par internet
- Les informations circulent normalement et à temps.

Coût total estimé	Financement demandé au projet
300 000 frs	300 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 03 mois	Date souhaitée de démarrage : Octobre 2012

Annexe 23: Fiche du microprojet n°23

<u>Date</u> : **22 Août 2011**

Désignation du projet : Construction d'un complexe commercial urbain à Ebéa

Zone d'intervention : Région du Sud Domaine d'intervention : Type d'activité : Construction Commerce

Groupe cible : les populations de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale du Commerce**

Organisme co-intervenant : PNDP, BIP, bénéficiaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global: Faciliter l'écoulement, l'approvisionnement et la conservation des produits

Objectifs spécifiques :

Doter la commune d'un complexe commercial urbain

Résultats attendus et indicateurs :

Les structures du complexe commercial urbain sont effectivement construites, réceptionnées et le marché est opérationnel

Impact attendu:

• Les populations de l'espace urbain communal et ses environs s'approvisionnent, écoulent et conservent facilement les produits

Coût total estimé	Financement demandé au projet
90 000 000 frs	90 000 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 06 mois	Date souhaitée de démarrage : Février 2012

Date: 22 Août 2011

Désignation du projet : Réalisation des composantes du PDPP

Zone d'intervention : Région Domaine d'intervention : Type d'activité : Encadrement

du Sud Affaires Sociales

Groupe cible : Les populations Pygmées de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale des Affaires Sociales de l'Océan

Organisme co-intervenant : PNDP

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer les conditions de vie des populations Pygmées de la Commune de Lokoundié

Objectifs spécifiques :

- Faciliter l'accès des Pygmées à la citoyenneté par l'établissement des actes de naissance et la création des chefferies Pygmées;
- Faciliter l'accès à l'éducation par la distribution des fournitures scolaires, l'octroi des bourses d'études, la formation des enseignants à la méthode ORA, la sensibilisation des parents et des enfants sur la nécessité d'envoyer les enfants à l'école;
- Faciliter l'insertion socio professionnel des jeunes Pygmées par leur formation dans les petits métiers et leur installation;
- Améliorer la production agricole par la distribution de l'outillage agricole et des semences :
- Améliorer l'état de santé des Pygmées par la stratégie avancée.

Résultats attendus et indicateurs :

- 386 actes de naissance établis et distribués ;
- 03 chefferies crées, les chefs installés et opérationnels ;
- 400 élèves Pygmées supplémentaires inscrits à l'école ;
- 15 enseignants formés sur la méthode ORA
- 23 bourses d'études octroyées à 23 jeunes Pygmées ;
- Des semences et outillages agricoles distribués à 115 acteurs agricoles et 15 hectares supplémentaires de parcelles cultivées;
- 05 descentes pour administrer des soins de santé effectuées et plus de 400 cas traités et suivis

Impact attendu:

 Le cadre de vie des Populations Pygmées est amélioré à travers une meilleure prise en compte de leurs intérêts, l'augmentation : de la production agricole de plus de 12 %, du taux de réussite aux examens de 25 %, du nombre de dépistages volontaires du VIH/sida, la diminution de plus de 40 % du taux de mortalité infantile chez les Pygmées

Coût total estimé	Financement demandé au projet
10 852 000 frs	10 852 000 frs
<u>Durée d'exécution</u> : 09 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

Annexe 25: Fiche du microprojet n°25

Date : 22 Août 2011

<u>Désignation du projet</u> : Réalisation des composantes des autres populations vulnérables de la Commune

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Type d'activité : Encadrement Affaires Sociales

Groupe cible : Les populations Pygmées de la Commune de Lokoundjé

<u>Agence d'Exécution et de Vulgarisation</u> : **Mairie de Lokoundjé / Délégation Départementale** des Affaires Sociales de l'Océan

Organisme co-intervenant: PNDP

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer les conditions de vie des autres populations vulnérables de la Commune de Lokoundjé

Objectifs spécifiques :

- Recenser les personnes du troisième âge, les aveugles et mal voyants, les orphelins ainsi que les handicapés;
- Elaborer et mettre en œuvre un programme de prise en charge des autres personnes vulnérables
- Démarrer la stratégie avancée ;
- Créer un centre social

Résultats attendus et indicateurs :

- 88 vieillards, 45 aveugles, 105 orphelins et 75 handicapés identifiés ;
- 04 fichiers élaborés ;
- Plus de 20 vieillards nourris et soignés ;
- 25 paires de lunettes achetées et distribuées
- 01 site identifié et sécurisé

Impact attendu:

 Le cadre de vie de certaines personnes vulnérable est amélioré à travers une meilleure prise en compte de leurs besoins et problèmes

Coût total estimé	Financement demandé au projet
4 150 000 frs	4 150 000 frs
Durée d'exécution : 09 mois	Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

EQUIPE DE REDACTION DU PCD:

MBARGA ALEGA Célestin : Ingénieur Agronome, Directeur de

RAPID,

OYIE ESSOMBA Jacques Parfait Expert en developpement, Consultant

ELA BIYA Christian Rodrigue Ingénieur Agronome, Consultant

NKOABVOUMA Martin Agro-environnementaliste, Consultant

NDI OWONA Francis Spécialiste des Pygmées